



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 FÉVRIER 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7TH FEBRUARY, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

2

Government House.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 14 avril 1916.

M. Henry Laureys, de la cité de Montréal, professeur, directeur de l'Ecole des hautes études commerciales.

Québec, le 18 décembre 1924.

M. Geo. Boisvert, de Shatter Bay, juge de paix pour le district de Saguenay.

M. K.-J. Carter, de Gaspé, juge de paix pour le district de Gaspé.

M. Ferdinand Brosseau, sr., de Huberdeau, rentier, juge de paix pour le district de Terrebonne.

M. F.-X. Lemieux, de la cité de Québec, sous-ministre des Terres et Forêts.

Québec, le 30 décembre, 1924.

M. T. Emmett Quinn, de la cité de Montréal, Qué., commissaire des incendies de la cité de Montréal.

Québec, le 14 janvier, 1925.

M. Abraham Delisle, de Saint-Jean, Ile d'Orléans, cultivateur, juge de paix pour le district de Québec.

M. D.-L. Weston, de Châteauguay Heights, juge de paix pour le district de Beauharnois.

MM. Alexandre Saint-Onge, d'Amos, marchand et Benoit Trudel, secrétaire-trésorier de la paroisse d'Amos, Adélard Cousineau, et J.-E. Lambert, marchands, tous deux du village de La Sarre, juges de paix pour le district d'Abitibi.

Appointments

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Quebec, April 14, 1916.

Mr Henry Laureys, of the city of Montreal, professor, to be director of the School for Higher Commercial Studies.

Quebec, December 18, 1924.

Geo. Boisvert, of Shelter Bay, to be a Justice of the Peace for the district of Saguenay.

K. J. Carter, of Gaspé, to be a Justice of the Peace for the district of Gaspé.

Ferdinand Brosseau, sr., of Huberdeau, annuitant, to be a Justice of the Peace, for the district of Terrebonne.

F. X. Lemieux, of the city of Quebec, to be Deputy-Minister of Lands and Forests.

Quebec, December 30, 1924.

T. Emmett Quinn, of the city of Montreal, Que., to be Fire Commissioner of the city of Montreal.

Quebec, January 14, 1925.

Abraham Delisle, of Saint Jean, Island of Orleans, farmer, to be a Justice of the Peace for the district of Quebec.

D. L. Weston, of Châteauguay Heights, to be a Justice of the Peace for the district of Beauharnois.

Alexandre Saint Onge, of Amos, merchant, and Benoit Trudel, secretary treasurer of the parish of Amos, Adélard Cousineau and J. E. Lambert, merchants, both of the village of La Sarre, to be Justices, of the Peace for the district of Abitibi.

Québec, le 22 janvier, 1925.

Quebec, January 22, 1925.

MM. Richard Provost, de la cité de Montréal, commis de banque, et Ovide Clermont, de Montréal-Nord, médecin, Henri Rocheleau, de Saint-Hubert, cultivateur, et F. Edward Crane, de Saint-Lambert, gérant, juges de paix pour le district de Montréal.

MM. Léo Sanguinet, et Edouard Provencher, assistant de la Faculté de Médecine à l'Université de Montréal, tous deux de la cité de Montréal, juges de paix, avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361 S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 G. V, ch. 45.

663

Il a plu à Son Honneur le lieutenant gouverneur, par un ordre en conseil en date du vingt-huitième jour de novembre, 1924, de nommer M. J. Carraie Birnie, de San Francisco, California, U. S. A., Conseil spécial en loi d'Amirauté et commissaire maritime pour recevoir en Californie, un des Etats Unis d'Amérique, des affidavits pour l'usage d'aucune cour de la province ou nécessaires pour tout acte ou document devant être mis à exécution, ou devant avoir son effet civil dans la province, sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec.

665

"Auto Electric, Limited."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1925, constituant en corporation : Joseph-Lauréat Côté, ingénieur électricien, 109 rue Sherbrooke Ouest, Lionel Létourneau, gérant, 317 rue Université, et Gordon Gray, ingénieur électricien, 68 rue Laurier Ouest, Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, importer et exporter, assembler, acheter, vendre et gager des automobiles, autocamions, tombereaux-moteurs, tracteurs-autos, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, tout autre genre de véhicules, de moteurs ou dispositifs mûs ou actionnés par la gazoline, l'électricité ou une autre force motrice, aussi des carrosseries et châssis, moteurs, pneus, les machines, instruments, outils, appareils, dispositifs, lubrifiants, ciments, solutions, émaux et toutes choses pouvant être utilisées avec les articles précités ou dans leur fabrication et exploitation;

Troquer, louer, réparer, emmagasiner, nettoyer et entreposer des automobiles, autocamions, tombereaux-moteurs, auto-tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toute espèce, mûs ou actionnés par une force mécanique ou autre;

Construire et maintenir des garages pour recevoir et hangarer des automobiles, autocamions, tombereaux-moteurs, auto-tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de tout genre, tenir des garages pour remiser les automobiles privés ou les automobiles de louage, et les réparer;

Acheter, gager, vendre et manufacturer tout matériel à fabriquer des bandages pneumatiques et pleins, aussi manufacturer, importer, exporter, acheter, mettre en gage et vendre tous articles d'aucune espèce ou nature quelconque connexes aux automobiles, autocamions, camions, auto-tracteurs, motocyclettes, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toute

Richard Provost, of the city of Montreal, bank clerk, and Ovide Clermont, of Montreal-North, physician, Henri Rocheleau, of Saint Hubert, farmer, and F. Edward Crane, of Saint Lambert, manager, to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Leo Sanguinet and Edouard Provencher, assistant of the Faculty of Medicine, at the University of Montreal, both of the city of Montreal, to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oath only, in accordance with the provisions of Article 3361 Q.R.S., 1909, as amended by the Act 9 G. V, ch. 45.

664

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the twenty eighth day of November, 1924, to appoint Mr. J. Carraie Birnie, of San Francisco, California, U. S. A., Special Counsel in Admiralty and Maritime Law, commissioner to receive, in California, one of the United States of America, affidavits for use in any court of the province or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec.

666

"Auto Electric, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1925, incorporating: Joseph Lauréat Côté, electrical engineer, 109 Sherbrooke Street West, Lionel Létourneau, manager, 317, University Street, and Gordon Gray, electrical engineer, 68 Laurier Street west, Montreal, for the following purposes:

To purchase, import and export, assemble, buy, sell and pledge automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, every other kind of vehicles, motors or device driven or operated by gasoline or electricity or other motive power, and also bodies and chassis, motors, tires and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, solutions, enamels, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture and working thereof;

To deal in, hire, repair, store, clean and warehouse automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kinds, whether propelled, driven or operated by mechanical power or not;

To construct and maintain garages for receiving and storing automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, and to maintain garage for the garaging of private automobiles or automobiles for hire, repair and lease;

To purchase, pledge, sell and manufacture any material for the making of pneumatic and solid tires, and to manufacture, import, export, purchase, pledge and sell any article of any kind or nature whatsoever pertaining to automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, automobile parts and

sorte, de pièces d'automobiles et accessoires connexes; accessories in connection therewith;

Construire et établir une ou plusieurs fabriques et usines et des ateliers, avec l'outillage, les engins et la machinerie convenables pour manufacturer, acheter, gager, vendre, échanger, exporter, ou autrement trafiquer d'automobiles, auto-camions, tombereaux-moteurs, auto-tracteurs, motocycles, aéroplanes et hydroplanes, voitures et véhicules de toute espèce, à traction mécanique ou autre, des machines, instruments, outils, appareils, lubrifiants, ciments, émaux et de toutes choses propres à servir en rapport avec les articles précités ou dans leur fabrication, entretien, exploitation, respectivement;

Solliciter, prendre, acheter ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés d'invention, marques ou noms de commerce, droits d'auteur ou procédés secrets pouvant être utiles aux objets de la compagnie, accorder des permis de s'en servir;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage d'aucun commerce de la compétence de la compagnie, et des terrains, privilèges, droits, contrats, propriétés ou effets détenus ou utilisés en rapport avec tel commerce, et sur cette acquisition assumer le passif d'aucune compagnie, association, société ou personne dont on l'aura acquis; aussi les payer entièrement ou partiellement en actions libérées ou en argent;

Acheter ou autrement acquérir et détenir des propriétés mobilières ou immobilières qu'on croira nécessaires ou avantageuses à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, et payer cette acquisition ou possession, totalement ou partiellement, en actions libérées de la compagnie ou en argent;

Conduire ou gérer aucune industrie de nature semblable, ou aucune industrie que la compagnie croira propre à être exercée avantageusement ou convenablement en rapport avec ses entreprises;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, négocier, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres instruments négociables et transférables;

Émettre des actions libérées, des débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation en paiement intégral ou partiel des biens, droits, concessions acquis par la compagnie, et rétribuer soit en argent, ou, avec l'approbation des actionnaires, en parts, obligations, débetures, tel que susdit, aucune personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa formation, promotion ou organisation ou la gestion des affaires de la compagnie;

Vendre, engager, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Vendre, engager ou aliéner les entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelles, moyennant le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, sur autorisation de ce faire de la majorité des actionnaires présents ou représentés par procureur à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer l'affaire, et porteurs d'au moins les deux tiers du capital émis de la compagnie;

Acquérir, détenir, vendre, grever ou transférer

To erect and establish a factory or factories and work shops and machine shops, with a suitable plant, engine, machinery, with a view to manufacture, purchase, pledge, sell, exchange, export or otherwise deal in automobiles, motor-trucks, motor-lorries, motor-tractors, motor-cycles, aeroplanes and hydroplanes, carriages and vehicles of all kind, whether propelled by mechanical power or not, and all machinery, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, cements, enamels, and all things capable of being used therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

To apply for, and take out, purchase or otherwise acquire any patents, patent right or inventions, trade-marks or mark trade-name or names, copy rights or secret processes which may be useful for the company's objects, and to grant licenses for the use of same;

To acquire, on part or in whole, the goodwill of any business within the objects of the company, and any lands, privileges, rights, contracts, property or effects held or used in connection therewith, and upon such acquisition to undertake the liabilities of any company, association, partnership or person from whom it has been acquired, and to pay for same wholly or partly in paid up shares or in cash;

To buy or otherwise acquire and to hold any movable or immovable properties which may be deemed necessary or advantageous for the carrying of the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquired or holding, wholly or in part, in paid up shares of the company, or in cash;

To conduct and carry on any other business of similar nature, or any business which may, in the opinion of the company, be deemed capable of being advantageously or conveniently carried with its undertakings;

To draw, make, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue paid up shares, debentures, bonds or other securities of the company to any person, firm or corporation in payment or in part payment for any property, rights, concessions, acquired by the company, and to remunerate either in cash or, with the approval of the shareholders, in stock, bonds or debentures as aforesaid any person, firm or corporation for any services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business;

To sell, pledge, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To sell, pledge or dispose of the undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized to do so by the majority in number of the shareholders, present or represented by proxy at the general meeting duly called for considering the matter and holding not less than two-thirds of the issued capital stock of the company;

To acquire, hold, sell, mortgage or convey any

aucun immeuble requis pour l'exercice de l'industrie de la compagnie, aussi établir, construire ou altérer les machineries, outillages, ateliers, entrepôts, salles de vente, d'exhibition, des agences ou bureaux que la compagnie croira nécessaires ou convenant à l'exercice de son industrie;

Distribuer, selon que décidé par les actionnaires, aucunes valeurs de la compagnie à ses actionnaires et particulièrement les actions, obligations, débiteures et autres valeurs d'aucune autre compagnie qui seront acquises par la présente compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer et développer, aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune entreprise à fin d'acquiescer la totalité ou aucune partie des biens, des droits et du passif de la présente compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera propre directement ou indirectement à profiter à la présente compagnie, faire aussi tous actes nécessaires ou s'y rattachant;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qui sembleront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exhibition d'œuvres, publication de livres et revues, octroi de prix, récompenses et dons;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, conclure des arrangements relatifs au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour aucun autre but avec aucune personne, firme ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, souscrire ou autrement acquiescer et détenir des actions ou valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, gager, détenir, réemettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles et toutes les choses qu'autorisent les lettres patentes originales ou supplémentaires, comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, et des objets énumérés dans les lettres patentes sous le nom de "Auto Electric, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour du mois de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

631

C.-J. SIMARD.

real estate required for the carrying on of the company's business, and to establish, construct or alter any machinery, equipment, plant, warehouse, sales-room, show-rooms, agency or office, as the company may consider necessary or suitable in the carrying on of its business;

To distribute, as may be resolved by the shareholders, any assets of the company amongst its shareholders, and particularly the shares, bonds, debentures and other securities of any other company that may be acquired by this company;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liability of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To promote, organize, manage and develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company and to do all acts necessary or incidental thereto;

To adopt such means of making known the products of this company as may seem expedient, and in particular for advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or firm or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, pledge, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with same;

To do all or any of the above things and all things authorized by letters patent or supplementary letters patent, as principal agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and of the objects set out in the letters patent, under the name of "Auto Electric, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

632

"Buffalo Temple, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

"Buffalo Temple, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing

patentes en date du vingt-troisième jour de décembre, 1924, constituant en corporation: Andrew Ross McMaster, avocat et conseil du Roi, de la cité de Westmount, demoiselles Mary Bradley, Lilian-Margaret Gallagher, secrétaires, toutes deux de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Se procurer une salle et autres chambres convenables, édifices et lieux et en permettre l'usage, en tout ou en partie, aux termes que la compagnie croira à propos, pour toutes fins publiques ou privées, et particulièrement pour des assemblées publiques, expositions, concerts, conférences, diners, représentations théâtrales et autres amusements, et comme salles de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèque, salles de bain, salles de rafraîchissements, échoppes et bureaux d'affaires;

Exercer le commerce de propriétaires d'hôtels et de restaurants, et servir des repas et breuvages de toutes sortes et espèces, y compris des boissons enivrantes, sujet aux lois provinciales et municipales à cet effet;

Fournir des amusements, récréations et pourvoir à l'éducation des actionnaires de la compagnie et autres personnes;

Acheter des propriétés mobilières et immobilières pour les fins ci-dessus mentionnées ou autres fins connexes à icelles, et les améliorer et modifier de toute manière jugée désirable;

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs, laitiers et marchands de provisions;

Exercer toute industrie que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec les objets mentionnés ci-dessus ou qui est susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou les droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie des affaires, propriétés et passifs de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, et les payer soit en argent ou soit en valeurs de cette compagnie;

Prendre ou acquérir autrement, et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Se fusionner à toute compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Les directeurs de la compagnie seront au nombre de sept, sous le nom de "Buffalo Temple, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

633

C.-J. SIMARD.

date the twenty third day of December, 1924, incorporating: Andrew Ross McMaster, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Misses Mary Bradley, Lilian Margaret Gallagher, secretaries, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To provide a hall and other suitable rooms, buildings and places and to permit the same of any part thereof to be used, on such terms as the company may think fit, for any purposes, public or private and in particular for public meeting, exhibitions, concerts, lectures, dinners, theatrical performances and other entertainments, and for reading, writing and news-paper rooms, libraries, bath, refreshment rooms, and shops and business offices;

To carry on the business of an hotel and restaurant proprietor, and to serve meals and drinks of all sorts and kinds, including intoxicating liquors, subject to all Provincial and Municipal laws in that regard;

To provide amusement, entertainment and instruction for shareholders of the company and others;

To purchase movable and immovable property for the aforesaid purposes or others allied thereto, and the same to improve and convert in any way deemed desirable;

To carry on business as bakers, confectioners, milk sellers and provision merchants;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay for the same either in cash or in the securities of this company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate with any company having objects similar to the objects of this company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

The directors of the company shall be seven in number, under the name of "Buffalo Temple, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

634

"Builders Sales Service Company, Limited". "Builders Sales Service Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Ernest Pennington, bourgeois, Viola Sutcliffe, Elizabeth Miller, sténographes, James Brewis Walker, Kendall Morton, comptables, de Montréal, pour les fins suivantes:

Clauses spécifiques:

1. Acheter, absorber ou acquérir autrement comme une industrie active, et exercer et développer le commerce, la propriété et l'entreprise actuellement dirigée dans la cité de Montréal, province de Québec, sous le nom de "Builders Sales Service Company" M. O. W. Meissner, agent manufacturier, et tout et toute partie de l'actif ou du passif du propriétaire de cette industrie, conjointement avec icelle, avec sa clientèle et tous les droits et contrats qu'elle détient actuellement, et les payer en actions acquittées de cette compagnie;

2. Acheter ou autrement acquérir, fabriquer, produire, détenir, posséder, équiper, mettre en œuvre, hypothéquer, trafiquer de et négocier, céder, transférer, vendre ou autrement disposer de denrées, produits et marchandises, et propriétés de toutes classes et de toute description, et, sans restreindre ou limiter la généralité de ce qui précède, les spécialités, accessoires, matériaux et fournitures pour des constructeurs, des spécialités, outillage, fournitures et dispositifs pour chemins de fer et des spécialités, fournitures et outillage pour mécaniciens et ingénieurs;

3. Agir comme agents, marchands à commission, courtiers ou représentants de maisons commerciales domestiques, européennes et autres; et établir des agences ou succursales dans tous endroits jugés le plus avantageux pour les fins, buts et objets de cette entreprise;

Clauses générales:

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou se charger de tous ou de toutes sortes de biens de propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, affaires, privilèges, franchises, licences ou concessions, stock, actions, débentures ou actions-obligations, contrats, droits, obligations et engagements de toute entreprise, compagnie, société, association ou individu exerçant ou sur le point d'exercer quelque partie du commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou qui lui est connexe, ou possédant de la propriété convenable pour les fins de cette entreprise, ou de toutes compagnies dans lesquelles cette compagnie possède des actions, bons, débentures, actions-obligations ou autres valeurs, et les payer totalement ou partiellement en argent ou par l'émission d'actions pleinement acquittées ou en valeurs, ou par toute autre considération, et, si la chose est jugée profitable et désirable, exercer la totalité ou toute partie du commerce de toute telle compagnie, société, association ou individu dont les biens sont ainsi acquis;

Adopter tels moyens jugés recommandables pour faire connaître les objets et produits de cette entreprise et, en particulier, par des annonces dans la presse, par des circulaires, par l'achat ou l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et donations;

Solliciter, obtenir par cession, transfert, enregistrement, achat ou bail ou autrement acquérir et garder, posséder, faire usage de, exercer, exécuter et jouir de, introduire et vendre, céder, ou autrement disposer de licences,

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1925, incorporating: Ernest Pennington, gentleman; Viola Sutcliffe, Elisabeth Miller, stenographers, James Brewis Walker, Kendall Morton, accountants, of Montreal, for the following purposes:

Specific Clauses:

1. To purchase, take over or otherwise acquire as a going concern, carry on and develop the business, property and undertaking now carried on at the city of Montreal, in the Province of Quebec, under the name of "Builders Sales Services Company" by Mr. O. W. Meissner, manufacturer's agent, and all or any of the assets or liabilities of the proprietor of that business in connection therewith, with the good-will thereof, and all rights and contracts now held thereby, and to pay for the same in paid up shares of this company;

2. To purchase or otherwise acquire, manufacture, produce, hold, own, set up, repair, mortgage, deal in and with, assign, transfer, sell or otherwise dispose of goods, wares, merchandise, and properties of every class and description, and without restricting or limiting the generality of the foregoing, builders specialties, fixtures materials and supplies, railway specialties, fixtures supplies and appliances, and mechanical and engineering specialties, supplies and equipment;

3. To act as agents, commission merchants, brokers or representatives for Domestic European and other commercial houses; and to establish agencies or branches in any and all places as may seem to best benefit the purposes, aims and objects of the undertaking;

General object clauses:

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, real or personal property, movable or immovable, business, privileges, franchises, licenses or concessions, stocks, shares, bonds, debentures or debenture stocks, contracts, rights, obligations and liabilities of any undertaking, company, society, partnership or person carrying on, or about to carry on any part of the business herein authorized, or which is germane thereto, or which is possessed of property suitable for the purposes of this undertaking or of any company in which shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities are held, and to pay for the same, in whole or in part, in cash or by the issue of fully paid up shares or securities or any other consideration, and to carry on all or any part of the business, if deemed expedient and desirable, of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To adopt such means of making known the objects and products of this undertaking as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To apply for, obtain by assignment, transfer, register, purchase or lease or otherwise acquire and to hold, own, use, exercise, carry out and enjoy, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any license, power, authority, fran-

pouvoirs, autorité, franchise, concession, droits ou privilèges que tout gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public peut avoir le pouvoir d'accorder, des marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toute invention, amélioration et procédé utilisés relativement à ou obtenus sur lettres patentes ou autrement, du Canada ou de toute autre contrée; et faire usage de, exercer, développer, accorder des licences relativement à ou autrement rendre profitables chacune ou toutes telles marques de commerce, brevets, licences, concessions, procédés et autres choses semblables, ou toute telle propriété, droits ou informations ainsi acquis, et, en vue de leur mise en opération et de leur développement, faire toute affaire minière, manufacturière ou autrement, jugée devoir directement ou indirectement favoriser l'accomplissement de ses objets;

Faire enregistrer, licencier et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger y désigner et y nommer les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront selon la loi et recevront pour ou au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction autorisée par les présentes ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette entreprise; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies et secours propres à profiter, avancer ou favoriser les objets ou les intérêts de cette entreprise, ou à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, à leurs prédécesseurs en office, à leurs dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables et bienveillantes, pour toute exhibition ou pour aucun objet d'utilité générale et publique;

Organiser toute entreprise et une ou plusieurs compagnies pour toutes fins qui pourraient favoriser cette entreprise et aider par garantie, endossement, avance ou autrement, toute compagnie dont les actions du capital-actions ou dont les obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par cette compagnie;

Payer tous les frais, charges et dépenses encourus ou supportés pour la formation et l'établissement de cette entreprise et que la compagnie considérerait comme préliminaires;

A l'occasion de toute émission d'actions, débetures ou autres valeurs se servir de courtiers, agents à commission, agents d'assurance, et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour tels services par des paiements en argent ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débetures ou autres valeurs de cette entreprise, ou par l'octroi d'options sur ces choses, ou de toute autre manière;

Emprunter de l'argent, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des bil-

chise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant; trade marks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise of Canada or of any other country and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property rights and information so acquired, and, with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether mining, manufacturing or otherwise, which calculated directly or indirectly effectuates these objects;

To cause the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives, with full power to represent it in all matters, according to the law of such foreign country, and to accept service of any process or suit for it or on its behalf;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, consolidation, amalgamation, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction herein authorized, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the undertaking; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities thereof and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit or further the objects or interests of this undertaking, its employees or ex-employees, its predecessors in business, or the dependants or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any undertaking, company or companies for any purposes which may seem to benefit this undertaking, and to aid by guarantee, endorsement, advance or otherwise any company shares of whose capital stock or whose bonds, debentures or other securities are held hereby;

To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained about the promotion and establishment of this undertaking or which the company shall consider to be preliminary;

Upon any issue of shares, debentures or other securities, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or, with the approval of the shareholders by the issue of shares, debentures or other securities of this undertaking, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

To borrow money, to draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory

lets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables, faire et émettre des bons, débiteures et livres de dettes de toutes sortes sans limite quant au montant, et les garantir par des mortgages, des liens ou autrement, si c'est nécessaire;

Placer et disposer les biens de la compagnie de telle manière déterminée de temps en temps, et prêter de l'argent à des individus ou à des compagnies lorsque jugé judicieux, et garantir l'exécution de contrats, de même que l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre personne ou compagnie avec lesquelles la compagnie peut avoir des intérêts, comprenant le paiement de dividendes, l'intérêt sur des bons, des débiteures, des actions-obligations ou autres valeurs, des hypothèques ou engagements de toute telle compagnie ou individu et accepter comme sûreté pour tel prêt et garantie toute valeur qui pourrait être offerte par telle compagnie ou personne, comprenant des actions, bons, débiteures, actions-obligations, mortgages, hypothèques, liens ou autres valeurs de telles autres compagnies ou de, ou sur la propriété de telle personne ou compagnie;

Acheter, prendre, ou acquérir par souscription originale ou autrement, et garder, vendre ou autrement disposer d'actions, de capital commun ou préférentiel, débiteures, bons et autres obligations dans ou de toute autre entreprise ou compagnie (ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux mentionnés aux présentes ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser cette entreprise, directement ou indirectement, et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire d'agent (ou agents) que les directeurs pourraient nommer;

Distribuer en espèces au moyen de dividendes, ou autrement aux actionnaires, aux clients ou aux employés ou autrement, toutes actions ou valeurs ou toute propriété ou biens applicables comme profits;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner et trafiquer de chacun ou de tous les biens, propriété, droits ou entreprises pour telle considération qu'elle jugerait raisonnable, et, en particulier, pour des actions, obligations, débiteures ou autres valeurs, si autorisé par un vote d'une majorité en nombre des actionnaires (préférentiels et communs) présents ou représentés par des procureurs à une assemblée générale dûment convoquée pour étudier cette question, et possédant au moins les deux-tiers du capital-actions émis;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus, et toutes choses autorisées par lettres patentes et par lettres patentes supplémentaires, comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses comme incidentes à, ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus.

Les pouvoirs de chaque paragraphe ci-dessus ne devront pas être limités ou restreints par induction à, ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Builders Sales Service Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$49,500.00 divisé en 4500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10.00 et 4500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Les actions privilégiées ne comporteront pas droit de vote et n'auront pas le droit de participer

notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments, to make and issue bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, without limit as to amount, and to secure the same, if deemed advisable, by mortgage, pledge or otherwise;

To invest and deal with the funds of the company in such manner as may from time to time be determined, and to lend money to persons or companies when deemed advisable, and guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or persons including the payment of dividends, interests on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or person; and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in and of any undertaking or company (having objects similar in whole or in part to the objects here in set forth, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this undertaking), and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To distribute in specie, by way of dividend or otherwise, among the shareholders, customers or employees or otherwise, any shares securities or other property or assets applicable as profits;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, properties, rights or undertakings for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities, if authorized so to do by the vote of the majority in number of the shareholders, preferred and common, present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two thirds of the issued capital stock;

To do all or any of the above things and all things authorized by the letters patent and supplementary letters patent as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects.

The powers of each paragraph hereof shall be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Builders Sales Service Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be \$49,500.00, divided into 4,500 preferred shares of a par value of \$10.00 each, and 4,500 common shares of a par value of \$1.00 each.

The preferred shares shall be non-voting and non-participating, but shall be entitled out of any

dans les profits, mais auront droit de recevoir, à même le surplus des bénéfices nets lorsque déterminés à des dividendes cumulatifs au taux de 8% par année, de préférence et en priorité au paiement de dividende sur les actions-ordinaires pour telle année;

Les actions privilégiées pourront être rachetées à toute échéance de dividende au gré du bureau des directeurs, ledit rachat devant être fait au pair;

Les actions ordinaires seront sujettes au droit de priorité des détenteurs des actions privilégiées tel que déclaré ci-dessus;

Les actions ordinaires de la compagnie seules auront droit de vote.

Si après avoir pourvu au paiement du dividende intégral pour aucune année sur les actions privilégiées, et de tout solde ou soldes restant dû sur les dividendes cumulatifs de telles actions privilégiées pour les années précédentes, il reste un surplus de bénéfices nets qui, dans l'opinion du bureau des directeurs, n'est pas requis pour pourvoir à l'entretien, l'amélioration, l'agrandissement et l'exploitation des propriétés et du commerce de la compagnie, ou pour le paiement de ses obligations, tel surplus sera disponible comme dividendes sur les actions ordinaires pour telle année, mais les dividendes sur les actions ordinaires ne seront pas cumulatifs et ne seront payés que s'ils sont gagnés;

Advenant la dissolution ou la liquidation de la compagnie, les actions privilégiées auront un droit de priorité dans la distribution de l'actif de la compagnie, dont les produits seront applicables premièrement au paiement en entier du montant desdites actions privilégiées au pair, avec en plus, tous les dividendes cumulatifs en souffrance. Tout solde restant après tel paiement sera divisé également entre les détenteurs des actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
635 ALEXANDRE DESMEULES.

and all surplus net profits whenever ascertained to cumulative dividends at the rate of 8% per annum in each and every year, in preference and priority to any payment of dividends on the common shares for such year;

The preference shares shall be retirable or redeemable by the company on any dividend date at the option of the board of directors, said retirement or redemption to be at par;

The common shares shall be subject to the prior rights of the holders of the preferred shares, as hereinabove declared;

The common stock shall be the voting stock of the company;

If after providing for the payment of full dividends for any year on the preferred shares and for any balance or balances that may remain due on the cumulative dividends of such preferred shares for preceding years, there shall remain any surplus net profits which shall not in the opinion of the board of directors be required to provide for the maintenance, improvement, enlargement and operation of the property and business of the company or for the payment of its liabilities, such surplus shall be available for dividends upon the common shares for such year, but these dividends upon the common shares shall not be deemed to be cumulative but shall only be paid if earned;

In the case of dissolution or termination of the company, the preferred shares shall be entitled to preference in the distribution of the assets of the company, the assets therefrom being applicable first to the payment in full of the amount of the said preferred shares at par, plus all cumulative dividends in arrears. Any balance remaining thereafter shall be divided equally among the holders of the common shares.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the ninth day of January, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,
636 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Cinéma, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Euclide Desjarlais, avocat, domicilié au No. 44 de la rue Church, en la cité de Verdun, district de Montréal, Albéric Bourgeois, journaliste, domicilié au No. 577 de l'avenue Oxford, en la cité de Montréal, et Lucienne Bissonnet, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, domiciliée au No. 1927 de la rue Papineau, en la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Sans exclusion ou limiter les droits conférés par la loi aux compagnies:

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papiers-nouvelles, livres, circulaires, magazines, enfin tout ce qui peut faire l'objet des pouvoirs ci-haut mentionnés, directement ou indirectement;

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimerie généralement, de lithographie, de photogravure, d'annonces, d'électrotype, de librairie, de reliure, de gravure, de photogra-

"Cinéma, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January 1925, incorporating: Euclide Desjarlais, advocate, domiciled at No. 44 Church Street, in the city of Verdun, district of Montreal, Alberic Bourgeois, journalist, domiciled at No. 577 Oxford Avenue, in the city of Montreal, and Lucienne Bissonnet, stenographer, spinster in the full exercise of her rights, domiciled at No. 1927 Papineau Street, in the city of Montreal, for the following purposes:

Without excluding or limiting the rights conferred by law to companies:

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase journals, reviews, news papers, books, circulars, magazines, and every thing which may be the object of the above powers, directly or indirectly;

To carry on the trade and business of printers generally, lithographers, photogravure, advertising, electro-typing, book-selling, book-binding, engraving, photography, type-setting,

phie, de caractères d'imprimerie, d'objets d'art, et tout ce qui s'y rattache;

De former, d'organiser des cercles littéraires, des conférences, des cours, tant au point de vue littéraire qu'artistique et théâtral, cinéma;

Acquérir, acheter, et prendre possession de tout ce qui constitue l'actif, suivant les lois de la province de Québec, de la revue "Cinéma", son nom, ses abonnés, ses dépôts, ses annonceurs, ses contrats d'annonces et autres, pour du comptant, ou des parts acquittées, privilégiées et ordinaires, dans ladite compagnie à être formée;

Acheter, louer et exploiter, à quelque titre que ce soit, des journaux, revues, publications et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires aux divers commerce et industries qu'elle pratiquera; vendre, louer, exploiter ou faire exploiter, en tout ou en partie, par d'autres personnes ou compagnies, des journaux, publications et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires à ces diverses entreprises;

Etablir, exploiter, acquérir, louer et vendre des théâtres de cinéma ou autre, exercer le commerce et l'industrie de la cinématographie, et de tout ce qui fait l'objet de ce commerce et de cette industrie, en produits et sous-produits, et de toutes les choses jugées utiles à ces fins;

S'associer ou se fusionner par vente, par achat ou autrement, avec toute personne ou compagnie exerçant des industries ou commerces analogues à celui qu'elle pratique ou peut pratiquer;

Acquérir, louer, posséder à quelque titre que ce soit des biens mobiliers, immobiliers, les revendre, les louer ou en disposer de quelque manière que ce soit, même à titre gratuit;

Acquérir, détenir et posséder des actions ou obligations d'autres compagnies ou corporations faisant ou non un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement partiel ou total des biens ou droits acquis par la Compagnie et rémunérer avec des parts acquittées pour services rendus relativement à la formation et l'organisation de la présente compagnie, avec l'approbation des actionnaires;

Acheter et revendre des droits d'auteur, des brevets, franchises ou les exploiter et en disposer;

Exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de la demande, sous le nom de "Cinéma, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions, dont cent actions privilégiées et cumulatives de cent piastres (\$100.00) chacune, portant intérêt au taux de huit pour cent (8%) et rachetables par la compagnie à toute échéance d'intérêt en donnant dix pour cent (10%) de prime, et cent actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
637 ALEXANDRE DESMEULES.

articles of art and every thing connected therewith;

To form and organize literary clubs, lectures, courses, both from a literary, artistic, theatrical and cinematographic point of view;

To acquire, purchase, and take over every thing constituting the assets, according to the laws of the province of Quebec, of the review "Cinéma", its name, subscribers, depots, advertizers, advertizing and other contracts, for cash or paid up shares, preferred or common, in the said company now seeking incorporation;

To purchase, lease and operate under any title whatever news-papers, reviews, publications and other undertakings as well as the shops, factories stores and offices necessary for the various trades and business it may carry on; to sell, lease, operate or cause the operations in all or in part, by other persons or companies, of news-papers, publications, or other undertakings, as well as the shops, factories, stores and offices necessary for such various undertakings;

To establish, operate, acquire, lease and sell moving picture and other theatres, carry on the trade of business of moving picture and every thing being the object of such trade and business, in products and by-products and of all things being used for such purposes;

To enter into partnership or amalgamation by sale, purchase or otherwise, with any person or company carrying on any trades or businesses identical to those this company carry on or may carry on;

To acquire, lease, possess under any title whatsoever movable and immovable property, to resell, lease or dispose of the same in any manner whatsoever, even under gratuitous titles;

To acquire hold and possess shares or bonds of other companies or corporations carrying on or not a business altogether or partly similar to that of the company;

To issue paid up shares of the company in full or part payment of property or rights acquired by the company and to remunerate with paid up shares for services rendered in or about the formation or promotion of the present company, with the approval of shareholders;

To purchase and resell copy-rights, patents, franchises or operate and dispose of the same; to exercise all powers incidental to those making the principal object of this application, under the name of "Cinéma, Limitée" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares, of which one hundred shares will be preferred, cumulative shares of one hundred dollars (\$100.00) each, bearing interest of the rate of eight per cent (8%) and redeemable by the company on any interest date with a premium of ten per cent (10%), and one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of January 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

638 Acting Assistant Provincial Secretary.

"De Lille, Dion & Cie, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Madame Cora Morin Dion, épouse de feu Arthur Dion, rentière, Jean-Charles Dion, comptable, et Antonio Langlais, avocat et conseil du Roi, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'immeubles;
Agir comme agent ou courtier en assurances;
Faire sous toutes ses formes le commerce de l'argent, excepté émettre du papier-monnaie;
Vendre, aliéner l'actif de la compagnie, et accepter comme paiement, des actions, obligations ou toute autre garantie de toute autre compagnie poursuivant des objets similaires à ceux poursuivis par cette compagnie;

Payer toute acquisition faite, avantage, service rendu ou toute considération, avec le consentement des actionnaires, en actions libérées, en bons, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, sur résolution du bureau de direction de la compagnie, sous forme de dividende, bonus, ou de toute autre manière, toute propriété ou actif de la compagnie, ou le produit de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, actions-obligations, débentures ou autre garantie qui appartiendront à la compagnie et dont elle aura le pouvoir de disposer;

Acheter, et en disposer, des actions, des bons, ou autre garantie de toute autre compagnie, corporation, engagée dans tout ou partie de quelques-unes des affaires dont la compagnie a le pouvoir de s'occuper, sous le nom de "De Lille, Dion & Cie, Ltée", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
639 C.-J. SIMARD.

"De Lille, Dion & Cie, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1921, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1925, incorporating: Dame Cora Morin Dion, wife of late Arthur Dion, annulant Jean Charles, Dion, accountant, and Antonio Langlais, advocate and King's Counsel, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on a real estate business;
To act as insurance agent or broker;
To carry on a money business in all branches thereof, save the issue of paper-money;
To sell and dispose of the assets of the company and to accept in payment shares, bonds, or any other securities of any other company having objects similar to those of this company;

To pay for any acquisition made, advantage, service rendered or any consideration, with the consent of the shareholders, in paid up shares, bonds, obligations, debentures or other securities of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, as may be resolved by the Board of Directors of the company, by way of dividend, bonus or in any other manner, any property or assets of the company or the proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, debenture stock, debentures or other securities belonging to the company or which this company may have power to dispose of;

To buy and dispose of shares, bonds, or any other securities of any other company or corporation engaged in all or part of any one of the businesses which the company has the power to engage in, under the name of "De Lille, Dion & Cie, Ltée", with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety-five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of January, 1925.

C. J. SIMARD,
640 Assistant Provincial Secretary.

"Electrical Equipment, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et unième jour de décembre, 1924, constituant en corporation: Charles-Gouverneur Ogden, avocat, conseil du Roi, Lewis-Kellert Freedman, avocat, Margaret MacRae, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement acquérir, ou détenir, vendre, louer, installer, trafiquer, troquer, et faire le commerce de toutes sortes d'instruments électriques, de radios, de mécaniques et de génie, outils, dispositifs, fournitures et appareils; et exercer l'industrie d'entrepreneurs-électriciens;

Manufacturer ou acquérir autrement, réparer, échanger, louer ou arrenter, et vendre ou autrement disposer et généralement faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour aucune des industries de la

"Electrical Equipment, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of December, 1924, incorporating: Charles Gouverneur Ogden, advocate, King's Counsel, Lewis Kellert Freedman, advocate, Margaret MacRae, stenographer, spinster, of the full age and majority, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell or otherwise acquire or hold, sell, lease, install, traffic, trade and deal in all manner and kinds of electrical, radio, mechanical and engineering instruments, tools, appliances, supplies and apparatus; and to carry on the business of electrical contractors;

To manufacture or otherwise acquire, repair, exchange, let or hire, and to sell or otherwise dispose of and generally to deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of the company's busi-

compagnie, ou de leurs produits, et que la compagnie croira raisonnable de vendre ou fabriquer en rapport avec aucune de ses industries;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, patentes, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-exclusif, ou limité d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui pourrait être employée pour une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de, ou autrement rendre profitables les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Placer et approprier les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Rémunérer toute compagnie ou toute personne pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou à l'organisation de la compagnie ou à la conduite de ses affaires, sujet à l'approbation par les actionnaires de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, louer, assumer ou acquérir autrement la totalité ou toute partie de l'industrie des biens, franchise, clientèle, droits et privilèges qui sont détenus par toute personne, firme ou par toute corporation, ou dont elles ont la jouissance, exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, et les payer soit totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement en obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, ou se charger des obligations de toutes telles personnes, firmes ou corporations;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie semblable, et les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originariaire ou en échange pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre ou autrement aliéner les parts, les actions, soit ordinaires ou privilégiées, débentures, bons ou autres obligations de toute compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et qui exerce toute industrie pouvant être con-

ness or the products thereof, which the company may deem it expedient to deal in or manufacture in connection with any of its business;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To remunerate any company or person for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of the business, subject to approval thereof by the shareholders of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on or in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, lease, take over or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchise, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash, or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such persons, firm or corporation;

To enter into partnership or any arrangements for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, or person and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, take or acquire by original subscription or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit

duite de façon à profiter à cette compagnie directement ou indirectement, et voter sur toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer;

Faire des arrangements avec tout gouvernement ou autorité municipale, locale ou autre, qui pourraient paraître favoriser les buts de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugerait désirables, et exécuter, exercer et accomplir tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou toute partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour toute autre fin paraissant devoir favoriser la compagnie;

Et généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou autres valeurs appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut disposer, et faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exploitation de toute industrie qui peut être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie ou qui s'y rattache;

Vendre ou aliéner la totalité ou toute partie de l'actif et de l'entreprise de la compagnie, comme industrie en exploitation ou autrement, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou qui tendent à la réalisation des objets précités; faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents ou autrement ou par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

L'interprétation de tout pouvoir conféré dans aucun paragraphe ne sera point limitée ou restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou par induction ou déduction du nom de la compagnie;

La compagnie exercera ses opérations dans toute la province de Québec, sous le nom de "Electrical Equipment, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de décembre, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
641 C.-J. SIMARD.

this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To enter into any arrangement with any authorities government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry on or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

And generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of, and to do all acts and exercise all powers necessary to carry on any business incidental to or that can conveniently be carried on in connection with the business of the company;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company, as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph, or by reference to or inference from the name of the company;

The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Electrical Equipment, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company is at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of December, 1924.

C. J. SIMARD,
642 Assistant Provincial Secretary.

"Gatineau River Power Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de janvier 1925, constituant en

"Gatineau River Power Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January 1925, incorporating:

corporation: George-Archibald Campbell, conseil du Roi, Edmund Parker Dale Harris, avocat, Demoiselles Mary Bradley, Margaret Hartley, et Lillian-Margaret Gallagher, sténographes, les trois dernières filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, et exploiter et développer, comme industrie active ou autrement, la totalité ou toute partie de l'entreprise et de l'actif de La Compagnie Electrique de Maniwaki, (Maniwaki Electric Company), corporation dont le bureau-chef est dans la ville de Maniwaki, et en assumer la totalité ou toute partie de passif, et payer pour tels propriété et passif absorbés, en argent ou en actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie ainsi que les directeurs pourront décider;

Exploiter dans les limites du district de Hull (autrefois Ottawa) l'industrie d'une compagnie de lumière, chauffage et force motrice dans toutes ses spécialités, et acquérir, développer, produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre de l'électricité pour fins de chauffage, d'éclairage, de traction et de force motrice électriques, et pour fins industrielles et autres, et entreprendre et conclure tous contrats et conventions pour l'éclairage de cités, villes, rues, édifices et autres lieux, et pour l'approvisionnement d'éclairage et chauffage et force-motrice électriques pour fins publiques et privées;

Acquérir par achat, échange, licence, location ou autrement, et posséder, détenir et développer des forces hydrauliques, droits et privilèges hydrauliques; et faire, bâtir, construire, maintenir et mettre en œuvre des aqueducs, réservoirs, barrages, canaux, ponceaux, biez, conduites, tuyaux et autres dispositifs, et exécuter et faire tous autres travaux nécessaires ou appropriés pour développer, obtenir, emmagasiner, transmettre, vendre, livrer, mesurer et distribuer de l'eau et pour créer, maintenir et développer des forces hydrauliques, électriques ou autres forces mécaniques pour aucune des fins de la compagnie;

Construire, acquérir, maintenir, exploiter, utiliser et conduire des travaux-usines, machine, rie, appareils et dispositifs pour produire de la force et de l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre et acheter, louer ou autrement acquérir telle force, et en produire, la transmettre et distribuer;

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, produire, développer, transmettre, distribuer et disposer de gaz, soit naturel ou artificiel, pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, et toutes sortes d'appareils et de matériaux qui s'y rapportent, et en disposer ainsi que de tous leurs produits et de leurs sous-produits;

Construire, maintenir et exploiter des lignes ou fils de transmission, poteaux, tours, tunnels, conduites et autres travaux s'y rattachant, ou avec d'autres conducteurs ou dispositifs pour conduire, transporter, fournir et recevoir de l'électricité ou autre force ou énergie à ou de compagnie ou compagnies, personne ou personnes;

Construire et acquérir, louer et exploiter des lignes de téléphones, acquérir et ériger tout le matériel, l'outillage ou les appareils nécessaires, et transmettre des messages sur lesdites lignes, et conclure des contrats ou conventions avec d'autres compagnies pour la réception et la transmission de messages à ou de lignes de raccordement;

Acquérir par achat, échange, licence, location ou autrement, et posséder et développer toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, terrains, terres, lots de grève, forces hydrauliques,

George Archibald Campbell, King's Counsel Edmund Parker Dale Harris, advocate, Miss Mary Bradley, Miss Margaret Hartley, and Miss Lillian Margaret Gallagher, stenographers, the last three unmarried women of full age, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to carry on and develop, as a going concern or otherwise, the whole or any part of the undertaking and assets of the Maniwaki Electric Company (La Compagnie Electrique de Maniwaki), a corporation with head office in the town of Maniwaki, and to assume the whole or any part of the liabilities thereof, and to pay for said property and assets taken over in cash or in stock, bonds or other securities of the company as the directors may decide;

To carry on within the limits of the district of Hull (formerly Ottawa) the business of a light, heat and power company in all its branches, and to acquire, develop, generate, transmit, distribute, supply and sell electricity for the purposes of electric heating, lighting, traction and motive power, and for industrial and other purposes, and to undertake and enter into contracts and agreements for the lighting of cities towns, streets buildings and other places and for the supply of electric light heat and motive power for any or all public and private purposes;

To acquire by purchase, exchange, license, lease or otherwise, and to own, hold and develop water powers, water rights and hydraulic privileges, and to make, build, construct maintain and operate aqueducts reservoirs dams canals, culverts flumes conduits pipes and other appliances and to execute and do all other works and things necessary or convenient for developing, obtaining, storing, transmitting, selling, delivering, measuring and distributing water and for the creation, maintenance and development of hydraulic, electric or other mechanical power for any of the purposes of the company;

To construct acquire, maintain, operate, use and manage works machinery, apparatus and appliances for the production of electric, pneumatic, hydraulic or other power or energy, and to purchase, lease or otherwise acquire such power and to generate, transmit and distribute the same;

To manufacture, buy or otherwise acquire, produce, develop, transmit, distribute and dispose of gas, whether natural or artificial, for light, heat and power purposes, and all kinds of apparatus and supplies in connection therewith, and to dispose of the same or any products or by-products thereof;

To construct, maintain and operate transmission lines or wires, poles, towers tunnels, conduits and other works wherewith or with other conductors or devices to conduct, convey, furnish or receive electricity or other power or energy to or from any company or companies, person or persons;

To construct, acquire, lease and operate lines of telephone, and to acquire, erect and maintain all necessary plant, equipment or apparatus, and to transmit messages over its said lines, and to enter into contracts and agreements with other companies for the reception and transmission of messages to and from connecting lines;

To acquire by purchase, exchange, license, lease or otherwise, and to own and develop all kinds of property, movable and immovable, lands, lots, water lots, water powers, water rights,

ques, droits hydrauliques, droits riverains, privilèges hydrauliques et autres servitudes, droits, franchises et privilèges;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, développer et exploiter des terres à bois et des concessions forestières de toutes sortes, et exploiter l'industrie du bois et du papier dans toutes ses spécialités, fabriquer et disposer de toutes sortes de bois de construction, bois, bois à pâte et papier et de leurs produits et sous-produits;

Acquérir, ériger, maintenir et exploiter des scieries, moulins à raboter, moulins à farine et toutes autres sortes de moulins et fabriques soit actionnés par la force électrique, hydraulique, la vapeur ou autre force;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et généralement faire le commerce de toutes sortes d'effets, denrées et marchandise, et spécialement d'appareils, dynamos, générateurs, lampes et autres accessoires électriques;

Construire, maintenir et exploiter sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie ou sur lesquels la compagnie peut acquérir des droits, des chemins de fer, tramways, embranchements et voies d'évitement, cours d'eau, quais, entrepôts et usines;

Acquérir, développer, maintenir, exécuter et jouir de concession, licence, franchise, privilèges ou pouvoir se rapportant à la génération, l'accumulation, la distribution, l'usage et l'emploi d'énergie électrique, de force hydraulique, d'eau et de gaz;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui pourrait être employée pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, manufacturer ou accorder des licences au sujet de, ou autrement rendre profitables la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réemettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

riparian rights, hydraulic privileges and other servitudes, rights, easements and privileges;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, and to develop and exploit timber lands and timber limits of all kinds and to carry on the lumber and paper industry in all its branches and to manufacture and dispose of all kinds of lumber, wood, pulp-wood and paper and the products or by-products thereof;

To acquire, erect, maintain and operate saw mills planing mills flour mills and all other kinds of mills and factories, whether operated by electric, hydraulic, steam or other power;

To manufacture, import export buy, sell and deal generally in all kinds of goods wares and merchandise, and especially electrical apparatus, dynamoes, generators, lamps and other appliances;

To construct, maintain and operate on lands owned or controlled by the company or over which the company may acquire rights railways, tramways, branches and sidings, water courses, wharves, warehouses and works;

To acquire, develop, maintain, enjoy and carry out concessions, licenses franchises privileges of powers relating to the generation, accumulation, distribution, use and employment of electric energy, hydraulic power, water or gas;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes actions du capital de la compagnie, ou des débentures, actions-obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Gatineau River Power Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quinze cents (1500) actions de stock privilégié

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country [and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit];

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Gatineau River Power Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into fifteen hundred (1500) shares of preferred

d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) et quatre mille quatre cents (4400) actions sans valeur nominale au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$172,000.00;

Lesdites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié à un taux n'excédant pas sept pour cent (7%) par an sur le capital alors payé sur lesdites actions, lequel dividende sera cumulé de la date de l'émission desdites actions, avant la déclaration ou le paiement sur les actions ordinaires ou nominales de la compagnie; et advenant toute liquidation de la compagnie, ou toute ventilation ou distribution, soit volontaire ou autrement, de l'actif de la compagnie, lesdites actions privilégiées seront remboursées à leur pleine valeur au pair de \$100 par action avec en plus les dividendes courus jusqu'à la date de telle ventilation ou distribution, avant le paiement d'aucune somme sur les actions ordinaires ou nominales;

Les actions privilégiées seront rachetables en totalité ou en partie au gré de la compagnie, à toute échéance de dividende pour les fins de les retirer de la circulation, au taux de \$105 par action avec les dividendes courus jusqu'à la date du rachat;

Tous les autres profits de la compagnie seront disponibles pour la distribution de dividendes et seront attribués aux actions ordinaires de la compagnie en cours, et lesdites actions ordinaires advenant toute liquidation, ventilation ou distribution de l'actif de la compagnie, tel que mentionné plus haut, auront droit à tous autres biens et actif disponibles après avoir satisfait auxdits droits des détenteurs desdites actions privilégiées en vertu de cette charte.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
643 C.-J. SIMARD.

"General Trucking Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1924, constituant en corporation: James J. Meldrum, gérant, 353 avenue Northcliffe, Michael W. Minogue, entrepreneur, 1409, rue Saint-Urbain, Henri Emo, teneur de livres, 402, Cinquième Avenue Verdun, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs pour la construction, l'exécution, la démolition, la réparation, la modification ou l'amélioration de chemins, de travaux et bâtisses de toutes sortes et pour la confection d'excavations et de fondations; acheter, prendre à bail ou en échange ou autrement acquérir tous terrains et bâtisses et tous biens-fonds et intérêts dans des droits afférents auxdits terrains et bâtisses, aussi les développer et les faire valoir, et particulièrement en subdivisant et préparant tels terrains pour fins de construction, en y construisant, modifiant, démolissant, décorant, entretenant et meublant et aménageant et améliorant des édifices, en faisant des plantations et pratiquant des travaux de pavage et de drainage, les cultivant et les donnant à bail ou à contrat pour fins de construction, et en faisant les avances de deniers aux constructeurs, locataires et autres personnes en relations d'affaires avec la com-

stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and four thousand four hundred (4,400) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$172,000.00;

The said preferred shares shall be entitled to a preferential dividend at the rate of but not exceeding seven per cent (7%) per annum on the capital for the time being paid up on such shares, cumulative from the date of the issue thereof, before any dividends are declared or paid upon the common or no par shares of the company; and upon any winding up of the company or any liquidation or distribution, whether voluntary or otherwise, of the assets of the company, the said preferred shares shall be entitled to be paid in full at their par value of \$100.00 per share and dividends accrued to the date of liquidation or distribution before any amount is paid upon the common or no par value shares;

The preferred shares shall be redeemable in whole or in part, at the option of the company, on any dividend date for the purpose of being retired, at the sum of \$105.00 per share and dividends accrued to date of redemption;

All other profits of the company available for distribution in dividends shall be attributed to the outstanding common shares of the company, and the said common shares shall, upon any winding up, liquidation or distribution of the assets of the company, as aforesaid, be entitled to all other available property and assets, after satisfaction of the said rights of the holders of said preferred shares, by virtue of this charter.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of January, 1925.

C. J. SIMARD,
644 Assistant Provincial Secretary.

"General Trucking Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1924, incorporating: James J. Meldrum, manager, 353 Northcliffe Ave. Michael W. Minogue, contractor, 1409 Saint Urbain Street, Montreal, Henri Emo, book-keeper, 402 Fifth Ave., Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of builders, and contractors for the construction, execution, demolition, repair, alteration or improvement of roads, works and buildings of all kinds and for the making of excavation and laying of foundation; to purchase, take on lease or in exchange or otherwise acquire any lands and buildings and any real estate or interest in any rights connected with any such lands and buildings, also to develop and turn the same to account, and in particular by laying out and preparing such lands for building purposes, constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving buildings, and by planting, paving, draining, farming, cultivating on building lease or building agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, tenants and others having dealings with the company; to manufacture, buy, sell and deal in bricks, lime, ce-

pagnie, conventions de toutes sortes avec ces mêmes personnes; fabriquer, acheter, vendre et commercer de la brique, de la chaux, du ciment, des vitres, peinture, de la pierre, du sable, du gravier, de la quincaillerie, des outils, accessoires, machineries, camions, matériaux et accessoires de construction et des marchandises de toutes sortes; posséder et exploiter des carrières, scieries, cours à bois, des cours d'hangarage et des entrepôts de toutes sortes; faire les opérations générales d'une agence immobilière y compris l'entreprise d'enquêtes, d'évaluations, de ventes, d'échanges, de subdivisions et choses semblables; faire le transport d'effets, denrées, marchandises, bois, minerais, charbon, acier, matériaux de construction, grain et passagers par terre et par eau, et faire les affaires générales d'expédition, de camionnage et de rouliers, y compris le pouvoir d'acquérir et d'exploiter des auto-camions, mais ne comprenant pas toutefois les opérations d'un commerçant d'auto-camions;

Construire, entretenir, améliorer, développer, exploiter, contrôler et gérer des aqueducs, égouts, usines à gaz, réservoirs, ponts, chemins, usines de force motrice, chauffage et éclairage électriques, hôtels, clubs, restaurants, bains, conciergeries, logements, lieux à l'usage du culte, lieux d'amusements, terrains de jeux, parcs, jardins, magasins, boulangeries, échoppes, laiteries et autres travaux et commodités que la compagnie jugera de nature à favoriser directement ou indirectement la réalisation de ces objets et contribuer à leur construction, entretien, développement, exploitation, contrôle et administration, y aider autrement ou y prendre part;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois de charpente, bois et pulpe, acheter, louer, acquérir, construire, exploiter et aliéner des scieries, moulins à raboter le bois et autres moulins ou fabriques et acheter, louer ou autrement acquérir et exploiter, détenir et vendre des terrains forestiers et peuplements boisés;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens, des droits ou des produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement des marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité d'utiliser toute invention, formule, recette ou procédé ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui pourraient être employés pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées,

ment, glass, paints, stone, sand, gravel, hardware, tools, supplies, materials and building requisites and merchandise of all kinds whatsoever; to own and operate quarries, sand mills, timber yards, storage yards and warehouses of all kinds; to carry on a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, subdivisions and the like and to carry on the business of the transportation of goods, wares, merchandise, timber, ore, coal, steel, building material, grain and passengers by land and water, and to engage in a general forwarding, trucking and carting business, including the power to acquire and operate motor trucks, but not including, however, the business of a trader dealing in motor trucks;

To construct, maintain, improve, develop, work, control, and manage waterworks, sewers, gasworks, reservoirs, bridges, roads, electric power, heat and light supply, hotels, clubs, restaurants, baths, apartment houses, dwellings, places of worship, places of amusement, pleasure grounds, parks, gardens, stores, bakeries, shops, dairies and other works and conveniences which the company may think directly or indirectly conducive to these objects, and to contribute to or otherwise assist or take part in the construction, maintenance, development, working, control and management thereof;

To manufacture, buy, sell and deal in timber, lumber, wood and pulp; to buy, lease, acquire, construct, operate and dispose of saw-mills, planing mills and other mills or factories, and to purchase, lease or otherwise acquire and to operate hold and sell forest and timber lands;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorised to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment

obligations ou les deux en paiement du prix d'achat; of the purchase price thereof;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquiescer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures, et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter, une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquiescer autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Escuser, prendre ou acquiescer autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et les vendre ou autrement en disposer;

L'obtenir, obtenir, acquiescer par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'exercer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer la totalité ou aucune partie de la

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take, or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the

propriété ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement ou soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "General Trucking Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1924.

Le sous-secrétaire de la province.

645

C.-J. SIMARD.

"Joseph Gloux, Limitée—Joseph Gloux, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Damien Lalonde, propriétaire de garage, L.-Georges Bissonnette, marchand, et Joseph Blain, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses diverses spécialités le commerce du bois à tous états; manufacturer, vendre, importer, exporter, en vue de tel commerce ou de l'industrie de la construction dans toutes et chacune de ses branches;

Faire le commerce en gros ou en détail de tous articles servant ou pouvant servir au commerce et à l'industrie ci-dessus mentionnés; ainsi que manufacturer, fabriquer tels articles se rattachant ou pouvant se rattacher à tel commerce ou industrie;

Représenter comme agent, facteur ou courtier, toutes autres personnes, corporations ou compagnies exerçant le même commerce ou industrie que la compagnie ou exploitant une entreprise analogue;

Acquérir, posséder, utiliser, exploiter, vendre, distribuer, louer ou autrement disposer de tous brevets d'invention, marque de commerce ou dessins nécessaires pour les fins pour lesquelles la compagnie est formée;

Acquérir en tout ou en partie l'actif mobilier ou immobilier de toutes personnes ou le fonds de commerce de toutes pareilles personnes, corporations ou compagnies exerçant le même commerce ou industrie que la compagnie, payer le prix de tel achat en parts ou débiteures acquittées de la compagnie ou autrement;

Accepter, prendre, recevoir des valeurs, parts, bons, actions, obligations ou débiteures d'autres compagnies, en paiement d'engagements contractés ou à être contractés par ces dernières envers la compagnie ou dans le but de s'associer pour les fins d'une commune entreprise;

Se fusionner avec toutes autres compagnies exerçant le même commerce ou industrie;

Payer le prix d'achat de quelque bien que ce soit, meubles ou immeubles, par des parts ac-

business, property, or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "General Trucking Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

646

"Joseph Gloux, Limitée—Joseph Gloux, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1925, incorporating: Damien Lalonde, garage proprietor, L. Georges Bissonnette, merchant, and Joseph Blain, advocate, all of the district and city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business in all its various branches and in all states of manufacture; to manufacture, sell, import, export, in view of such business or of the building-trade in all and any of its branches;

To deal wholesale or retail in all articles used or capable of being used in the business and trade above mentioned; and also to manufacture, fabricate such articles connected with or capable of being connected with such business or trade;

To represent as agent, factor or broker any other persons, corporations or companies carrying on the same business or trade as the company or engaged in a similar undertaking;

To acquire, possess, utilize, operate, sell, distribute, lease or otherwise dispose of patents of invention, trade-marks or designs necessary for the purposes for which the company is incorporated;

To acquire, in whole or in part, the movable or immovable assets of any persons or the stock in trade of any such persons, corporations or companies carrying on the same business or trade as the company, and to pay the price of such acquisition in paid up shares or debentures of company or otherwise;

To accept, take, receive securities, shares, bonds, stocks, bonds or debentures of other companies in payment of liabilities contracted or to be contracted by the latter towards the company or with a view of entering into partnership for the purposes of common undertakings;

To amalgamate with any other companies carrying on the same trade or business;

To pay the purchase price of any property whatsoever, whether movable or immovable,

quittées ou autrement, et aussi rémunérer, soit en actions acquittées, parts ou obligations, soit en argent ou autrement, tout travail fait ou à faire, services rendus ou à être rendus, à l'avantage et au bénéfice de la compagnie;

Acheter, vendre, louer ou acquérir des immeubles, terrains, droit de surface, concessions forestières, terres boisées et coupes de bois, lots de grèves, droits de prises d'eau et tous autres droits, privilèges, franchises, immunités et permis à ce sujet, de toutes corporations, municipalités ou autres;

Obtenir par achat, échange ou autrement des actions, obligations, débetures, hypothèques, balance de prix de vente ou toutes autres valeurs de toutes autres compagnies ou personnes, soit contre des actions, obligations ou débetures, ou autres valeurs de cette compagnie, ou pour autre bonne et valable considération, et en disposer;

Acquérir, posséder, aliéner, louer, sous-louer des biens meubles ou immeubles, et généralement faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et effectuer toutes les transactions nécessaires à l'accomplissement du but pour lequel la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Joseph Gloux, Limitée.—Joseph Gloux, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de janvier, 1925.

Le sous secrétaire-suppl. de la province,

647 ALEXANDRE DESMEULES.

J.-G. Dolbec, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Joseph-Arthur Dolbec, Edouard Dolbec, Albert Dolbec, Théophile Dolbec, selliers, tous de Saint-Hyacinthe, Québec, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer, vendre en gros ou en détail, exercer en général le commerce de harnais, selles, fournitures pour cordonniers, valises, et toutes sortes de marchandises en général;

Acquérir ou absorber des fonds de commerce semblables en tout ou en partie, des compagnies de même nature ou des actions dans telles compagnies avec tous les pouvoirs d'un actionnaire;

Acquérir, louer ou vendre, bâtir, construire et réparer tout entrepôt, manufacture ou magasin, et tout immeuble nécessaire à l'exploitation du commerce de la compagnie;

Faire tous les actes, matières ou choses et exercer tous les pouvoirs avantageux pour atteindre l'objet de la présente compagnie, ou s'y rattachant de quelque manière;

Exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges conférés par la loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "J.-G. Dolbec, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à

with paid up shares or otherwise and also to remunerate, whether in paid up shares, stocks or bonds or in cash or otherwise, any work done or to be done, services rendered or to be rendered for the benefit and advantage of the company;

To purchase, sell, lease or acquire immovables, lands, surface rights, timber limits, timber lands and timber licenses, water lots, water rights and any other rights, privileges, immunities and licenses in respect thereto, of any corporation, municipality or otherwise;

To obtain by purchase, exchange or otherwise shares, bonds, debentures, hypothecs, balances of sale price or any other securities of any other companies or persons, whether against shares, bonds, debentures, or other securities of this company or for any other good and lawful consideration and to dispose of the same;

To acquire, possess, alienate, lease, sublet movable or immovable property and generally do all acts, exercise all powers and carry out any transactions necessary for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Joseph Gloux, Limitée—Joseph Gloux, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of January, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

648 Acting Assistant Provincial Secretary.

J. G. Dolbec, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1925, incorporating: Joseph Arthur Dolbec, Edouard Dolbec, Albert Dolbec, Théophile Dolbec, saddlers, all of Saint Hyacinthe, Quebec, for the following purposes:

To purchase, manufacture, sell, wholesale or retail, and generally deal in harnesses saddles, shoe-makers' supplies, trunks, and in all kind of general merchandise;

To acquire or take over similar stock in trade, in whole or in part, of companies of a like nature or shares in such company with all the powers of the shareholders;

To acquire, lease or sell, build, construct and repair any warehouse, factory or store and any immovable necessary for the carrying on of the company's business;

To do all acts, matters or things and exercise all powers incidental or conducive to the attainment of the objects of the present company;

To exercise all the rights, powers and privileges conferred by the Quebec Companies' Act, under the name of "J.-G. Dolbec, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at

Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

649

C.-J. SIMARD. 650

Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

Assitant Provincial Secretary.

"La Compagnie de Bois Tranché Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Arthur Lagueux, de Tring Jonction, commerçant de bois, Philibert Plante, de Saint-Frédéric, comté de Beauce, négociant et de Dame Clarisse Darche, veuve de feu Adolphe Tanguay, de Weedon, rentière, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général, acheter, posséder, vendre ou échanger et exploiter des lots de terre à bois ou autres lots, acquérir, posséder, vendre, louer, échanger ou exploiter toutes espèces de propriétés mobilières ou immobilières, scier, trancher, couper ou autrement manufacturer le bois, en acheter, en faire manufacturer, en vendre et enfin, faire d'une manière générale le commerce de bois;

Acheter, bâtir des chemins, canaux, voies ferrées, des écluses et chaussées, faire le flottage du bois, fréter des navires, exploiter des limites à bois, des moulins à scies ou autres manufactures, trancher, tourner, couper ou autrement manu acturer du bois, employer des hommes, les payer, assurer;

Posséder des valeurs liquides, ester en justice pour réclamer ce qui lui sera dû ou ses autres droits;

Faire le commerce général de marchandises sèches, épicerie, feronneries, chaussures et autres, grains et provisions, bâtir des entrepôts et magasins pour les fins de tels commerces, en acheter ou les revendre, sous le nom de "La Compagnie de Bois Tranché, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Tring Jonction, dans les comté et district de Beauce, dans la province de Québec.

Date du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

651

C.-J. SIMARD. 652

"Power Engineering Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de décembre, 1924, constituant en corporation: Gordon-Walters MacDougall, avocat, et conseil du Roi, Gregor Barclay, William Bridges Scott, et Adrien Knatchbull Hugussen, avocats, et Lena-Grace Reid et Aida Smarden Gibbs, sténographes, filles majeures, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Passer des contrats avec toute personne, firme, corporation, société, corps public ou municipalité ou avec le gouvernement de la Puissance du Canada ou avec toutes provinces du Canada ou avec tout autre pays ou état pour la confection, l'érection, la construction ou

"La Compagnie de Bois Tranché Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1925, incorporating: Arthur Lagueux, of Tring Jonction, lumber dealer, Philibert Plante, of Saint Frédéric, county of Beauce, grocer, and Dame Clarisse Darche, widow of the late Adolphe Tanguay, of Weedon, annuitant, for the following purposes:

To carry on a general lumber business, purchase, own sell or exchange and deal with timber or other lots, acquire, own, sell, lease, exchange or deal with all kinds of movable and immovable property; to saw, split, cut or otherwise manufacture wood, to purchase, cause the manufacture and sell the same and finally to carry on a general lumber business;

To purchase, build, roads, canals, railways, dams and embankments, to carry on the driving operations, charter vessels, operate timber limits, saw-mills or other manufactures, split, turn, cut or otherwise manufacture wood, hire men, to pay and insure same;

To possess liquid assets, ester en justice to claim, every thing owing to the company or its other rights;

To generally deal in dry goods, groceries, hardware, boots and shoes, grain and provision, build warehouses and stores for the purposes of such business, purchase or resell the same, under the name of "La Compagnie de Bois Tranché, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Tring Junction, in the county and district of Beauce, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

Assitant Provincial Secretary.

"Power Engineering Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of December, 1924, incorporating: Gordon Walters MacDougall, advocate and King's Counsel, Gregor Barclay, William Bridges Scott and Adrien Knatchbull Hugessen, advocates, and Lena Grace Reid and Aida Smardon Gibbs, stenographers and unmarried, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To contract with any person, firm, corporation society, public body or municipality or with the government of the Dominion of Canada or of any province thereof or with any other country or State, for the making, building, constructing or operating of any or all public

l'exploitation de tous travaux publics ou privés, toutes constructions, entreprises et opérations et généralement exercer l'industrie d'entrepreneurs de travaux publics ou privés;

Acquérir, faire et se charger de contrats de toute description pour l'achèvement de tous travaux ou entreprises publics ou privés, et transporter, céder ou autrement aliéner tous contrats ou entreprises de la compagnie, en totalité ou en partie, et passer, exécuter, parfaire et sous-louer des contrats pour la confection de travaux et la fourniture de matériaux qui s'y rapportent;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété foncière et personnelle que la compagnie croira nécessaire ou désirable, et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, aliéner, faire valoir, et autrement faire l'exploitation de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie;

Promouvoir, organiser, gérer et développer toute corporation, compagnie ou entreprise commerciale;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

Acquérir par achat, location, concession, licence, échange ou autre titre légal, ou entreprendre ou aliéner, disposer ou autrement faire l'exploitation, soit seuls ou conjointement avec d'autres, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, de la totalité ou de toute partie de l'industrie, des biens de l'actif et éminent, des droits et du passif de toutes personnes ou corporations exerçant ou intéressées dans toute industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant ou intéressées dans toute propriété ou droits convenant aux fins de cette compagnie, et payer pour telle acquisition par l'émission d'actions entièrement acquittées et non sujettes à appel du capital-actions de la compagnie, ou par l'appropriation d'aucune de ses obligations, débetures ou de toute partie de son actif pour telle fin et pour les dépenses encourues sous ce rapport;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie ou ses objets ou de nature à augmenter la valeur ou les droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

De temps à autre, solliciter, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute licence, pouvoir, autorisation, concession, droits ou privilèges que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public peut avoir l'autorisation de décréter, faire ou concéder, et approprier aucune des actions et obligations de la compagnie, ou toute partie de son actif pour en payer et défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie formée par les présentes en paiement ou paiement partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoir, privilège, bail, licence, contrat, immeuble, stock, obligations et débetures ou autres propriétés ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes;

Utiliser aucune partie des fonds ou de l'actif

and private works, constructions, undertakings and operations and generally to carry on the business of contractors of works public and private;

To acquire, enter into and take over contracts of every description for the completion of any public or private work or undertaking, and to transfer, assign or otherwise dispose of any contracts or undertakings of the company in whole or in part and to enter into, carry out, perform and sublet contracts for doing work and supplying materials in connection therewith;

To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To promote, organize, manage or develop any corporation, company or business enterprise;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title or to undertake and to alienate, dispose of or otherwise deal with, in either solely or jointly with others, and as principals, agents, contractors or otherwise, the whole or any part of the business, property, assets, good-will, rights and liabilities of any persons or corporations carrying on or interested in any business or undertaking similar to that which this company is authorized to carry on, or possessed of or interested in property or rights suitable for the purposes of this company and to pay for the same by issuing, shares of the company's stock as fully paid up and non-assessable or appropriating any of its bonds, debentures or assets for that purpose and for expenses incurred in that connection;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To use any of the funds or assets of the com-

de la compagnie pour l'achat ou l'acquisition ou autre jouissance, et payer en obligations ou autres valeurs de la compagnie ou par l'émission de ses actions comme entièrement acquittées et non sujettes à appel, les actions, obligations ou autres valeurs ou l'actif de toute autre corporation exerçant une industrie semblable à celle de cette compagnie, et dans le but de former, promouvoir, et aider, subventionner ou autrement secourir toutes personnes, firmes, corporations, syndicats et associations dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et tant qu'elle détendra et aura la jouissance de toutes actions, obligations, valeurs ou autres droits exercer tous les droits et pouvoirs attachés à leur propriété, y compris le droit de vote;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les droits ou renseignements ainsi acquis;

Prélever ou aider à prélever de l'argent pour toute personne, firme ou corporation avec laquelle ou dans laquelle la compagnie est intéressée financièrement, ou avec lesquelles elle peut avoir des relations commerciales, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement et garantir l'exécution de leurs contrats ou le paiement de leurs obligations ou les aider et secourir autrement, et agir comme employés, agents ou gérants de toute telle corporation ou firme;

Faire tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou qui est susceptible en aucune manière d'augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie;

Vendre ou louer ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des biens et entreprises de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître cette compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout autre pays ou état étrangers et y désigner des personnes, conformément aux lois de telle province, pays ou état, pour représenter la compagnie, et accepter pour et en son nom assignation de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis sur telles valeurs et de la manière déterminées de temps à autre;

Faire tout ce qui est nécessaire, utile, conve-

pany for the purchase or acquisition or enjoyment otherwise of, or to pay for in bonds, debentures or other securities of the company or by the issue of its shares as fully paid up and non-assessable, the shares, bonds, or other securities or assets of any other corporation carrying on a business similar to that of the company and for the purpose of forming, promoting and contributing to, subsidizing or otherwise assisting any persons, firm, corporations, syndicates and associations having objects similar to those of this company, and while holding or enjoying any shares, bonds, securities or other rights, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including voting powers;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like, conferring an exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, and to guarantee the performance of contracts or payment of liabilities or otherwise aid and assist any person, firm or corporation in whom or in which the company may be financially interested or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager of any such corporation or firm;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or which is calculated in any way to enhance the value of the company's properties or securities;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To procure the company to be registered, licensed or recognized in any other province of Canada or in any foreign country or state and to designate persons therein, according to the laws of such province, country or state, to represent the company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To do all and everything necessary, suitable,

nable et approprié pour l'accomplissement de l'un quelconque ou de plusieurs des objets énumérés dans les présentes, ou qui sera ou qui pourra être en aucun temps nécessaire pour l'avantage de la corporation, soit comme détenteurs de toute propriété ou y étant intéressée ou autrement;

Faire toutes ou aucune des affaires autorisées par les présentes soit seuls ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou comme agents;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Power Engineering Company", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de décembre, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

653

C.-J. SIMARD.

"Quebec Gold Belt, Ltd (libre de responsabilité personnelle)".

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Ella Doloreux, 44a rue Aylwin, gérant de bureau, Imelda Hogue, 380 Blvd Gouin, sténographe, May Trainor, 48 avenue Papineau, opératrice de téléphone, Etta-R. Foster, 1002 rue Sherbrooke Est, secrétaire privée, Françoise Biscornet, 120 Saint-Jacques, sténographe, toutes filles majeures, Benoit-H. Beauvais, 120 Saint-Jacques, courtier et J.-Albert Lecompte, 1001a Saint-André, comptable, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de pré-emption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, et de transmission, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741, inclusive-ment, des Statuts Refondus de Québec, 1909, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils

convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in any property or otherwise;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Power Engineering Company", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into twenty-five hundred (2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of December, 1924.

C. J. SIMARD,

654

Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Gold Belt, Ltd. (No Personal Liability)".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1925, incorporating: Ella Doloreux, 44a Aylwin Street, office manager, Imelda Hogue, 380 Blvd. Gouin, stenographer, May Trainor, 48 Papineau Ave., telephone operator, Etta R. Foster, 1002, Sherbrooke Street East, private secretary, Françoise Biscornet, 120 Saint James, stenographer, all spinsters, Benoit H. Beauvais, 120 Saint James, broker, and J. Albert Lecompte, 1001a Saint André, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone and transmission lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6745 to 6741, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required

requis par la compagnie ou par ses employés by the company or its servants or workmen; et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant payé ou qu'ils ont convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 5991-B. 1, 2, 3, 4, 5, a, b, c, 6 et 7, en la manière y prescrite, sous le nom de "Quebec Gold Belt, Limited", (libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quinze millions de piastres (\$15,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'une valeur au pair de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

655

C.-J. SIMARD.

Build, acquire, possess, charter, and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on business or industry which a company constituted under this section may carry on, and pay for same by paid up shares, in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those mentioned above, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

Exercise all the powers enumerated in articles 5991-B 1, 2, 3, 4, 5, a, b, c, 6 and 7 in the manner therein prescribed, under the name of "Quebec Gold Belt, Limited" (No personal Liability), with a total capital-stock of fifteen million dollars (\$15,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of the par value of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

656

Assistant Provincial Secretary.

"The Huntingdon Cleaner, Inc".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1922 constituant en corporation Robert Watson Sellar, Adam Lind Sellar, tous deux de la ville d'Huntingdon, imprimeurs et éditeurs, et Donald McKenzie Rowat, de la cité de Montréal, notaire public pour, les fins suivantes:

Acquérir l'actif de la société commerciale exploitée par ledit Robert Watson Sellar et Adam Lind Sellar, de ladite ville de Huntingdon, faisant affaires sous la raison sociale de "Sellar Brothers", ledit actif comprenant particulièrement, parmi tous les droits de ladite société:

- (a) La clientèle de la dite société;
- (b) l'atelier de ladite société dans ladite ville de Huntingdon;
- (c) le fonds de commerce de ladite société;

- (d) les dettes de livre de ladite société;

Continuer l'exploitation dudit commerce, c'est-à-dire le commerce d'imprimeurs et d'éditeurs et tout commerce qui s'y rapporte et qui est communément exercé par des imprimeurs et des éditeurs, et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, publier des livres, journaux ou magazines, et s'occuper d'impressions commerciales en général, soit directement ou par sous-contrat;

"The Huntingdon Cleaner, Inc".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1924, incorporating: Robert Watson Sellar, Adam Lind Sellar, both of the town of Huntingdon, in said Province, printers and publishers, and Donald McKenzie Rowat, of the city of Montreal, notary public, for the following purposes:

To acquire the assets of the partnership business carried on by the said Robert Watson Sellar and Adam Lind Sellar at the said Town of Huntingdon, under the firm name of "Sellar Brothers", such assets specially including among all the rights of the said partnership:

- (a) The Goodwill of the said partnership;
- (b) The plant of the said partnership at the said Town of Huntingdon;
- (c) The stock-in-trade of the said partnership;
- (d) The Book debts of the said partnership.

To continue to carry on the said business that is to say, the business of printers and publishers and any business incidental thereto and which is usually carried on by printers and publishers, and without restricting the generality of the foregoing, to publish books, newspapers or magazines and to engage in commercial printing generally, either directly or by sub-contract.

Les dispositions suivantes sont sur requête
sérées dans ces lettres patentes, savoir:

Transfert d'actions: (1) Le public ne sera
pas appelé à souscrire aux actions de la com-
pagnie et aucunes actions ne seront offertes
en vente publiquement;

(2) Si un actionnaire désire vendre ses ac-
tions ou aucune de ses actions il devra donner,
par écrit, par l'entremise du secrétaire de la
compagnie, aux autres actionnaires de la com-
pagnie, l'option de les acheter au prix qui sera
fixé par arbitration, un arbitre devant être
nommé par les actionnaires qui désirent vendre
leurs actions et l'autre arbitre devant être
nommé à une assemblée des autres actionnaires.
Si les deux arbitres ne peuvent s'accorder sur
le prix ils nommeront un troisième arbitre et la
décision du troisième arbitre et de l'un des
deux autres sera finale. L'option ci-dessus men-
tionnée sera pour le bénéfice des autres action-
naires qui désirent s'en prévaloir. Les action-
naires se prévalant de cette option participeront
en proportion des actions respectivement dé-
tenues par eux;

Si l'actionnaire qui désire vendre ne reçoit
pas, dans les quinze jours après la réception
par le secrétaire de la compagnie de la décision
des arbitres, avis par écrit de l'acceptation de
ladite décision par les autres actionnaires ou
par quelques uns d'entre eux, il aura après cela
un droit absolu et libre de toute restriction de
vendre les actions affectées par la décision des
arbitres à toute personne ou personnes quel-
conques;—sous le nom de "The Huntingdon
Cleaner, Inc.", avec un capital total de dix-
neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé
en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de
cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau-principal de la compagnie sera en la
ville de Huntingdon, dans le district de Beau-
harnois.

Daté au bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-deuxième jour de décembre, 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

661

C.-J. SIMARD.

The following provisions are by request
embodied in these Letters Patent, to wit:

Stock transfers (1) No invitation shall be
issued to the public to subscribe to any shares
of the company nor shall any shares be offered
publicly for sale;

(2) If a shareholder desires to sell his shares,
or any of them, he must give, in writing, through
the Secretary of the Company, the other share-
holders the option of purchasing the same at a
price to be fixed by arbitration, one arbitrator
to be appointed by the shareholders desiring
to sell and the other arbitrator to be appointed
by a meeting of the other shareholders. Should
the two arbitrators fail to agree on a price,
they shall appoint an umpire and the decision
of the umpire and one arbitrator shall be final.
The above mentioned option shall be for the
benefit of such of the other shareholders as
desire to accept the same. Shareholders availing
themselves of the option shall participate in
proportion to their respective shares;

Should the shareholder desiring to sell fail
to receive, within fifteen days after the receipt
by the Secretary of the company of the decision
of the arbitrators, notice in writing of the ac-
ceptance of the said decision by the other sha-
reholders, or by some of them, he shall thereafter
have the absolute and unrestricted right to sell
the shares affected by the decision of the ar-
bitrators, to any person or persons whomsoever;
—under the name of "The Huntingdon Cleaner,
Inc.", with a total capital stock of nineteen
thousand nine hundred dollars (\$19,900.00),
divided into one hundred and ninety-nine (199)
shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the
Town of Huntingdon, in the District of Beau-
harnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-second day of December, 1924.

C. J. SIMARD,

662

Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"The Matane Lumber & Development Com- pany".

Avis est donné qu'en vertu de la première
partie de la loi des compagnies de Québec,
1920, articles 5994 et suivants, il a été accordé
par le lieutenant-gouverneur de la province
de Québec, des lettres patentes supplémentaires,
en date du quinzième jour de janvier, 1925,
à la compagnie "The Matane Lumber & De-
velopment Company", ratifiant un règlement
de la dite compagnie diminuant son capital de
la somme de \$2,000,000.00 à \$600,000.00, en
réduisant la valeur des 20,000 actions de la
dite compagnie, de \$100.00 à \$30.00.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quinzième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

657

C.-J. SIMARD.

"The Matane Lumber & Development Com- pany".

Notice is hereby given that under Part 1 of
the Quebec Companies' Act, 1920, articles
5994 and following supplementary letters patent
have been issued by the Lieutenant-Governor
of the Province of Quebec, dated the fifteenth
day of January, 1925, to "The Matane Lumber
Development Company", ratifying a by-
law of said company decreasing its capital
stock from the sum of \$2,000,000.00 to \$600,-
000.00, by reducing the value of the 20,000
shares of said company from \$100.00 to \$30.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this fifteenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

658

Assistant Provincial Secretary.

"The Matane Lumber & Development Com- pany".

Avis est donné qu'en vertu de la première
partie de la loi des compagnies de Québec,
1920, articles 5994 et suivants, il a été accordé
par le lieutenant-gouverneur de la province

"The Matane Lumber & Development Com- pany".

Notice is hereby given that under Part 1
of the Quebec Companies' Act, 1920, articles
5994 and following, supplementary letters patent
have been issued by the Lieutenant-Governor

de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 janvier 1925, à la compagnie "The Matane Lumber & Development Company", ratifiant un règlement de la dite compagnie diminuant son capital de la somme de \$600,000.00 à \$100,000.00, en réduisant la valeur des 20,000 actions de la dite compagnie, de \$30.00 à \$5.00.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
659 C.-J. SIMARD.

of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of January, 1925, to the "Matane Lumber Development, Company", ratifying a by-law of said company decreasing its capital-stock from the sum of \$600,000.00 to \$100,000.00, by reducing the value of the 20,000 shares of said company from \$30.00 to \$5.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,
660 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis est, par les présentes, donné que la "Saint Maurice Lumber Company" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi pourvoyant au changement de son nom, à des changements dans la nature et le montant de son capital, à son pouvoir d'emprunt, lui accordant divers pouvoirs additionnels et étendant le territoire dans lequel elle peut exercer ses divers pouvoirs, spécialement ses pouvoirs de construire et d'opérer les chemins de fer aux comtés de Témiscamingue, Pontiac, Hull, Labelle, Argenteuil, Terrebonne, Montcalm et Joliette, lui accordant les mêmes pouvoirs en rapport avec les pouvoirs d'eau qu'elle loue du gouvernement fédéral ou provincial que la loi lui donne pour les pouvoirs d'eau qui lui appartiennent, et autres fins.

Montréal, 4 février, 1925.

Les Avocats des requérants,
707-6-4 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Notice is hereby given that the Saint Maurice Lumber Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of a law making provisions respecting changes in the name, changes in the nature and the amount of its capital, its borrowing power, granting it various additional powers and extending the territory within which it may exercise its diverse powers, particularly its powers to construct and operate railways to the counties of Temiscaming, Pontiac, Hull, Labelle, Argenteuil, Terrebonne, Montcalm and Joliette, granting it the same powers in respect the water-powers which it leases from the Federal or Provincial Government that the law gives it for the water-powers which belong to it, and other purposes.

Montreal, February 4th, 1925.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
708-6-4 Attorneys for the Applicants.

Avis public est par les présentes donné que lors de la prise en considération de la loi concernant la Succession de feu l'Honorable Charles Wilson, les héritiers de ce dernier proposeront, en amendement aux clauses de ce projet de loi, que l'exécution de ce testament soit confiée à une Compagnie de Fiducie, et que pouvoir soit donné à cette dernière de vendre des immeubles dépendants de la Succession pour en partager le produit entre les héritiers, après avoir pourvu aux rentes prévues par le testament et au paiement des dettes de la Succession et à autres fins.

Montréal, 26 janvier 1925.

Le procureur des requérants,
ALPHONSE DECARY.
"Les Héritiers de feu l'Honorable
585-5-4 Charles Wilson".

Public notice is hereby given that when the Act concerning the Estate of the late Honourable Charles Wilson will be taken into consideration, the heirs of the latter will propose, by way of amendment to the clauses of this draft of bill, that the execution of the will be confided to a Trust Company and that power be given to the latter to sell the immovables of the Estate so as to provide to the partition of the proceeds thereof amongst the heirs, after having provided for the annuities mentioned in the will and to the payment of the debts of the Estate and for other purposes.

Montreal, January 26, 1925.

ALPHONSE DECARY,
The Attorney for the Petitioners
"The Heirs of the late Honourable
586-5-4 Charles Wilson".

Avis est, par les présentes, donné que "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à la loi 47 Victoria, chapitre 53, par laquelle les actes la constituant en corporation ont été refondus, particulièrement quant à son pouvoir d'emprunter et autres fins semblables.

Montréal, 15 janvier 1925.

Les avocats de la requérante,
SAINT-JACQUES, FILION & HOULE.
359-3-4

Notice is hereby given that "La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for certain amendments to the Act 47 Victoria, chapter 53, whereby the acts incorporating it have been revised, particularly with regard to its borrowing power and other similar purposes.

Montreal, January 15, 1925.

SAINT JACQUES, FILION & HOULE,
Attorneys for applicant.
360-3-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi confirmant une résolution

Notice is hereby given that the Town of Montreal East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to ratify a resolution of

de son conseil, ratifiant un arrangement conclu entre ladite ville et l'Imperial Oil, Limited, pour mettre fin à l'exemption de taxe de ladite compagnie, et assurer à la dite ville pour une certaine période la collection d'un montant fixe et indisputable, et amender, si nécessaire, la Loi 6 George V, chapitre 50, et pour autres fins.

Montréal, 5 janvier 1925.

Les procureurs de la requérante,
325—3-4 WHITE & BUCHANAN.

its Council, ratifying an arrangement entered into by the said Town with the Imperial Oil, Limited, for the purpose of terminating the exemption of taxation of the said Company and to assure to the said town, for a certain period, the collection of a fixed and indisputable amount and to amend, if necessary, 6 George V., Chapter 50, and for other purposes.

Montreal, 5th January, 1925.

WHITE & BUCHANAN,
326—3-4 Attorneys for Petitioner.

Avis est par les présentes donné par la cité de Hull qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

Pour donner droit de vote, aux élections municipales, à toute personne payant une taxe de revenu à la cité;

Pour changer la date des élections municipales; Pour changer la date de l'année fiscale municipale et le rapport annuel de la cité;

Pour diviser le quartier numéro un et augmenter le nombre des échevins;

Pour amender l'article 147 de la charte de la cité, au sujet des améliorations locales;

Pour changer les dispositions de la charte au sujet des emprunts municipaux;

Pour payer un traitement annuel au maire et aux échevins;

Pour imposer une taxe sur les compagnies d'utilités publiques;

Au sujet de l'exemption de taxes sur les propriétés du gouvernement louées aux particuliers;

Au sujet du rôle d'évaluation et de perception;

Au sujet de la publication des règlements municipaux dans les journaux.

Hull, 13 janvier 1925.

Le greffier de la cité,
357—3-4 H. BOULAY.

Notice is by these presents given, by the city of Hull, that it is its intention to apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the obtaining of a special law, for the following purposes:

To secure right of vote, at municipal election, to every person paying an income tax to the city.

To change the date of the municipal elections; To change the date of the fiscal year as well as for the annual financial report of the city;

For the division of ward number one, and the increase of the number of aldermen;

For amendments to the article 147 of the charter of the city of Hull, concerning local improvements;

For a change of the dispositions of the charter of the city of Hull, relating to municipal loans;

To pay an annual fee to the Mayor and the Aldermen;

To impose a tax on the public utilities companies;

Concerning the exemption on the government properties rented to individuals;

Concerning the assessment roll as well as the perception roll;

Concerning the publication of municipal by-laws in the news papers.

Hull, 14th January, 1925.

358—3-4 H. BOULAY,
City Clerk.

Avis est par les présentes donné que Frank Devlin Genest s'adressera à la Législature de Québec au cours de la présente Session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit après un examen oral seulement.

Quebec, 21 janvier, 1925.

Les procureurs du requérant,
ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN & TASCHEREAU.
479—4-4

Notice is hereby given that Frank Devlin Genest, of the City of Westmount, will apply to the Legislature during the course of its present Session for an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of Law after an oral examination only.

Quebec, January 21st., 1925.

ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN & TASCHEREAU,
480—4-4 Attorneys for Petitioner.

THE NATURAL HISTORY SOCIETY OF MONTREAL

Avis est par les présentes donné que "The Natural History Society of Montreal" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant et confirmant le transport de tout son actif mobilier et immobilier, à "The Royal Institution for the Advancement of Learning" (McGill University) sujet à certaines obligations et pour déclarer ladite "Natural History Society of Montreal" dissoute et pour autres fins.

Montréal, 7 janvier, 1925.

Les procureurs de la requérante,
CAMPBELL, McMASTER & COUTURE.
401—4-4

THE NATURAL HISTORY SOCIETY OF MONTREAL

Notice is hereby given that The Natural History Society of Montreal will apply to the Legislature of Quebec at its present Session for an Act ratifying and confirming a conveyance of all its assets, movable and immovable, to The Royal Institution for the Advancement of Learning (McGill University), subject to certain liabilities and for a declaration of the dissolution of the said Natural History Society of Montreal and for other purposes.

Montreal, January 7th, 1925.

CAMPBELL, McMASTER & COUTURE,
402—4-4 Attorneys for Applicants.

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Acadia Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'ouragan, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les explosions le et après ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppl.

J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

667—6-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Acadia Fire Insurance Company", authorizing it to transact throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Tornado, Sprinkler Leakage and Explosion Insurance, on and after this thirty-first day of January, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

668—6-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Columbia Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, transport intérieur et contre les automobiles (à l'exception des dommages causés par les blessures à la personne), a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les ouragans, explosion et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce 31 janvier 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de janvier 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

669—6-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Columbia Insurance Company", authorizing it to transact throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Inland Transportation, Automobile Insurance (excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person), has been extended to include Tornado, Explosion and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty-first day of January, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

670—6-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Phoenix Assurance Company, Limited, of London, England", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et la vie, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'ouragan, explosion et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

671—6-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Phoenix Assurance Company, Limited, of London, England", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Life Insurance, has been extended to include Tornado, Explosion and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty-first day of January, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

672—6-2

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'EN- REGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHA- RITABLE.

Avis est par le présent donné que la "Canadian Christmas Tree League" a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable dont le but est,—au moyen de contributions, souscriptions volontaires, dons ou donations de la part de ses membres ou du public à l'effet: (a) D'aider et assister, de quelque manière que les directeurs de la société jugeront convenable, toute société,

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Canadian Christmas Tree League" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes of,—by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of: (a) Making provision for aiding and assisting, in whatever manner that the directors of the Association deem fitting, any

club, organisation ou personnes lui ayant été rapportés comme ayant besoin d'assistance; (b) de pourvoir à l'érection annuelle d'un arbre de Noël en tels temps et places que les directeurs de la société décideront; (c) Faire toute telle autre chose se rattachant ou pouvant contribuer à atteindre les objets susmentionnés ou quelques-uns d'iceux, tel que mentionné par la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le quatorzième jour de novembre, 1924.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de janvier, 1925.

Le Surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS,

Pour le Trésorier de la province de Québec.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 559—5-2

Avis est par le présent donné que la "Local Government Guarantee Society, Limited" a été enregistrée pour faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après ce vingt-troisième jour de janvier, 1925.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: John Weir Brown, 50 rue Saint-François-Xavier, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de janvier, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
Québec, P. Q. 561—5-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'Enregistrement accordé à la "Imperial Assurance, Company" l'autorisant à faire dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, explosion, grêle, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et automobile, (à l'exclusion de l'assurance contre les pertes en raison de blessures corporelles à la personne), a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les ouragans, le et après ce vingt-troisième jour de janvier, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce vingt-troisième jour de janvier, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 563—5-2

society, club, organization, persons or person who have been reported in need of assistance; (b) Providing an annual Christmas Tree at such time and place or places as the directors of the Association shall decide; (c) Doing all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated on this fourteenth day of November, 1924.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-second day of January, 1925.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q. 560—5-2

Notice is hereby given that the "Local Government Guarantee Society, Limited", has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after this twenty-third day of January, 1925.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are: John Weir Brown, 50 Saint François Xavier Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty-third day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,
Insurance Branch,
Québec, P. Q. 562—5-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Imperial Assurance Company" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, explosion, hail, sprinkler leakage and automobile (excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person), has been extended to include Tornado Insurance, on and after this twenty-third day of January, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-third day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q. 564—5-2

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS

Province de Québec, District de Joliette. Cour Supérieure, No. 892. Dame Laura Marchand, de la paroisse de Sainte-Béatrix, district de Joliette, épouse commune en biens de Ephrem Saint-Onge, cultivateur du même lieu, la dite dame Laura Marchand dûment autorisée à instituer la présente action par jugement de l'honorable juge Arthur Trahan, en date du 2 octobre 1924, demanderesse; vs Le dit Ephrem Saint-Onge, ci-dessus désigné, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ins-

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court No. 892. Dame Laura Marchand, of the parish of Sainte Beatrix, in the district of Joliette, wife common as to property of Ephrem Saint Onge, farmer of the same place, the said dame Laura Marchand duly authorized to institute the present case by judgment of the Honourable judge Trahan, dated the 2nd day of October, 1924, plaintiff; vs The said Ephrem Saint Onge, defendant.

An action for separation as to property has

tituée en cette cause le sixième jour du mois d'octobre. 1924.

Joliette, 15 décembre, 1924.

Les avocats de la demanderesse,
DENIS, FERLAND & DENIS.

399—4-5

been instituted in the above case on the sixth day of October 1924.

Joliette, 15 December, 1924.

DENIS, FERLAND & DENIS,
Attorneys for plaintiff.

400—4-5

Canada. Province de Québec, District de Beauce. Cour Supérieure, No. 8518. Dame Rose - Dérina Desrochers, épouse commune en biens de Gaudias Rodrigue, journalier, de Saint-Zacharie, demanderesse; vs Le dit Gaudias Rodrigue, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 8ième jour de janvier, 1925.

Saint-Joseph, Beauce, 8 janvier 1925.

Le procureur de la demanderesse,
209—3-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada. Province of Quebec, District of Beauce. Superior Court, No. 8518. Dame Rose Dérina Desrochers, wife common as to property of Gaudias Rodrigue, laborer, of Saint Zacharie, plaintiff; vs the said Gaudias Rodrigue, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 8th January 1925.

Saint Joseph, Beauce, 8th January, 1925.

ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for plaintiff.

210—3-5

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 2703. Dame Rosie Lustgarten, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Haimovitch, du même lieu, demanderesse; vs Le dit Joseph Haimovitch, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 8ème jour de janvier. 1925.

WEINFELD & SPERBER,

Les procureurs de la demanderesse,
Montréal, le 9 janvier, 1925. 261—3-5

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 2703. Dame Rosie Lustgarten, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Haimovitch, of the same place, plaintiff; vs the said Joseph Haimovitch, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 9th. day of January, 1925.

WEINFELD & SPERBER,

Attorneys for plaintiff.
Montreal, January 9th, 1925. 262—3-5

262—3-5

Province de Québec, district de Rimouski. Cour supérieure, No 9619. Dame Adèle Bouillon, épouse commune en biens de Pierre Tremblay, contracteur, de la ville de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Pierre Tremblay, de la Ville de Rimouski, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 décembre 1924.

Rimouski, 31 décembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
109—2-5 LAVOIE & CHASSÉ.

Province of Quebec, district of Rimouski. Superior Court, No. 9619. Dame Adèle Bouillon, wife common as to property of Pierre Tremblay, contractor, of the town of Rimouski, duly authorized to *ester en justice* plaintiff; vs Pierre Tremblay, of the town of Rimouski, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd of December, 1924.

Rimouski, December 31, 1925.

LAVOIE & CHASSE,
Attorneys for plaintiff.

110—2-5

Cour supérieure, Kamouraska, No 9624. Dame Hélène Fraser, de la cité de Rivière-du-Loup, épouse commune en biens de Joseph Charest, industriel, de la cité de Rivière-du-Loup, demanderesse; vs Joseph Charest, industriel, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5 janvier 1925.

Rivière-du-Loup, le 5 janvier 1925.

Le procureur de la demanderesse,
145—2-5 ALEX. MICHAUD.

Superior Court, Kamouraska, No. 9624.

Dame Helene Fraser, of the city of Rivière du Loup, wife common as to property of Joseph Charest, industrial, of the city of Rivière du Loup, plaintiff; vs Joseph Charest, industrial, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the fifth of January, 1925.

Rivière du Loup, January 5, 1925.

ALEX. MICHAUD,
Attorney for plaintiff.

146—2-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 56. Dame Jeannette Korber, épouse séparée de biens de Pinkus Olesker, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Pinkus Olesker, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a, le troisième jour de février 1925, institué une action en séparation de biens contre le défendeur, son époux.

Montréal, le 4 février 1925.

Le procureur de la demanderesse,
709 B. GOLDENBERG.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 56. Dame Jeannette Korber, wife common as to property of Pinkus Olesker, merchant of the City, and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Pinkus Olesker, merchant, of the City and District of Montreal, defendant.

The plaintiff has, on the third day of February, 1925, instituted action in separation as to property against the defendant, her husband.

Montreal, February 4, 1925.

B. GOLDENBERG,
Attorney for plaintiff.

710

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Richelieu, No. 7071, Cour Supérieure. Dame Sarah Parent, de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Ulric Bardier, pâtissier, du même lieu, demanderesse; vs le dit Ulric Bardier, défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de corps et de biens en cette cause, le 16 novembre 1922.

Sorel, 10 janvier, 1925.

CARDIN & SALVAS,

Les procureurs de la demanderesse.

267-3-5

Province de Québec district des Trois-Rivières. Cour supérieure. No 408. Dame R. Lafrenière, de la paroisse de Shawinigan Est, épouse de Willie Grenier, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Willie Grenier, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause ce jour.

Trois-Rivières, 30 décembre 1924.

Les procureurs de la demanderesse,

111-2-5

DESILETS & ASSELIN.

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 7071, Superior Court. Dame Sarah Parent, of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Ulric Bardier, pastry-cook of the same place, plaintiff; vs the said Ulric Bardier, defendant.

The plaintiff has instituted an action for separation as to bed, board and property in this case, on the 16th of November, 1922.

Sorel, January 10th. 1925.

CARDIN & SALVAS,

Attorneys for plaintiff.

264-3-5

Province of Quebec, district of Three Rivers. Superior Court, No. 408. Dame Régina Lafrenière, of Shawinigan East, district of Three Rivers, wife common as to property of Willie Grenier, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Willie Grenier, of the said Town of Shawinigan East, in the same district, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause this day.

Three Rivers, December 30, 1924.

DESILETS & ASSELIN,

Attorneys for Plaintiff.

112-2-5

Avis divers

Province de Québec, District de Chicoutimi, La ville de Jonquière.

Avis est par les présentes donné, par le conseil municipal de la ville de Jonquière, dans les comté et district de Chicoutimi, que le dit conseil a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, pour le prier d'ordonner, en conformité de l'article 173 de la loi des Cités et Villes 1922, l'émission de Lettres Patentes, pour modifier la date des élections générales du maire et des échevins, pour la dite municipalité, de manière à ce que les dites élections, pour la dite municipalité, aient lieu à tous les deux ans, au premier jour juridique de juillet, au lieu de celui de février, tel que fixé par la susdite loi, pour prendre effet en l'an 1926.

Par ordre,

La Ville de Jonquière,

par J.-M. LACROIX,

699

Greffier.

FORMULE "A" (Article 7295 et 7299a).

Avis est donné au public, conformément aux articles 7295a et 7299a des Statuts refondus, 1909, que MM. Price Brothers & Company, Limited, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se proposent de demander l'autorisation de faire faire un barrage sur cette partie de la rivière Saguenay appelée la Petite Décharge, dans le village de Saint-Joseph-d'Alma, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, District of Chicoutimi, The Town of Jonquière.

Public notice is hereby given by the municipal council of the town of Jonquière, in the county and district of Chicoutimi, that the said municipal council intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec, praying for the issue, in accordance of the article 173 of the Cities and Towns Act 1922, of letters patent, to change the date of the general elections for mayor and aldermen of this municipality, as established by the said Act, so that the general elections for the mayor and aldermen of the municipality of the town of Jonquière, shall be held every two years on the first juridical day of July instead of February, to take effect in the year 1926.

By order,

The town of Jonquière,

Per J. M. LACROIX,

700

Clerk.

FORM "A" (Articles 7295a and 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with articles 7295a and 7299a of the Revised Statutes, 1909, that Messrs. Price Brothers & Company, Limited, of the City of Quebec, in the County of Quebec, intend to apply for authorization to have constructed a dam on that part of the River Saguenay called the Little Discharge, in the Village of Saint Joseph d'Alma, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications showing the nature of the work, the site chosen for the construction thereof, and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and

au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du Lac Saint-Jean No. 1. P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
Par HECTOR CIMON,
583-5-5 Ingénieur.

specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration division of Lake Saint John, No. 1, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day following the date of the last publication of his notice in the Quebec Official Gazette.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED
Per HECTOR CIMON,
584-5-5 Engineer

Bureaux-chef

EUG. GHARTIER, LIMITEE

Avis est donné que la compagnie "Eug. Chartier, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20ième jour de janvier, 1925, a établi son bureau au No. 225 de la rue Beaver Hall Hill, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27ième jour de janvier 1925.

673 Le secrétaire,
J.-A. SICKINI

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Wright, Walker, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 3ième jour de novembre 1924, et ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau au No. 118, rue King, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce trentième jour de janvier, 1925.

675 Le secrétaire,
G.-A. WRIGHT.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Huntingdon Gleaner, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1920, et ayant son bureau-chef en la ville de Huntingdon, a établi son bureau dans l'édifice Brown, rue Châteauguay.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté en la ville de Huntingdon, ce vingt-huitième jour de janvier, 1925.

677 Le Président,
ADAM-L. SELLAR.

Chartes :—Abandon de

SAINT LAWRENCE BAKING COMPANY, LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Saint Lawrence Baking Company, Limited", corporation légalement constituée par lettres patentes sous la Loi des Compagnies de Québec, demandera au lieutenant-gouver-

Chief Offices

EUG. CHARTIER, LIMITEE

Notice is hereby given that the company "Eug. Chartier, Limitée", incorporated by Letters Patent dated the 20th day of January, 1925, has established its office at No. 225 Beaver Hall Hill Street, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this twenty-seventh of January, 1925.

674— J. A. SICKINI,
Secretary.

Notice is hereby given that "Wright, Walker, Limited", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, on the 3rd day of November, 1924, and having its head office in Montreal, has established its office at No. 118 King Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this thirtieth day of January 1925.

676 G. A. WRIGHT,
Secretary.

Notice is hereby given that "The Huntingdon Gleaner, Inc.", incorporated by Letters Patent issued under the Quebec Companies' Act, 1920, and having its head office in the town of Huntingdon, has established its office in the Brown Block, Châteauguay Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the town of Huntingdon, this twenty-eighth day of January, 1925.

678 ADAM L. SELLAR,
President.

Charters :—Surrender of

SAINT LAWRENCE BAKING COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that Saint Lawrence Baking Company, Limited, a corporation incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies Act, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave

neur de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de l'article 5793a des Statuts Refondus de Québec.

Daté le 12ième jour de décembre, 1924.

Le président de la
"Saint Lawrence Baking Company, Limited",
679 S. ROBINSON.

to surrender its charter, pursuant to the provisions of article 5793a of the Revised Statutes of Quebec.

Dated 12th December, 1924.

Saint Lawrence Baking Company, Limited,
S. ROBINSON,
680 President.

Extrait du livre des délibérations de la Cie Electrique de Saint-Apollinaire.

A une assemblée des actionnaires de la Cie Electrique de Saint-Apollinaire, tenue à la demeure de M. Emile Rousseau, le dix-sept août mil neuf cent vingt-quatre, et à laquelle assemblée étaient présents: Godias Croteau, président, Alfred Gingras Emile Rousseau, formant un quorum sous la présidence de M. Godias Croteau;

Il est proposé par M. Emile Rousseau, secondé par M. Alfred Gingras, que la résolution des directeurs de cette compagnie déclarant qu'il est à propos que les affaires de la compagnie soient liquidées volontairement, soit acceptée, que cette compagnie soit dissoute, et que M. Augustin Gingras, notaire, de Saint-Apollinaire, soit nommé liquidateur aux fins de distribuer son actif. Adopté à l'unanimité des voix.

(Signé) Godias Croteau, président.

M. J.-Emile Rousseau,
Secrétaire-trésorier.

Vraie copie dont je donne certificat, à Saint-Apollinaire, ce dix-huit septembre mil neuf cent vingt-quatre.

AUGUSTIN GINGRAS, N.P.,
Liquidateur.

Je soussigné M. J.-Emile Rousseau, secrétaire de la susdite compagnie, certifie que les actionnaires présents à l'assemblée ci-dessus étaient porteurs de deux cent quatre-vingt-douze actions, sur trois cent quatre-vingt-dix actions souscrites par tous les actionnaires de la susdite compagnie.

En foi de quoi je donne certificat, ce dix-septième jour d'octobre 1924.

Le secrétaire de la
Cie Electrique Saint-Apollinaire.
M. J.-EMILE ROUSSEAU.
681

Extract from the minute book of "La Cie Electrique de Saint Apollinaire".

At the meeting of the shareholders of "La Cie Electrique de Saint Apollinaire", held at the residence of Mr. Emile Rousseau, the seventeenth of August one thousand nine hundred and twenty-four, and at which meeting were present: Godias Croteau, President, Alfred Gingras, Emile Rousseau, forming quorum under the presidency of Mr. Godias Croteau;

It is moved by Mr. Emile Rousseau, seconded by Mr. Alfred Gingras, that the resolution of the directors of this company, declaring that it is expedient that the affairs of the company be voluntarily wound up, be accepted that the company be dissolved and that Mr. Augustin Gingras, notary of Saint Apollinaire, be appointed liquidator for the purposes of distributing its assets. Adopted unanimously.

(Signed) Godias Croteau, President.

M. J. Emile Rousseau,
Secretary-treasurer.

A true copy certified by me, at Saint Apollinaire, this eighteenth day of September one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) AUGUSTIN GINGRAS, N.P.
Liquidator.

I, the undersigned, M. J. Emile Rousseau, secretary of the above company, certify that the shareholders present at the above meeting, were holders of two hundred and ninety-two shares out of three hundred and ninety shares subscribed by all the shareholders of the above company.

Certified by me, this seventeenth day of October, 1924.

M. J. EMILE ROUSSEAU,
Secretary of
"La Cie Electrique de Saint-Apollinaire".
682

ERRATA

No 778-24

Québec, 30 janvier 1925.

Dans l'avis concernant l'érection de la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-d'Arc, dans le comté d'Abitibi, publié dans la "Gazette Officielle de Québec", du 27 décembre 1924, à la fin de la neuvième ligne, page 3815, il faut lire: "rang 6" au lieu de rang "46". 721

VENTE POUR TAXES

Dans la liste des lots mis en vente par la Corporation du comté Lac Saint-Jean-Ouest, pages 312, 313 et 314 de la Gazette Officielle du 24 janvier dernier, 1925, et pages 542, 543 et 544 du 31 janvier, prendre note des corrections suivantes:

Normandin: Frs Paulin, lire No P. 42b au lieu de P42;

No. 778-24

Quebec, January 30, 1925.

In the notice respecting the erection of the school municipality of Sainte Jeanne d'Arc, in the county of Abitibi, published in the Quebec Official Gazette of the 27th of December, 1924, at the end of the ninth line, page 3815, read: "Range 6" instead of "Range 46". 722

SALE FOR TAXES.

In the list of lots advertized for sale by the Corporation of Lake Saint John West, pages 312, 313 and 314 of the Official Gazette of the 24th January last, 1925, and pages 542, 543 and 544 of the 31st of January, the following corrections must be noted:

Normandin: Frs. Paulin, read No. P-42-B instead of P-42;

Albanel: Cérénus Boulianne, lire Nos 13a-13b au lieu de 13;

Roberval, ville: lire Emile Dufour No P41; Saint-Félicien, par.: Nap. Lavertu, lire 25a-25b au lieu de 25;

Saint-Félicien, ville: No P 4a au lieu de P. 5;

Chambord: Chs Martin, lire P 20d au lieu de 20;

Chambord: Standard Cement, lire P. 40a-P. 41a au lieu de 40.;

Roberval, par.: A. DuTremblay, lire rang 1 au lieu de rang 2;

Roberval, par.: Méridé Lavoie No 21-3 au lieu de 20-21;

Saint-André: D. Duchesne lire h 1 et h-2 au lieu de H. H2;

Saint-André: lire Athanase Tremblay au lieu de Ath. Côté.

Mistassini: lire Alphonse Doucet au lieu de A. Ouellet.

Saint-Prime: Pierre Garneau, lire No 16 au lieu de No 5. 713

Albanel: Cérénus Boulianne, read Nos. 13-A—13-B instead of 13;

Roberval, town: read Emile Dufour No P. 41; Saint Félicien, par. Nap. Lavertu, read 25-A—25-B instead of 25;

Saint Félicien, village: No. P 4-A instead of P 5;

Chambord: Chs. Martin, read p. 20d instead of 20;

Chambord: Standard Cement, read p. 40-A, p 41-A instead of 40;

Roberval, par.: A. DuTremblay, read Range 1 instead of Range 2;

Roberval, par.: Méridé Lavoie, No. 21-3 instead of 20-21;

Saint André, D. Duchesne, read h-1 and h-2 instead of h-h2;

Saint André: read Athanase Tremblay instead of Ath. Côté;

Mistassini: read Alphonse Doucet instead of A Ouellet;

Saint Prime: Pierre Garneau, read No. 16 instead of No. 5. 714

Liquidation—Avis de

Avis est par le présent donné que les actionnaires de la Compagnie Industrielle A. Bernard, à une assemblée de la compagnie, tenue à Fortierville le troisième jour de janvier 1925, ont, par résolution passée ce jour, décidé la liquidation et la dissolution de la dite Compagnie. Québec, ce 22 janvier, 1925.

MORAU & ALLEYN,
697 Procureurs de la liquidation.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the shareholders of "La Compagnie Industrielle A. Bernard", at a meeting of said Company, held at Fortierville, on the 3rd day of January 1925, have passed a resolution for the winding up and dissolution of the Company.

Quebec, January 22nd, 1925.

MORAU & ALLEYN,
698 Attorneys for the Liquidation.

Ratification de titres

Province de Québec, District de Richelieu. Cour Supérieure, No. 437. *Ex parte*: Elphège Morin, requérant ratification de titre.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Richelieu, un acte passé devant G. Léveillé, notaire, le vingtième jour de janvier 1922, enregistré le 2 février 1922, sous le No. 64447, au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, entre Adélard Boisvert, fils G., cultivateur, de la paroisse de Saint-Elphège, district de Richelieu, et Elphège Morin, cultivateur, du même lieu, étant une vente par le dit Adélard Boisvert au dit Elphège Morin de:

10. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Elphège, de la contenance de un arpent de largeur, sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins, quel qu'il soit, devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur; tenant d'un bout, vers le nord-ouest, aux terres du troisième rang, de l'autre bout, à la concession des dix arpents, d'un côté, à Joseph Farly et de l'autre côté à la ligne seigneuriale et P. Farly, cette terre comprenant une autre partie de lot numéro neuf cent trente-neuf, ce terrain étant partie du lot numéro neuf cent trente-neuf, tout le lot numéro neuf cent quarante et partie de lot numéro neuf cent quarante et un, du

Confirmation of titles

Province of Quebec, District of Richelieu. Superior Court, No. 437. *Ex parte*: Elphège Morin, petitioner for ratification of title.

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of Superior Court, in the District of Richelieu, a deed of sale made before G. Leveillé, notary, on the 20th day of January 1922, registered in the registry office for the County of Yamaska on the 2nd day of February 1922, under the number 64447, between Adélard Boisvert, son of G., farmer, of the parish of Saint Elphege, district of Richelieu, and Elphege Morin, farmer, of the same place, being a deed of sale by the said Adélard Boisvert to the said Elphege Morin of:

10. A piece of land situate in the parish of Saint Elphege, containing one arpent in width by thirty arpents in depth, more or less, without any guarantee as to precise measurement, the more or the less, whatever it may be, to be the profit or loss of the said purchaser; joining at one end to the northwest by the lands of the third range, at the other end by the concession of "ten arpents", on one side by Joseph Farly and on other side by seigniorial line and P. Farly, of part this land comprising another lot number nine hundred and thirty nine, this lot being part of lot number nine hundred and thirty nine, the whole lot number nine hundred and forty and a part of lot number nine hundred

cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de la Baie-du-Febvre; à distraire d'icelle portion de terre la partie occupée comme route publique et vers le sud-ouest, à la route de la grande ligne. 2o. Une terre située sur la concession des dix arpents et sur celle de Pioui, de deux arpents et deux perches de largeur, sur dix arpents de profondeur, prenant ensuite deux arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, cette terre étant le lot de terre numéro cinq cent sept (507) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, ces dits terrains avec les bâtisses dessus construites, le tout sans garantie de mesure précise, quelle que soit la différence, et en la possession du dit Adéard Boisvert depuis le 19 mars 1918 et du dit Elphege Morin depuis la date de la vente ci-dessus mentionnée, comme propriétaires; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits lots immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits lots ont été acquis par le dit Elphege Morin, sont avertis qu'il sera présenté à la dite Cour, le deuxième jour de mars, 1925, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Sorel, 7 novembre, 1924.

COUSINEAU & DAUPHINAIS,

587-5-2

P.C.S.

and forty one of the official cadastre of the Parish of Saint Antoine de la Baie, reserving therefrom the part occupied as public road and to the southwest to the road of the great line; 2o. A land situate on the concession of "ten arpents" and Pioui, containing two arpents and two perches in width by ten arpents in depth, and then taking two arpents in width by twenty arpents in depth, this land being the lot number five hundred and seven (507) of the official cadastre of the parish of Saint Zéphirin of Courval, this lots with the buildings thereon erected, the whole without any guarantee as to the precise measurement, what difference it may be;—in the possession of the said Adéard Boisvert since the 19th March 1918, and of the said Elphege Morin since the date of the deed of sale above mentioned, as proprietors; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said lots immediately before the registration of the said deed of sale by which the said lots were acquired by the said Elphege Morin, are hereby notified that application will be made to the said Court, the second day of March 1925, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file the same in the office of the said protonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Sorel, 7th of November, 1924.

COUSINEAU & DAUPHINAIS.

588-5-2

P. S. C.

Soumissions

Province de Québec, district de Chicoutimi, municipalité scolaire de Canton Bourget, Qué.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Municipalité Scolaire de Canton Bourget, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, en sa dite qualité de secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 hrs de l'après-midi, le vingt-troisième jour de février 1925, pour l'achat de onze mille piastres (\$11,000) d'obligations de la Municipalité Scolaire de Canton Bourget, que cette dernière a été autorisée à émettre en vertu d'une résolution dûment approuvée par les contribuables et le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Ces obligations, en capital et intérêts, sont payables aux bureaux de la Banque Nationale à Saint-Ambroise, Chicoutimi et Québec. Ces obligations porteront intérêt au taux de 5½% l'an.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant des dites obligations.

Le soumissionnaire devra spécifier si l'offre faite comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les dites obligations pour jusqu'à livraison. La Municipalité ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Canton Bourget, Québec, le 28 janvier 1925.

Le secrétaire-trésorier,

ARTHUR-E. ASSELIN.

717

Tenders

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Schlol Municipality of the Township of Bourget, Que. Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the school municipality of the township of Bourget, that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned in his said quality of secretary-treasurer, up to seven o'clock p. m. of the twenty-third day of February, 1925, for the purchase of eleven thousand dollars (\$11,000.00) of bonds of the school municipality of the township of Bourget, which the latter has been authorized to issue under a resolution duly approved by the ratepayers and the Lieutenant-Governor in Council.

The principal and interests of these bonds are payable at the offices of La Banque Nationale at Saint Ambroise, Chicoutimi and Quebec. These bonds shall bear interest at the rate of 5½% per annum.

Each tender must be accompanied by an accepted check equal to 1% of the amount of such bonds.

Each tenderer must specify whether the offer made does or does not include the interest accrued on the said bonds up to the time of delivery. The municipality does not bind itself to accept the highest or any tender.

Township of Bourget, Quebec, the 28th of January, 1925.

ARTHUR E. ASSELIN,

Secretary-Treasurer.

718

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Dans l'affaire de: Georges Morissette, Landrienne, Abitibi, Failli.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le 17 MARS 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, conformément au par. 4-A-C et E de l'article 20 de la Loi de Faillite, à la porte de l'église paroissiale de Landrienne l'immeuble suivant, savoir :

"Le lot de terre portant le numéro vingt-trois (23) du rang huit (8) du canton Landrienne, district d'Abitibi, décrit comme tel au plan d'arpentage du département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances".

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite, tel que susdit, équivaut à une vente par le shérif

Montréal, le 3 février, 1925.

Le Syndic.

WILFRID DAMPHOUSSE.

Bureau: 426 Power Building,
Tél. Main 0158,
Montréal.

683—6-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure (en faillite) No 50.

In re: J.-Albert Touchette, failli, et Pierre-H. Dufresne, syndic.

Vente à l'encan public, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, en la cité de Montréal, JEUDI, le DOUZIEME jour de MARS 1925, à ONZE heures a. m.

Deux lots de terre ou emplacements ayant front sur la rue Saint-Hubert. Nos civiques 3002 à 3006 en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent soixante-cinq et huit cent soixante-seize de la subdivision du numéro originaire sept (Nos. 7-875 et 876) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur chacun par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière desdits lots—avec bâtisses.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour supérieure en date du 2 février 1925, autorisant le syndic à procéder à la vente desdits immeubles suivant les prescriptions de l'article 20, paragraphe 4, sous-paragraphe 4a, b, c, e, de la Loi de Faillite, de façon à donner l'effet du décret à ladite vente.

Les certificats et les conditions de vente sont déposés au bureau de Vinet & Dufresne, 99 rue Saint-Jacques.

Le syndic,

P.-H. DUFRESNE.

Montréal, 7 février 1925.

705

Canada, Province de Québec, District de Hull, Ventes, Loi de Faillite.

Dans l'affaire de: Léo Gauthier, de Saint-Placide-de-Béarn, dans le comté de Témiscamingue, district de Pontiac, Failli; et Godfroy Séguin, de la ville d'Haileybury, province d'Ontario, syndic autorisé.

Avis est par les présentes donné, que l'immeuble désigné comme suit:

Le lot No dix du neuvième rang nord du Canton Fabre, dans le comté de Témiscamingue,

In the matter of Georges Morissette, Landrienne, Abitibi, Bankrupt.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTEENTH of MARCH, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction and pursuant to par. 4-A-C and E of art. 20 of the Bankruptcy Act at the door of the parish church of Landrienne, the following immovable, to wit:

"The lot of land bearing number twenty-three (23) of Range eight (8) of the township of Landrienne, district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies".

This sale made under the Bankruptcy Act, as aforesaid, is equal to a sheriff's sale.

Montreal, February 3, 1925.

WILFRID DAMPHOUSSE,

Trustee.

Office: 426 Power Building,
Phone. Main 0158
Montreal.

684—6-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (In Bankruptcy), No. 50.

In re: J. Albert Touchette, insolvent, and Pierre H. Dufresne, trustee.

Sale by public auction at the Sheriff's office for the district of Montreal, at the Court House, in the city of Montreal, THURSDAY, the TWELFTH day of MARCH 1925, at ELEVEN o'clock a. m.

Two lots of land or emplacements fronting on Saint Hubert Street, civic nos 3002 to 3006, in the city of Montreal, known and designated as being numbers eight hundred and seventy five and eight hundred and seventy six of the subdivision of number seven (7-875 and 876), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty five feet wide each by eighty seven feet deep, English measure and more or less, with right of way in common with others having right in the lane situated in rear of said lots—with buildings.

Said sale is made in virtue of a judgment of the Superior Court dated 2nd February 1925, authorizing the trustee to proceed to the sale of said immovables according to the prescriptions of article 20, section 4, sub-sections 4a, b, c, e, of the Bankruptcy Act, so as to give said sale the effects of a sheriff's sale.

Certificates and conditions of sale are deposited at the office of Vinet & Dufresne, 99 Saint James Street.

The trustee,

P. H. DUFRESNE.

Montreal, 7th February 1925.

706

Canada, Province of Quebec, District of Hull, Sales, Bankruptcy Act.

In the matter of: Léo Gauthier, of Saint Placide de Bearn, in the county of Témiscamingue, district of Pontiac, bankrupt; and Godfroy Séguin, of the town of Haileybury, Province of Ontario, authorized trustee.

Notice is hereby given that the immovable described as follows:

The lot No. ten of the ninth north range, of the township of Fabre, in the county of Temis-

(10-R-9-N. Fabre) contenant d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit Canton Fabre cent cinq (105) acres en superficie, avec dépendances et bâtisses sus-érigées;

Sera vendu par encaissement public à la porte de l'église à Saint-Placide-de-Béarn, dit comté de Temiscamingue, à DIX heures de l'avant-midi, le 27IÈME jour du mois de FEVRIER, 1925, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Hull, en matière de faillite rendu le 12 janvier 1925, suivant les dispositions de l'article 20, par. 4 de la Loi de faillite, 9-10 Georges V, chapitre 36, et amendements, et a le même effet que la vente du shérif.

Pour cahier de charges et autre information relativement à la propriété décrite plus haut, s'adresser à l'avocat Joseph-A. Legris, Haileybury, Ont.

Le syndic autorisé,
GODFROY SEGUIN.

Haileybury, le 15 janvier, 1925.
407-3-4

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 274. (En Faillite). Dans l'affaire de l'actif de: Canadian Wood Products Limited, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Acton Vale et son siège social à Sherbrooke, en faillite.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Neuf lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros quatre-vingt-treize, (93), quatre-vingt-quatorze (94), quatre-vingt-seize (96), deux cent quatre-vingt-seize (296), deux cent vingt-sept (227), deux cent vingt-huit (228), deux cent vingt-neuf (229), deux cent trente (230), et deux cent trente et un (231), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Acton Vale, dans le comté de Bagot—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Sauf et excepté cependant:

(a) Dudit lot numéro quatre-vingt-seize (96), la partie d'icelui donnée à "La Compagnie Lemay", d'Acton Vale, par Ferdinand Joutas, suivant les dispositions d'un acte de donation passé devant Maître Alexandre Lippé, notaire, le vingtième jour d'avril, mil neuf cent trois, et enregistré au bureau d'enregistrement sous le numéro 35081.B., mesurée à quatre cents pieds de la rue Water et s'étendant jusqu'à la rivière Moose

(b) Dudit numéro deux cent vingt-six (226), la partie d'icelui vendue à la "Southern Canada Power Company, Ltd", par La Compagnie J.-A. Vincent, Limitée, suivant les dispositions d'un acte de vente et de transport passé devant Maître J.-C. Saint-Pierre, notaire, le vingtième jour de juillet mil neuf cent dix-huit et enregistré au bureau d'enregistrement, sous le numéro 51753 B.—contenant trente-sept pieds et six pouces sur la rue Water ou rue Laurien, le long du trottoir de ladite rue, par dix-huit pieds sur la rue John, le long de la dite rue.

Ces lots sont vendus sujets à un droit de passage en faveur de Hilaire Gaboriaux ou représentants pour communiquer avec les lots numéros deux cent trente-neuf et quatre-vingt-quatorze au même plan cadastral; ledit droit ainsi vendu étant réservé dans un acte de vente consenti par ce dernier à Adolphe Tanguay, passé devant H. Lippé, notaire, le dix-septième jour de mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et enregis-

tré (10-N-9-R. Fabre) containing according to the official cadastral plan and book of reference for the said township Fabre, one hundred and five (105) acres in area, with dependencies and buildings thereon erected;

Will be sold by public auction, at the door of the church of Saint Placide de Bearn, said county of Temiscamingue, at TEN o'clock in the forenoon, the 27TH day of the month of FEBRUARY, 1925, under a judgment of the Superior Court of the district of Hull, sitting in Bankruptcy, rendered the 12th of January, 1925, pursuant to the provisions of article 20, par. 4 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36 and amendments, and has the same effect as the Sheriff's sale.

For list of charges and other particulars pertaining to the above described property, apply to Joseph A. Legris, Barrister, Haileybury, Ont.

GODFROY SEGUIN,
Authorized trustee.

Haileybury, January 15th, 1925.
408-3-4

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 274. (In Bankruptcy). In the matter of the Estate of: Canadian Wood Products, Limited, a body politic and corporate having its principal place of business at Acton Vale and its head office at Sherbrooke, bankrupt.

Public notice is hereby given that the immovables described as follows:

1. Nine lots of land known and designated as lots numbers ninety-three (93), ninety-four (94), ninety-six (96), two hundred and ninety-six (296), two hundred and twenty seven (227), two hundred and twenty-eight (228), two hundred and twenty nine (229), two hundred and thirty (230) and two hundred and thirty-one (231), on the official plan and book of reference of the Village of Acton Vale, in the county of Bagot,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependances.

Save and except however:

a) From said lot number ninety-six (96), that part thereof given to the "La Compagnie Lemay", d'Acton, by Ferdinand Joutas, under the provisions of a Deed of Donation executed before Mtre Alex. Lippé, notary, on the twentieth day of April, one thousand nine hundred and three, and registered in the registry office under No. 35081.B.—measured at four hundred feet from Water Street, and extending to River Moose.

b) From said number two hundred and twenty six (226) that portion thereof sold to "Southern Canada Power Company, Ltd" by "La Compagnie J.-A. Vincent, Limitée", under the provisions of a deed of sale and Conveyance executed before Mtre J. C. Saint-Pierre, notary, on the twentieth day of July one thousand nine hundred and eighteen, and registered in this registry office under Number 51753 B.—containing thirty seven feet and six inches on Water or Laurien Street along the side walk of said street, by eighteen feet on John Street from and along said street.

These lots are sold subject to a right of way in favor of Hilaire Gaboriaux or representatives to communicate with lots two hundred and thirty-nine and ninety-four of same cadastral plan; said sold right was reserved in a deed of sale granted by the latter to Adolphe Tanguay, executed before H. Lippé, notary, on the seventeenth day of March, one thousand eight hundred and ninety four, and registered in this

tré au bureau d'enregistrement sous le numéro 25986. registry office under No. 25986.

2. Les lots numéros cinq cent quatre-vingt-treize (593), cinq cent quatre-vingt-quatorze (594), cinq cent quatre-vingt-quinze (595), cinq cent quatre-vingt-seize (596), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit village d'Acton Vale—avec bâtisses susérigées.

Sauf et excepté cependant:

(a) Desdits lots cinq cent quatre-vingt-quinze (595) et cinq cent quatre-vingt-seize (596), certaines parties d'iceux appartenant à Messieurs Camille et Hermon Bernard, à Philippe Balard ou représentants.

(b) Desdits quatre lots des parties d'iceux pour le chemin public et le chemin de fer Pacifique Canadien.

3. Une lisière de terrain connue et désignée comme faisant partie des lots numéros cinq cent quatre-vingt-douze (592) et trois cent soixante-quatorze (374) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit village d'Acton Vale, mesurant environ quatre acres et soixante et un centièmes d'acre, située au nord de la prolongation vers l'est de la limite nord de l'avenue Hôtel-de-Ville et d'une ligne parallèle et à une distance perpendiculaire de dix pieds au nord de la ligne centrale de la voie de transfert—avec les bâtisses susérigées et améliorations faites dessus, sujet cependant à plusieurs privilèges en faveur du chemin de fer "The Grand Trunk Railway Company of Canada", ou représentants, tel que réservé par ladite compagnie dans un certain acte de vente consenti par ladite compagnie de chemin de fer à ladite "Canadian Veneering Company, Incorporated", passé devant Maître Geo.-R. Lightell, notaire, le vingt et unième jour d'avril, mil neuf cent vingt, et enregistré au bureau d'enregistrement, sous le numéro 54606 of Reg. B.

4. Tous les droits du vendeur dans et sur le lot numéro cinq cent quatre-vingt-huit (588) des plan et livre de renvoi du cadastre pour le village d'Acton Vale—avec les améliorations faites dessus.

5. Le tout, avec les machineries faisant partie des immeubles et qui y sont immobilisées.

Seront vendus à l'encan public en vertu des dispositions suivantes:

a) A l'instance de la Société d'Administration Générale, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, en sa qualité de fiduciaire des porteurs d'obligations émises par la "Canadian Veneering Company, Incorporated" suivant acte de fiducie du 29 novembre 1921, le paiement de ces obligations ayant été assumé par "Canadian Wood Products, Ltd", suivant vente par C.-W. Morton & Al à la compagnie, en date du 30 juillet 1923.

b) En vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de Montréal siégeant en faillite, en date du 23 décembre 1924, rendu à l'instance de la Société d'Administration Générale, en sa qualité de syndic à la faillite de la "Canadian Wood Products, Limited", suivant autorisation des inspecteurs de cette faillite et conformément aux dispositions de l'article 20 de la Loi de Faillite, la dite vente devant avoir l'effet du décret.

c) En vertu d'un autre jugement de la Cour Supérieure de Montréal siégeant en faillite, en date du 20 janvier 1925, rendu à l'instance de la Société d'Administration Générale, dûment autorisée par les inspecteurs, et permettant la vente au bureau du syndic.

2. Lots numbers five hundred and ninety-three (593), five hundred and ninety-four (594) five hundred and ninety-five (595), five hundred and ninety-six (596), on the official cadastral plan and book of reference for said village of Acton Vale—with buildings thereon;

Save and except however:

a) From said lots five hundred and ninety-five (595) and five hundred and ninety-six (596), certain portions thereof belonging to Messrs Camille and Hermon Bernard, to Philippe Balard, or representatives.

b) From said four lots parts of same for Public Highway and Railways of the Canadian Pacific Railway.

3. A strip of land known and designated as forming part of lots numbers five hundred and ninety-two (592), and three hundred and seventy-four (374), on same cadastral plan and in the book of reference for said Village of Acton Vale, measuring about four acres and sixteen one hundredths of an acre, lying to the north of the production easterly of the northerly limit of Hotel de Ville Avenue, and of a line parallel to and at a perpendicular distance of ten feet northerly from the center line of the transfer tract—with the buildings and improvements thereon; subject however to several privileges in favor of the Grand Trunk Railway Company of Canada, or representatives, as reserved by it in a certain Deed of sale from the said Railway Company to Canadian Veneering Company, Incorporated, executed before Mre Geo. R. Lightell, notary, on the twenty first day of April, nineteen hundred and twenty, and registered in the registry office under No. 54606 of Reg. B.

4. All the rights of the vendors in and to lot number five hundred and eighty-eight (588), on the cadastral plan and book of reference for the Village of Acton Vale—with the improvements thereon.

5. The whole, with the machineries forming part of the immovables and incorporated therein, Will be sold at public auction under the following provisions:

a) At the demand of "La Société d'Administration Générale" a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Montreal, in its quality of trustee of the holders of bonds issued by the Canadian Veneering Company, Incorporated, according to the terms of the trust-deed of the 29th of November, 1921, the payment of such bonds having been assumed by Canadian Wood Products, Ltd., as per sale by C. W. Morton & Al to the company, dated the 30th of July, 1923.

b) Under a judgment of the Superior Court of Montreal sitting in bankruptcy, dated the 23rd of December, 1924, rendered on the demand of "La Société d'Administration Générale", in its quality of trustee to the estate of The Canadian Wood Products, Limited, Bankrupt, following authorization, by the inspectors of the said Estate and in accordance with the provisions of Article 20 of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of the Sheriff's sale.

c) Under another judgment of the Superior Court of Montreal, sitting in Bankruptcy, dated the 20th. of January, 1925, rendered on the demand of the "La Société d'Administration Générale", duly authorized by the inspectors and permitting the sale at the office of the trustee.

La vente aura lieu le ONZIEME jour de MARS 1925, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, au bureau de la Société d'Administration Générale, 35 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, et se fera suivant les dispositions de l'article 20 de la Loi de Faillite pour avoir l'effet du décret.

Conditions de vente: Comptant.

Pour tout renseignement, s'adresser au soussigné.

LA SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE,
ès-qualité fiduciaire et syndic.
Bureau: 35 rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 23 janvier 1925. 591—5-2

Province de Québec, district de Montréal.

Dans l'affaire de Laterreur & Martin, entrepreneurs, Montréal, cédants autorisés.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le QUATRIEME jour de MARS 1925, à ONZE heures a.m., seront vendus au bureau du shérif au palais de justice à Montréal, les immeubles ci-dessous décrits, savoir:

Ces trois certains lopins de terre ou emplacements sis et situés à l'encoignure sud-ouest de la deuxième Avenue et de la rue Dandurand, en le quartier Rosemont de la cité de Montréal, mesurant, chacun des deux derniers, vingt-quatre pieds de largeur et le troisième vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, connus et désignés sous les numéros mille cinq cent neuf, mille cinq cent dix et mille cinq cent onze de la subdivision officielle du numéro originaire cent soixante-douze (172-1509-1510 et 1511), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec les trois maisons et autres bâtisses en voie de construction.

Cette vente est faite conformément à la loi de faillite, article 20, paragraphe 4 et suivants, et équivaut à une vente par shérif.

Pour autres informations, s'adresser à

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

Bureau de Prévost & Perras,
50 rue Notre-Dame Ouest, Montréal.
619—5-2

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Dans l'affaire de Edmond Legault, épiciier, de Montréal, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Un emplacement composé des lots numéros sept cent quatre-vingt quatorze, sept cent quatre-vingt-quinze et sept cent quatre-vingt seize de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent un (3401-794-795 et 796) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière desdits lots et dans les ruelles communiquant avec cette dernière et avec les bâtisses y érigées portant les Nos civiques 969 à 989 de la rue Verdun, en la cité de Verdun, circonstances et dépendances

2. Un lot de terre formant la juste moitié nord-ouest d'un lot connu sous le numéro deux mille soixante-quatre (2064), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, a moitié du lot dont il s'agit a sa principale façade sur la rue Rose-De-Lima et est d'une largeur de

The sale will take place the ELEVENTH day of MARCH, 1925, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, at the office of "La Société d'Administration Générale", 35 Saint James Street, in the city of Montreal, and will be conducted according the provisions of Article 20 of the Bankruptcy Act, so as to have the effect of the Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

For all particulars, apply to the undersigned.

LA SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE,
ès-qualité de trustee to Bondholders and Estate.
Office: 35 Saint James Street, Montreal.
Montreal, January 23, 1925. 592—5-2

Province of Quebec, district of Montreal.

In the matter of Laterreur & Martin, contractors, Montreal, Authorized Assignors.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH, 1925, at ELEVEN o'clock a.m., there will be offered for sale at the office of the sheriff at the Montreal Court house, the following immovables, to wit:

Those three certain lots of land or emplacements lying and situated at the southwest corner of Second Avenue and Dandurand Street, in Rosemont Ward of the city of Montreal, measuring, two of said lots, twenty four feet in width and the third twenty five feet in width by ninety feet in depth, the whole English measure and more or less, known and designated under numbers one thousand five hundred and nine, one thousand five hundred and ten and one thousand five hundred and eleven of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy two (172-1509, 1510, 1511), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote de la Visitation—with the three houses and other buildings under construction.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4 and following, and is equal to a sheriff's sale.

For further particulars, apply to:

HERMAS PERRAS,
Trustee.

Office of Prevost & Perras,
50 Notre-Dame Street West, Montreal.
620—5-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

In the matter of Edmond Legault, grocer, of Montreal, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immovables described as follows:

1. An emplacement composed of lots numbers seven hundred and ninety four, seven hundred and ninety five and seven hundred and ninety six of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and one (3401-794, 795, and 796) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a right of passage in common with others in the lane at the rear of said lots and in the lanes communicated therewith, and with the buildings thereon erected bearing civic Nos 969 to 989 in Verdun Street, in the city of Verdun, circumstances and dependencies.

2. A lot of land forming the exact northwest half of the lot known under number two thousand and sixty four (2064), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the half of lot described herein having its principal frontage on Rose-De-Lima Street and measuring

quarante pieds et d'une profondeur de quatre-vingt-dix pieds et touche, au nord-est, la rue Rose-de-Lima, au nord-ouest le numéro deux mille soixante-cinq des susdits plan et livre de renvoi, au sud-ouest les numéros deux mille soixante-quatre et deux mille soixante-quinze et au sud-est la partie restant du numéro deux mille soixante-quatre susdit—avec une maison en bois lambrisée en brique à deux étages et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

3. Un emplacement situé en la vil'e de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille deux cent cinq (2205-1), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-deux pieds et six pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur au côté sud-est et soixante-quinze pieds du côté nord-ouest; bornée en front par la rue Bérard, en arrière par une ruelle de dix pieds de largeur formant partie dudit lot No 2205, du côté nord-ouest par la rue Sainte-Emélie et du côté sud-est par une autre partie dudit lot No 2205—avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec ceux y ayant droit et avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Trois lots de terre situés sur la rue Réal, dans le quartier Bordeaux, en la cité de Montréal, désignés comme suit:

a. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro six de la subdivision du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299-6), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet.

b. Un lot de terre situé au même endroit connu et désigné sous le numéro cinq de la subdivision dudit lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299-5), auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet;

c. Une lisière de terre formant partie du lot connu et désigné sous le lot numéro quatre de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299-P.4) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant sept pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée en front par la rue Bourdage, aujourd'hui rue Saint-Réal, en arrière par le lot No 301-5, d'un côté par le lot No 299-5, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 299-4;

Seront vendus séparément en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, en matière de faillite, rendu le vingt-six janvier courant, suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, par. 4. etc., ayant effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au palais de justice, en ladite cité de Montréal, JEUDI, le CINQUIEME jour du mois de MARS, mil neuf cent vingt-cinq, à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour information et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 28 janvier 1925.

621-5-2

forty feet in width by a depth of ninety feet and is bounded to the northeast by Rose-De-Lima Street, to the northwest by number two thousand and sixty five of the aforesaid official plan and book of reference, to the southwest, by numbers two thousand and seventy four and two thousand and seventy five and to the southeast, by the remaining part of number two thousand and sixty four aforesaid, with a two story wood and brick house and other building thereon erected, circumstances and dependencies.

3. An emplacement situate in the city of Montreal, known and designated under number one of the official subdivision of original lot number two thousand two hundred and five (2205-1), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty two feet and six inches in width by seventy feet in depth on the southeast side and seventy five feet on the northwest side; bounded in front by Bérard Street, in rear by a lane ten feet wide forming part of said lot No. 2205, on the northwest side by Sainte Emélie Street and on the southeast side, by another part of said lot No. 2205—with a right of passage in the lane in rear in common with those entitled thereto and with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. Three lots of land situate in Réal Street in Bordeaux Ward in the city of Montreal, described as follows:

a. A lot of land known and designated under numbersix of the subdivision of original lot number two hundred and ninety-nine (299-6), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet.

b. A lot of land situate in the same place, known and designated under number five of the subdivision of said original lots number two hundred and ninety nine (299 5), on said official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet.

c. A strip of land forming part of the lot known and designated under number four of the official subdivision of said original lot number two hundred and ninety nine (299 Pt.-4) of said official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, measuring seven feet in width by seventy five feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by Bourdage Street, now Saint Real Street, in rear by lot No. 301-5, on one side by lot No. 299-5 and on the other side by the residue of said lot No. 299-4;

Will be sold separately under a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in bankruptcy, rendered the twenty sixth of January instant, in accordance with the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, par. 4 and following, having the effect of the sheriff's sale, at the office of the sheriff of the district of Montreal situate in the Court House, in said city of Montreal, THURSDAY, the FIFTH day of MARCH one thousand nine hundred and twenty five, at THREE o'clock in the afternoon.

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and list of charges apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE
Trustee.

Office: 83 Craig West, Montreal.

Montreal, January 28 1925.

622-5-2

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

Supplément à la liste de la vente de terrains pour taxes publiée dans la Gazette Officielle, le vingt-quatre janvier et le trente et un janvier, mil neuf cent vingt-cinq, pour le comté de Papineau:

Seront aussi vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, du Village de Papineauville, à DIX heures de l'avant-midi, le QUATRE MARS, mil neuf cent vingt-cinq, pour taxes municipales et scolaires, etc, les propriétés suivantes :

Supplement to the list of the sale of properties for taxes published in the Official Gazette, the twenty-fourth of January and the thirty-first day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, for the county of Papineau:

Will also be sold by public auction, in the Town Hall of the Village of Papineauville, at TEN o'clock in the forenoon, the FOURTH of MARCH, one thousand nine hundred and twenty-five, for municipal and school taxes, etc., the following properties:

Municipalité de Suffolk et Addington—Municipality of Suffolk and Addington.

Lot	Rang Range	Superficie Area	Taxes	Propriétaire Owner
20 & 21 canton de—township of Suffolk.....	A		\$ 8.93	Herbert Wilburn.
22.....	1		23.47	Dominion property.
14.....	4-5		20.51	Felix Larose.
30 canton d'—township of Addington.....	1		18.85	Cyr Loignon.

Donné à Papineauville, ce 31 décembre, 1924.

Le secrétaire-trésorier,
ALBERT BOULAIS.

685—6-2

Given at Papineauville, this 31st of December, 1924.

ALBERT BOULAIS,
Secretary-Treasurer.

686—6-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTE DE GASPÉ
No 1.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
GASPE No 1.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Samuel-James Flynn, secrétaire-trésorier du conseil de comté de Gaspé, No 1, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère, en la salle du palais de justice à Percé, où le conseil de comté tient ses réunions, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de MARS 1925, pour les taxes municipales dues à la corporation municipale de L'Anse-au-Griffon, sur les propriétés ci-dessous décrites, à moins que ces montants de taxes soient payés avec les frais encourus avant le jour fixé pour la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, Samuel James Flynn, Secretary-treasurer of the Council of the county of Gaspé No 1, that the properties hereunder described will be sold at auction, in the Court Room of the Court House, at Percé, where the county Council holds its sessions, on WEDNESDAY, the FOURTH day of MARCH 1925, for the non-payment of the municipal taxes due to the municipal corporation of L'Anse au Griffon, on the properties hereunder described, unless such taxes be paid with costs incurred before the day fixed for the sale.

Municipalité de l'Anse-au-Griffon, comté de Gaspé, P. Q.

Municipality of l'Anse au Griffon, county of Gaspé, P. Q.

Noms des propriétaires Names of owners	No du cadastre Cadastral No.	Rang Range	Nombre d'acres Number of acres	Valeur Value	Montant de taxes dues Amount of taxes due
Maurice Thériault.....	52A	1er-1st R.N..	33	\$ 710.00	\$25.42
Ludger Godreault.....	51A	1er-1st R.N..	16	75.00	23.92

Donné à Percé, le seizième jour de janvier, mil neuf cent vingt-cinq.

Le sec.-trés. C. C. de Gaspé, No 1,
S.-J. FLYNN.

589—5-2

Given at Percé, the sixteenth day of January, one thousand nine hundred and twenty five.

S. J. FLYNN,
Sec.-Treas. C. C. of Gaspé No 1.

590—5-2

VENTE PAR LE SHÉRIF BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: } P.-T. LEGARE, LIMITEE,
No. 2402 } demanderesse; contre
ALPHÉE MATHIEU, défendeur.

Le lot No. 30 des plans et livre de renvoi officiels du cadastre pour le 5ième rang du Canton Langevin, dans la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Dorchester; sous la réserve et à distraire la coupe de tout le bois sur le dit lot en faveur de Audet, Chabot, Pilon & Cie, conformément à un acte de vente du dit lot par la dite société Audet, Chabot & Pilon à Joseph Lacroix, en date du 2 juillet 1911, devant J.-B.-T. Dufour, notaire, et enregistré le 3 août 11, sous le No. 39567.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien, le DIXIEME jour de MARS prochain, 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph-de-Beauce, le 2 février, 1925.
[Première publication, le 7 février 1925]
687—6-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce à savoir: } DAME MARIE GAU-
No 8092. } THIER, ET VIR, de-
manderesse; contre ADOLPHE TURCOTTE,
défendeur.

1. Un lopin de terre situé dans Saint-Martin, Beauce, contenant un arpent carré en superficie, plus ou moins, connu au cadastre officiel du comté de Beauce comme formant partie du lot numéro neuf E du rang un de Shenley Nord—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi borné: en front au chemin public montant à Saint-Georges, et de tous autres côtés par le présent acquéreur, avoisinant par son côté sud au lot neuf C, connu entre les parties sous le nom d'emplacement de Jean Lachance, fils;

2. Un autre lopin de terre situé dans Saint-Martin, Beauce, contenant un demi-arpent en superficie, connu au cadastre officiel du comté de Beauce comme formant partie du lot No huit E du rang un de Shenley-Nord—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi borné: en front à une route, à l'ouest et au sud à Thomas Roy, fils de Léger, et à l'est à Joseph Roy, connu entre les parties sous le nom d'emplacement Joseph Paré;

3. Enfin un autre lopin de terre mesurant environ deux arpents et demi de front par la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public à aller à la rivière Chaudière, connu au cadastre officiel du comté de Beauce, comme formant partie du lot numéro trente-trois N du rang un du canton de Jersey—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi borné: en front au chemin public, en arrière à la rivière Chaudière, d'un côté à Léger Roy et de

SHERIFF'S SALE BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit: } P. T. LEGARE, LIMITED,
No. 2402. } plaintiff; against AL-
PHEE MATHIEU, defendant.

The lot No. 30 of the official cadastral plan and book of reference for the fifth Range of the township of Langevin, in the parish of Saint Cyprien, county of Dorchester; with the reservation of and to be deducted therefrom the cut of all timber upon said lot in favour of Audet, Chabot, Pilon & Cie, pursuant to deed of sale of said lot by said partnership of Audet, Chabot & Pilon to Joseph Lacroix, dated the second of July, 1911, before J. B. T. Dufour, notary, and registered the 3rd of August, 1911, under No. 39567.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cyprien, the TENTH of MARCH next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 2, 1925.
[First publication, February 7, 1925]
688—6-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } DAME MARIE GAU-
No. 8092. } THIER ET VIR, plain-
tiffs; against ADOLPHE TURCOTTE, defend-
ant.

1. That certain parcel of land situate in Saint Martin, Beauce, containing one square arpent in superficies, more or less, known on the official cadastre of the county of Beauce as forming part of lot number nine E of Range one of North Shenley—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front by the public road leading up to Saint Georges, and on all other sides by the present purchaser, the south side thereof adjoining lot nine C, known by the parties under the name of emplacement of Jean Lachance, junior.

1. Another parcel of land situate in Saint Martin, Beauce, containing one half arpent in superficies, known on the official cadastre of the county of Beauce, as forming part of lot number eight E of Range one of North Shenley—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front by by-road, to the west and south by Thomas Roy, son of Léger, and to the east by Joseph Roy, known by the parties under the name of emplacement of Joseph Paré.

3. Finally another parcel of land measuring about two arpents and a half in front, by the depth there may be from the public road up to the River Chaudière, known on the official cadastre of the county of Beauce, as forming part of lot number thirty-three N of Range one of the township of Jersey—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded in front by the public road, in rear by River Chaudière, on one side by Léger Roy and on the

l'autre à Télesphore Morin; sauf et à distraire les emplacements vendus suivant titre, et appartenant à Joseph Veilleux, Georges Maheux et autres, lequel terrain est connu entre les parties sous le nom d'emplacement Caron et Pierre Pepin;

4. Partie du lot trente-deux H, rang Jersey; bornée au nord et à l'ouest par Gédéon Marcoux, au sud par Martin Bégin, à l'est par le chemin public—avec bâtisses, circonstances et dépendances, étant un emplacement;

5. Une terre située en la concession Saint-Jean, étant le lot numéro cent soixante-quatorze du cadastre de la paroisse de Saint-Georges, contenant cinquante-cinq arpents en superficie plus ou moins; bornée au Nord-Est à Barthélemy Morin et au Sud-Ouest à Alexis Morin.

6. Un terrain distraît et faisant partie des lots numéros neuf E et dix A, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton de Shenley, comté de Beauce; borné en front à la rivière Chaudière, à l'ouest par le chemin public traversant les dits lots, du côté sud-est par l'immeuble ci-après décrit et du côté nord-ouest, au lot dix C appartenant à Cléophas Poulin, ou représentants—circonstances et dépendances.

7. Un autre terrain situé au même endroit, contenant deux arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a entre le dit chemin public et la dite rivière Chaudière, étant partie du lot neuf C du cadastre officiel pour le dit premier rang de Shenley Nord; borné en front au dit chemin, à la profondeur à la dite rivière, du côté nord-ouest, à l'immeuble susdécrit et du côté sud-est à Pierre Pepin, fils de Jos. ou représentants—circonstances et dépendances; à la réserve par le vendeur d'un certain terrain de cent quatre-vingt-douze pieds de largeur sur cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur; borné le dit emplacement en front au chemin public, à la profondeur et au nord par la balance du dit lot neuf E, et du côté sud par le lot neuf C—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit emplacement, faisant partie le dit emplacement du lot numéro neuf E du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Shenley-Nord.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, les items 1, 2, 3, 4, 6 et 7, le DOUZIEME jour de MARS prochain 1925, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, et l'item 5 le MEME jour, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 4 février 1925.
[Première publication, le 7 février 1925]
715

other side by Telesphore Morin; saved and to be deducted the emplacements sold according to titles, and belonging to Joseph Veilleux, Georges Maheux and others, which parcel of land is known by the parties under the name of emplacement of Caron and Pierre Pepin;

4. Part of lot thirty-two H, Jersey Range; bounded to the north and west by Gedeon Marcoux, to the south by Martin Bégin, to the east by the public road—with the buildings thereon, circumstances and dependencies,—being an emplacement;

5. A farm situate in the concession of Saint Jean, being lot number one hundred and seventy-four of the cadastre of the parish of Saint Georges, containing fifty-five arpents in superficies, more or less; bounded to the northeast by Barthélemy Morin and to the southwest by Alexis Morin;

6. A lot of land deducted from and forming part of lots numbers nine E and ten A of the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Shenley, county of Beauce; bounded in front by the River Chaudière, to the west by the public road crossing said lots, on the southeast side by the immovable hereafter described and on the northwest side by lot number ten C belonging to Cleophas Poulin or representatives—circumstances and dependencies;

7. Another lot of land situate at the same place, containing two arpents in width by the depth there may be between said public road and said River Chaudière, being part of lot number nine C of official cadastre for said first Range of North Shenley; bounded in front by said public road, in rear by said river, on the northwest side by the immovable hereabove described and on the southeast side by Pierre Pepin, son of Jos. or representatives—circumstances and dependencies; with the reservation by the vendor of a certain lot of land of one hundred and ninety-two feet in width by one hundred and ninety-two feet in depth; bounded, the said emplacement, in front by the public road, in rear and to the north by the balance of said lot nine E and on the south side by lot nine C—with all the buildings erected upon said emplacement, forming part, said emplacement, of lot number nine F of the official cadastre for the first Range of the township of North Shenley.

To be sold at the door of the parish of Saint Martin, items 1, 2, 3, 4, 6, and 7, the TWELFTH day of MARCH next, 1925, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, and item 5 the SAME day at the door of the church of Saint Georges, at THREE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 4, 1925.
[First publication, February 7, 1925]
716

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } GEORGES NADEAU, de-
No. 8438. } mandeur; contre ISAAC
DOSTIE, fils, défendeur.

Le lot numéro cinq cent trente-quatre (534) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, comté de Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, le DIX-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } GEORGES NADEAU, plain-
No. 8438. } tiff; against ISAAC DOS-
TIE, junior, defendant.

The lot number five hundred and thirty-four (534) of the official cadastre of the parish of Saint Ephrem de Tring, county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Ephrem de Tring, the SEVENTEENTH day

SEPTIEME jour de FEVRIER prochain (1925),
à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph-de-Beauce, 13 janvier, 1925.
[Première publication, le 17 janvier, 1925]
311—3-2

of FEBRUARY next (1925), at TEN o'clock
in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, January 13, 1925.
[First publication, January 17, 1925]
312—3-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } OSIAS LEFEB-
District de Beauharnois, } VRE, deman-
No 4917, à savoir: } deur; vs FREDER-
RICK-W. HAIRE, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Une terre située dans le premier rang du Town-
ship de Franklin, et connue et désignée sous le
numéro quarante-quatre-A (No 44-A) des plan
et livre de renvoi officiels du Township de
Franklin, dans le Comté de Huntingdon—avec
une maison, grange et autres bâties dessus
construites, contenant cent trente-six acres en
superficie, plus ou moins.

Pour être vendue au Bureau du Régistrateur
de la division du Comté de Huntingdon, en la
Ville de Huntingdon, district de Beauharnois,
MARDI, le DIXIEME jour de MARS prochain,
1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, J.-R. LAPOINTE.
Salaberry-de-Valleyfield, 4 février 1925.
[Première publication, le 7 février 1925]
719—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montréal.

Province de Québec, } PHILIPPE CHO-
District de Beauharnois, } LETTE, deman-
à savoir: No. 1230. } deur; vs CA-
MILLE DUPUIS et ALPHONSE DUPUIS, dé-
fendeurs.

Saisie comme appartenant au dit défendeur,
Alphonse Dupuis:

"Une terre située dans la paroisse de Sainte-
Clothilde, comté de Châteauguay, et connue
et désignée aux plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous
le No. 1239, contenant environ cent arpents en
superficie."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Clothilde, comté
de Châteauguay, SAMEDI, le VINGT ET
UNIEME jour de FEVRIER prochain, 1925, à
ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, J.-R. LAPOINTE.
Salaberry-de-Valleyfield, 7 janvier, 1925.
[Première publication, 17 janvier 1925]
313—3-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } OSIAS LEFEB-
District of Beauharnois, } BRE, plain-
No. 4917, to wit: } tiff; vs FREDERICK
W. HAIRE, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A farm situate in the first Range of the Town-
ship of Franklin and known and designated under
number forty-four-A (No. 44 A). on the official
plan and book of reference for the township of
Franklin, in the county of Huntingdon—with a
house, barn, and other buildings thereon erected,
containing one hundred and thirty six acres
in superficies, more or less.

To be sold at the Office of the Registrar of the
division of the county of Huntingdon, in the town
of Huntingdon, district of Beauharnois, on
TUESDAY, the TENTH day of MARCH next,
1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. LAPOINTE,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, February 4, 1925.
[First publication, February 7, 1925]
720—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court of the district of Montreal.

Province of Quebec, } PHILIPPE CHO-
District of Beauharnois, } LETTE, plain-
To wit: No. 1230. } tiff; vs CAMILLE
DUPUIS and ALPHONSE DUPUIS, defendants,

Seized as belonging to said defendant, Al-
phonse Dupuis:

A farm situate in the parish of Sainte Clothilde,
county of Chateauguay, and known and designa-
ted on the official plan and book of reference
of the parish of Saint Jean Chrysostome, under
No. 1239, containing about one hundred arpents
in superficies.

To be sold at the door of the parish church
of the parish of Sainte Clothilde, county of
Chateauguay, on SATURDAY, the TWENTY
FIRST day of FEBRUARY next, 1925, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. LAPOINTE,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Salaberry de Valleyfield January 7, 1925.
[First publication, January 17, 1925]
314—3-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } GABRIEL MYLES, culti-
No 1503. } vateur, et MARGARET
MYLES, de Chandler, dans les comté et dis-

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspe.

Percé, to wit: } GABRIEL MYLES, farmer,
No. 1503. } and MARGARET MY-
LES, of Chandler, in the county and district

trict de Gaspé, et BRIDGET MYLES, de la cité de Boston dans l'état de Massachusetts, demandeurs; vs SAINT LAWRENCE PULP AND LUMBER CORPORATION corporation dûment constituée ayant sa principale place d'affaires en le Borough de Manhattan, dans la cité, le comté et l'état de New York, et ayant une place d'affaires dans le village de Chandler. comté et district de Gaspé, et ayant un bureau pour l'assignation de procédures judiciaires, au bureau de l'honorable John Hall Ke'ly, à New Carlisle, dans le comté de Bonaventure, et district de Gaspé défenderesse.

1. Les lots numéros quatre-vingt un-A (81-A) et quatre-vingt un-B, (81-B) des plan et livre de renvoi officiels du premier rang de la municipalité de Pabos.

2. Le lot numéro quatre-vingt B (80-B), aussi desdits plan et livre de renvoi officiels du susdit rang de la municipalité, moins et à déduire les morceaux de terre suivants:

Ce certain morceau ou lopin de terre situé au sud du chemin du Roi, et borné en front au sud par la baie du Grand Pabos, au nord par le chemin du Roi, à l'est par John Myles, et à l'ouest par les défendeurs, et maintenant possédé et occupé par la corporation épiscopale catholique romaine de Saint-Germain-de-Rimouski, et par Joseph-Emile Bernier, et leurs représentants.

Un certain morceau ou lopin de terre situé au nord du chemin du Roi, borné en front, au sud par le chemin du Roi, à l'est par John Myles, au nord et à l'ouest par les défendeurs, et mesurant en front, le long du chemin du Roi, deux cents pieds sur une profondeur de deux cent quinze pieds; ledit morceau de terre appartenant aux demandeurs—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Chandler, le ONZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif,

Percé, 31 janvier, 1925.

[Première publication, le 7 février, 1925]
689—6-2

JAS.-T. TUZO.

of Gaspé, and BRIDGET MYLES, of the city of Boston, in the state of Massachusetts, plaintiffs; against the SAINT LAWRENCE PULP AND LUMBER CORPORATION, a corporation having its principal business in the Borough of Manhattan, in the city, county and state of New York, and having a place of business in the village of Chandler, county and district of Gaspé, and having an office for the serving of judicial papers at the office of the Honorable John Hall Kelly, at New Carlisle, in the county of Bonaventure, and District of Gaspé, defendants.

1. The lots numbers eighty one A (81-A) and eighty one B (81-B) of the official plan and book of reference of the first range of the municipality of Pabos.

2. Lot number eighty B (80-B), also of the said official plan and book of reference of the aforesaid range and municipality, less the following areas to be deducted therefrom:

That certain piece or parcel of land situate to the South of the King's highway, and bounded in front to the South by the Bay of Grand Pabos, to the North by the King's highway, to the east by John Myles and to the west by the defendants and now owned and occupied by the Roman Catholic Episcopal Corporation of Saint Germain de Rimouski, and by Joseph Emile Bernier, or their representatives.

A certain piece or parcel of land situate to the North of the King's highway; bounded in front to the south by the King's highway, to the east by John Myles, to the north and west by the defendants, and having a frontage along the King's highway of two hundred feet by a depth of two hundred and fifteen feet, and belonging, the said piece of land, to the plaintiffs—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Chandler, on the ELEVENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's office,

Percé, 31st January, 1925.

[First publication, February 7, 1925]
690—6-2

Sheriff.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir :

No 9499.

JEAN THEBER-GE, marchand, de la paroisse de Saint-Eleuthère, demandeur; contre JULES CARON, père, cultivateur, du même endroit, défendeur; à savoir:

La demie sud-ouest du lot numéro neuf (1/2 S.O. No 9) du huitième rang, canton Pohénégamook, et le lot numéro huit-B (No 8-B) du même rang et canton—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les dits lots étant ainsi au cadastre officiel du canton Pohénégamook, pour la paroisse de Saint-Eleuthère.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eleuthère, le DIX-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain 1925, à MIDI.

Le shérif,

Bureau du shérif.

Rivière-du-Loup, 12 janvier 1925.

[Première publication, 17 janvier 1925]

315—3-2

J.-O. GIRARD.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit :

No. 9499.

JEAN THEBER-GE, merchant, of the parish of Saint Eleuthère, Plaintiff; against JULES CARON, senior, farmer of the same place Defendant, to wit:

The southwest half of lot number nine (S. W. 1/2 No. 9) of the eighth range of the township of Pohénégamook, and the lot number eight-b (No. 8-b) of the same range and township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said lots being thus known on the official cadastre of Pohénégamook for the parish of Saint Eleuthère.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Eleuthère, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next, 1925, at TWELVE o'clock noon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office.

Rivière du Loup, January 12, 1925.

[First publication, January 17, 1925]

316—3-2

Sheriff.

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Montcalm, } **PAUL-EMILE FOR-**
 No. 1224. } GET, de Labelle;
 contre JAMES MCGIBBON, de Labelle.

Saisi comme appartenant au défendeur:

1. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro (23) vingt-trois, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Labelle, dans le district de Montcalm—avec bâtisses dessus érigées.

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro (85) quatre-vingt-cinq, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Labelle, dans le district de Montcalm—avec bâtisses dessus érigées.

3. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro (101) cent un, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Labelle, dans le district de Montcalm—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La-Nativité, de Labelle, SAMEDI, le QUATORZIEME jour de MARS, 1925, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LAMARCHE & BOUDREAU, Mont-Laurier, ce 3 février, 1925.

[Première publication, le 7 février, 1925]

701

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

District of Montcalm, } **PAUL EMILE FOR-**
 No. 1224. } GET, of Labelle;
 against JAMES MCGIBBON, of Labelle.

Seized as belonging to said defendant:

1. The lot of land known and designated under number twenty-three (23), on the official cadastral plan and book of reference of the village of Labelle, in the district of Montcalm—with the buildings thereon erected.

2. The lot of land known and designated under number eighty-five (85), on the official cadastral plan and book of reference of the village of Labelle, in the district of Montcalm—with the buildings thereon erected.

3. The lot of land known and designated under number one hundred and one (101), on the official plan and book of reference of the village of Labelle, in the district of Montcalm—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of La Nativité de Labelle, on SATURDAY, the FOURTEENTH day of MARCH, 1925, at THREE o'clock in the afternoon.

LAMARCHE & BOUDREAU,

Sheriff's office, Sheriff.

Mont Laurier, February 3, 1925.

[First publication, February 7, 1925]

702

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH - EDOUARD**
 No 1074. } NOISEUX, RAOUL-

ANTOINE NOISEUX, HUBERT NOISEUX, EUGENE NOISEUX, FORTUNAT NOISEUX, GUY NOISEUX et LOUIS NOISEUX, tous marchands de feronnneries de la cité et du district de Montréal et y faisant affaires ensemble comme tels sous la raison sociale L.-N. & J.-E. Noiseux, enregistrée, demandeurs; vs LESHERRIERS de feu Raoul Leduc, défendeurs, et TELESPHORE BRASSARD, es-qualité, mis-en-cause.

Comme appartenant aux défendeurs:

La maison sise et située dans la cité de Montréal, construite sur le lot portant le numéro quatre cent cinquante-huit et le lot portant le numéro quatre cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-quatre (184-458 et 459) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, les dits lots bornés en front par la rue Northcliff.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Bruneau, daté le 22 janvier 1925.

L'adjudicataire pourra acheter des propriétaires les terrains sur lesquels est construite la

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH EDOUARD**
 No. 1074. } NOISEUX, RAOUL

ANTOINE NOISEUX, HUBERT NOISEUX, EUGENE NOISEUX, FORTUNAT NOISEUX, GUY NOISEUX and LOUIS NOISEUX, all hardware merchants, of the city and district of Montreal and there carrying on business together as such, under the firm name of L. N. & J. E. Noiseux, Registered, plaintiffs; vs THE HEIRS of the late Raoul Leduc, defendants, and TELESPHORE BRASSARD, es-qualité, mis-en-cause.

As belonging to the defendants:

The house lying and situate in the city of Montreal, erected upon the lot bearing number four hundred and fifty eight and the lot bearing number four hundred and fifty nine of the official subdivision of original lot number one hundred and eighty four (184—458 and 459) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the said lots fronting on Northcliff Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWELFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 22nd of January, 1925.

The lots of land upon which the house thus sold is erected may be bought by the adjudica-

maison ainsi vendue pour un prix n'excédant pas \$4,600.00.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 4 février 1925. 711-6-2
[Première publication, le 7 février 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: **HORMISDAS MELO-**
No 2899. **LOCHE, père, et AL,**
demandeurs; contre Dame **TILLIE BROWN-**
STEIN, de Montréal, épouse judiciairement
séparée de biens de Moses Siminovitch, du même
lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux
fins des présentes, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Moreau,
en la cité de Montréal, mesurant quarante-huit
pieds de largeur sur cent cinquante pieds de pro-
fondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu
et désigné comme étant la subdivision cent
soixante-trois du lot originaire numéro quatre-
vingt, aux plan et livre de renvoi officiels du
village incorporé d'Hochelaga—avec ensemble la
maison portant les numéros 476 à 490 de la rue
Moreau, et les autres bâtisses dessus érigées, tel
que le tout se trouve présentement et avec leurs
dépendances et appartenances et les servitudes
y attachées, sans aucune exception ou réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DOUZIEME jour du mois de
MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, le 4 février 1925. 723-6-2
[Première publication, le 7 février 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: **LA BANQUE DE**
No 2123. **MONTREAL**, cor-
poration légalement constituée ayant son bureau-
chef et sa principale place d'affaires en les cité et
district de Montréal, demanderesse; vs **LA CIE**
U. PAUZE & FILS, corporation légalement
constituée ayant son bureau-chef et sa principale
place d'affaires au même endroit, défenderesse.

Ce certain emplacement connu comme étant
le numéro deux mille deux cent vingt-deux (2222),
aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse
de Montréal—avec ensemble les bâtisses dessus
érigées, portant le numéro civique, 318 ave.
Greene; à distraire cependant dudit lot numéro
deux mille deux cent vingt-deux (2222) la por-
tion suivante:

La partie sud-est du lot numéro deux mille
deux cent vingt-deux (2222) des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Montréal, con-
tenant vingt pieds, un pouce (20'1") de largeur
en front sur l'avenue Greene, et vingt et un pieds
(21) de largeur en arrière, par quatre-vingt-dix
pieds (90) en profondeur, mesure anglaise, et
bornée comme suit: en front, au nord-est, par
ladite avenue Greene, en arrière, au sud-ouest,
par une partie du lot numéro deux mille deux
cent vingt-trois (2223), auxdits plan et livre de
renvoi officiels, d'un côté au sud-est par le lot
numéro deux mille deux cent vingt-cinq (2225),
et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro
deux mille deux cent vingt-deux (2222)—avec
les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de FE-
VRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

taire from the owners of such lots, for a price
of not exceeding \$4,600.00.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 4, 1925. 712-6-2
[First publication, February 7, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: **HORMISDAS MELO-**
No. 2899. **CHE, Sr., ET AL,**
plaintiffs; against Dame **TILLIE BROWN-**
STEIN, of Montreal, wife judicially separated as
to property of Moses Siminovitch, of the same
place and the latter to authorize his wife for
the purposes hereof, defendant.

An emplacement fronting on Moreau Street,
in the City of Montreal, measuring forty-eight
feet in width by one hundred and fifty feet in
depth, English measure and more or less, known
and designated as subdivision one hundred and
sixty-three of original lot number eighty, on the
official plan and book of reference of the incor-
porated Village of Hochelaga—together with the
houses Nos. 476 to 490 Moreau Street, and other
buildings thereon erected, as the whole now
is with every the members and appurtenances
thereto belonging and the servitudes thereto
attached without any exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Mon-
treal, on the TWELFTH day of MARCH next,
at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 4, 1925. 724-6-3
[First publication, February 7, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: **BANK OF MONTREAL**,
No. 2123. **a body politic and**
corporate having its head office and principal
place of business in the city and district of Mon-
treal, plaintiff; vs **LA CIE U. PAUZE & FILS**,
a body politic and corporate having its head
office and principal place of business at the same
place, defendant.

That certain emplacement known as lot number
two thousand two hundred and twenty two
(2222), on the official plan and book of reference
of the parish of Montreal—together with the
buildings thereon erected, bearing the civic
number 318 Greene avenue, to be deducted
however from the said lot number two thousand
two hundred and twenty two (2222) the following
portion thereof:

The southeast portion of the lot number two
thousand two hundred and twenty two (No 2222),
on the official plan and book of reference of the
parish of Montreal, containing twenty feet, one
inch (20'1") in width in front on Greene avenue,
and twenty one feet (21') in width in rear, by
ninety feet (90') in depth, all English measure,
and bounded as follows: in front to the northeast
by the said Greene avenue, in rear to the south-
west by part of lot two thousand two hundred
and twenty three (2223), on the said official plan
and book of reference, on one side to the south-
east by lot two thousand two hundred and
twenty five (2225), and to the northwest by the
remaining portion of the said lot number two
thousand two hundred and twenty two (2222)—
with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINETEENTH day of FEBRUARY
next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de chaque offrande ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 12^{ième} jour de janvier 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 12 janvier 1925.
[Première publication, le 17 janvier 1925]
271—3-2

A deposit of \$600.00 will be exacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 12th of January, 1925.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Montreal, January 12th, 1925.
[First publication, January 17th, 1925]
272—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **ROCH-ALBERT BERGERON**, demandeur; vs **ALFRED NOURY**, journalier, tant en sa qualité d'exécuteur testamentaire que personnellement en qualité de légataire universel résiduaire de l'héritage de feu Dame Clara Noury, veuve de Jean-Baptiste Lapalme, en son vivant, wattman de tramway, des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Un emplacement composé de quatre lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros soixante-dix, soixante et onze, soixante-douze et soixante-treize, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-quatre (164-70, 71, 72, 73), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, dit district—avec bâtisses dessus érigées; borné en front par le Grand Boulevard (164-116); avec tous droits et servitudes attachés audit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 14 janvier 1925.
[Première publication, 17 janvier 1925]
345—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **HORACE FAVREAU**, No. 3041. } **HORACE FAVREAU**, demandeur; vs **JOSEPH-A. SEGUIN**, défendeur.

Un lot de terre dans le quartier Saint Denis, de ladite cité de Montréal, étant la partie nord-ouest d'un certain lot de terre connu et désigné comme subdivision deux cent cinquante-trois du lot numéro trois cent trente et un (No. 331-253) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-Saint-Louis; borné en front par la rue Garnier, en arrière, par une ruelle en commun, d'un côté par le lot de subdivision numéro deux cent cinquante deux dudit lot numéro officiel trois cent trente et un, et de l'autre côté, par le reste de ladite subdivision deux cent cinquante trois (No. 253) dudit lot officiel, et contenant 25 pieds de large, en front et en arrière, par quatre-vingt-treize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec circonstances et dépendances et les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 13 janvier, 1925.
[Première publication, le 17 janvier, 1925]
340—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **ROCH ALBERT BERGERON**, Plaintiff; vs **ALFRED NOURY**, laborer, both in his quality of testamentary executor and personally in his quality of residuary universal legatee of the Estate of the late Dame Clara Noury, widow of Jean Baptiste Lapalme, in his lifetime, tramway motorman, of the city and district of Montreal, now of parts unknown, Defendant.

An emplacement composed of four lots of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, known and designated as being the lots numbers seventy, seventy one, seventy two and seventy three of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty four (164-70), 71, 72, 73), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, said district—with the buildings thereon erected; bounded in front by Grand Boulevard (164-116)—with all the rights and servitudes attached to said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Montreal, January 14, 1925.
[First publication, January 17, 1925]
346—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **HORACE FAVREAU**, No. 3041. } **HORACE FAVREAU**, Plaintiff; vs **JOSEPH A. SEGUIN**, defendant.

A lot of land of Saint Denis ward of said city of Montreal, being the northwest part of a certain lot of land known and designated as being subdivision two hundred and fifty-three of lot number three hundred and thirty-one (No. 331-253) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis; bounded in front by Garnier Street, in rear by a common lane, on one side by subdivision lot number two hundred and fifty-two of said official lot number three hundred and thirty-one and on the other side by the residue of said subdivision of two hundred and fifty-three (253) of said official lot and containing 25 feet in width, in front and in rear, by ninety-three feet in depth, English measure and more or less, without warranty of precise measurements—with circumstances and dependencies and the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office,
Montreal, January 13, 1925.
[First publication, January 7, 1925]
350—3-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **DAME MARIE-LOUISE LORTIE**, de Sainte-Rose, veuve de Achille Vanier, en son vivant, cultivateur, du même lieu, demanderesse; contre **ELIE DESJARDINS**, bourgeois, autrefois de Sainte-Rose, aujourd'hui des cité et district de Montréal, défendeur.

1. Un terrain situé en la ville de Sainte-Rose, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix de la subdivision officielle du lot numéro quarante-trois (43-2), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval, contenant tout le terrain compris dans les bornes suivantes: en front vers le sud, le boulevard Sainte-Rose, en arrière vers le nord, par une autre partie dudit lot numéro quarante-trois-deux, appartenant à Alexandre Poirier ou représentants, d'un côté, à l'ouest, par un terrain appartenant à la fabrique de la paroisse de Sainte-Rose, et actuellement occupé par la commission scolaire du village de Sainte-Rose, et de l'autre côté, à l'est, par la propriété de la Parque Provinciale du Canada—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées et les servitudes actives et passives y attachées, et notamment le passage composé des lots numéros quarante-trois subdivision quatre (43-4), et trente-quatre-un-deux (34-1-2) desdits plan et livre de renvoi officiels, dans lequel passage ont aussi droit de passer à pied et en voiture d'autres personnes, ledit terrain tel qu'actuellement enclos.

2. Un emplacement situé en la ville de Sainte-Rose, dans le comté de Laval, connu et désigné sous le numéro vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro trente-quatre (34-26), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, dit comté de Laval—avec une maison à deux logements, et autres bâtisses dessus érigées, ayant front sur la rue Hotte, en ladite ville de Sainte-Rose.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose, le DIX-NEUVIÈME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif,

Montréal, 14 janvier, 1925.

[Première publication, le 17 janvier, 1925]

351—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **URGEL CHARBONNEAU**, demandeur; contre **DAME MARIE-ALEXANDRINE ROBERT**, épouse séparée de biens de Clément Huet, dit Duluth, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et **MATHILDE DULUTH**, fille majeure et usant de ses droits, défendeurs.

Un emplacement situé dans la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ayant front sur la rue Notre-Lame, faisant partie du lot No. 181 des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, contenant 156 pieds de largeur, en front, plus ou moins, par 339 pieds de profondeur dans sa ligne sud-ouest, et 282 pieds dans la ligne nord-est, formant une superficie totale de 47,820 pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: en front par la rue Notre-Dame, en arrière, par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté au sud-ouest, par la

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit:) **DAME MARIE LOUISE LORTIE**, of Sainte Rose, widow of Achille Vanier, in his lifetime farmer, of the same place, plaintiff; against **ELIE DESJARDINS**, gentleman, heretofore of Sainte Rose, now of the city and district of Montreal, defendant.

1. A lot of land situate in the town of Sainte Rose, known and designated as forming part of lot number two of the official subdivision of lot number forty-three (43-2) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Rose, county of Laval, containing all the land included within the following boundaries: In front, towards the south, by Sainte Rose boulevard, in rear towards the north, by another part of said lot number forty-three-two, belonging to Alexandre Poirier or representatives; on one side to the west, by a lot of land belonging to the fabrique of Sainte Rose and presently occupied by the School Commission of the village of Sainte Rose and on the other side, to the east, by the property of the Provincial Bank of Canada—with a house and other buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto, and especially the passage composed of lots numbers forty-three, subdivision four (43-4) and thirty-four-one-two (31-1-2) of said official plan and book of reference, in which passage other persons have also the right to travel on foot and with vehicles, the said lots of land as presently fenced in.

2. An emplacement situate in the town of Sainte Rose, in the county of Laval, known and designated as being number twenty six of the official subdivision of lot number thirty-four (34-26), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Sainte Rose, said county of Laval—with a two tenement house and other buildings thereon erected, fronting on Hotte Street, in said town of Sainte Rose.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Rose, the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, January 14, 1925.

[First publication, January 17, 1925]

352—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit:) **URGEL CHARBONNEAU**, Plaintiff; against **DAME MARIE ALEXANDRINE ROBERT**, wife separate as to property of Clément Huet dit Duluth, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, and **MATHILDE DULUTH**, spinster of the full age of majority in the full exercise of her rights, Defendants.

An emplacement situate in the town of Pointe aux Trembles, fronting on Notre Dame Street, forming part of lot No. 181 of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, containing 156 feet in width in front, more or less, by 339 feet in depth in its southwest line and 282 feet in its northeast line, forming a total area of 47,820 feet, the whole English measure and more or less and bounded as follows: in front by Notre Dame Street, in rear by the river St. Lawrence, on one side to the southwest by the part of said lot No. 181 be-

partie du dit lot No. 181, appartenant à François Bricault dit Lamarche, et de l'autre côté au nord-est par la partie du dit lot No. 181 appartenant à Olivier Blais—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 12 janvier 1925.

[Première publication du 3 janvier 1925 est nulle]
81—3-2

longing to François Bricault dit Lamarche and on the other side to the northeast by the part of said lot No. 181 belonging to Olivier Blais—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, January 12th, 1925.

[First publication, January 3rd, 1925, is null]
82—3-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } VENAN LAVOIE,
District de Nicolet, } demandeur; vs J.-
No. 454. } HENRI PROULX, dé-
fendeur.

Un certain lot de terre au dixième rang de Sainte-Sophie-de-Lévrard, portant le numéro neuf cent quinze (915) de la nouvelle subdivision, en la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford; borné vers le nord-est, par la rivière du Chesne, vers le sud-ouest par la route Sainte-Sophie, vers le nord-ouest au neuvième rang, vers le sud-est par le numéro neuf cent quatorze, (914) mesurant en front deux arpents de large et la profondeur s'étendant jusqu'à la Rivière du Chesne, selon la subdivision et les lignes existant actuellement—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, le DIXIEME jour de MARS, mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, le 2 février, 1925.

[Première publication, le 7 février, 1925]
691—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THIBAudeau & AL,
District de Nicolet, } demandeurs; vs LUD-
No. 4226. } GER BARIL, défen-
deur.

Un terrain situé à la profondeur des terres du premier rang des concessions de la paroisse de Gentilly, connu et désigné sous le numéro quarante-deux (42) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, comté de Nicolet, le TREIZIEME jour de MARS mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, le 2 février, 1925.

[Première publication, le 7 février, 1925]
693—6-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } VENAN LAVOIE,
District of Nicolet, } Plaintiff; vs J.
No. 454. } HENRI PROULX, de-
fendant.

That certain lot of land in the tenth range of Sainte Sophie de Lévrard, bearing number nine hundred and fifteen (915) of the new subdivision in the parish of Saint Joseph de Blandford; bounded towards the northeast by river du Chesne, towards the southwest by Sainte Sophie by-road, towards the northwest by the ninth range, towards the southeast by number nine hundred and fourteen (914); measuring in front two arpents in width and extending in depth up to river du Chesne, according to the present subdivision and existing lines—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of Saint Joseph de Blandford, county of Nicolet, the TENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and twenty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,

Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, February 2, 1925.

[First publication, February 7, 1925]
692—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THIBAudeau & AL,
District of Nicolet, } plaintiffs; vs LUD-
No. 4226. } GER BARIL, defendant.

A lot of land situate at the rear of the lands of the first range of the concession of the parish of Gentilly, known and designated under number forty-two (42) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Gentilly, county of Nicolet, the THIRTEENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and twenty-five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,

Sheriff's office, Sheriff.
Nicolet, February 2, 1925.

[Second publication, February 7, 1925]
694—6-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **LES SYNDICS DE SAINT**
 No. 1891. } **ANTOINE DE BIEN-**
VILLE; contre **WILFRID GUAY**, charretier,
 Lauzon-ouest, Lauzon, P.Q.

Le lot No. 805 (huit cent cinq) du cadastre officiel pour le village de Lauzon, comté de Lévis, étant un lot de terre situé sur la rue Saint-Edouard, Lauzon-Ouest—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **CLEOPHAS BLOUIN**.
 Québec, 4 février, 1925.
 [Première publication, le 7 février, 1925]
 703

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **LES SYNDICS DE SAINT**
 No. 1891. } **ANTOINE DE BIEN-**
VILLE; against **WILFRID GUAY**, carter,
 Lauzon Ouest, P.Q.

The lot No. 805 (eight hundred and five) of the official cadastre for the village of Lauzon, county of Levis, being a lot of land situate on Saint Edouard Street, Lauzon Ouest—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Joseph de Lévis, county of Levis, the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
 Sheriff.

Sheriff's Office,
 Quebec, February 4, 1925.
 [First publication, February 7, 1925]
 704

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } **JACOB PAREN-**
 District de Richelieu. } **TEAU**, bourgeois,
 No 50. } du village de Saint-
Michel-d'Yamaska, district de Richelieu, cédant
 autorisé et **J.-R. Pélissier**, syndic autorisé, et la
FONDERIE DE PLESSISVILLE, compagnie
 à fonds social, ayant son bureau d'affaires à
 Plessisville, en cette province, requérante; et
Sigefroy Lauzière, bourgeois, du village de Saint-
Michel-d'Yamaska, district de Richelieu, inter-
 venant, et **Jules Poisson**, avocat, conseil du Roi,
 de la ville d'Arthabaska, procureur distrayant,
 à savoir:

Un emplacement situé dans le village de Saint-Michel-d'Yamaska, connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, comme étant une partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt (Pt. 580), se composant d'un lopin de terre ayant cinquante pieds de largeur à la rue et soixante-huit pieds de largeur à la profondeur sur cent cinquante pieds de profondeur, et d'un autre petit morceau de terre joignant celui-ci, ayant six pieds de large à la rue et treize pieds à la profondeur sur quarante-cinq pieds de profondeur; le tout borné en front à la rue, à l'est partie à Edouard Lefebvre et partie à Gilbert Hébert, au sud, au terrain du couvent et à l'ouest à Louis Saint-Germain—avec dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-d'Yamaska, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de FEVRIER 1925, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

MICHEL SAINT-GERMAIN.
 Bureau du shérif.
 Sorel, 5 janvier 1925.
 [Première publication, 17 janvier 1925]
 337-3-2

FIERI FACIAS.

Province of Québec, } **JACOB PAREN-**
 District of Richelieu. } **TEAU**, gentleman,
 No. 50. } of the village of Saint
Michel d'Yamaska, district of Richelieu, Authorized Assignor, and **J. R. Pélissier**, Authorized Trustee; and **LA FONDERIE DE PLESSISVILLE**, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office at Plessisville in this Province, Petitioner, and **Sigefroy Lauzière**, gentleman, of the village of Saint Michel d'Yamaska, district of Richelieu, Intervenant, and **Jules Poisson**, advocate and King's Counsel, of the town of Arthabaska, Attorney seizing for costs, to wit:

An emplacement situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, known and designated on the official cadastre for the parish of Saint Michel d'Yamaska, as being part of lot number five hundred and eighty (Pt. 580), and composed of a parcel of land measuring fifty feet in width on the street and sixty eight feet in width at the rear by one hundred and fifty feet in depth, and another small parcel of land adjoining the above, measuring six feet in width on the street and thirteen feet in width in rear by forty five feet in depth; the whole bounded in front by the street, on the east partly by Edouard Lefebvre and partly by Gilbert Hébert, to the south by the land of the Convent and to the west by Louis Saint-Germain—with the dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of Saint Michel d'Yamaska, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, 1925, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
 Sheriff.

Sheriff's office.
 Sorel, January 5, 1925.
 [First publication, January 17, 1925]
 338-3-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH VOISINE,
District de Chicoutimi. } fils de Wenceslas,
No. 8316. } cultivateur, d'Hé-
bertville, demandeur; vs HILAIRE HUDON,
JEAN-BAPTISTE HUDON et CHARLES
HUDON, tous trois cultivateurs, d'Hébertville,
défendeurs, à savoir:

1. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro un (No 1), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang Ouest du canton Méty—avec appartenances et dépendances.

2. La demie est du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro un ($\frac{1}{2}$ E. No 1), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang est du chemin Kénogami, dans le canton Labarre, de la contenance d'environ soixante-quinze acres en superficie—avec appartenances et dépendances.

3. La demie ouest du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro dix ($\frac{1}{2}$ O. No 10), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le troisième rang est du canton Méty, —avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro un-B (No. 1-B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest du canton Méty—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville, MARDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de FEVRIER prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, 20 janvier 1925.
[Première publication, 24 janvier 1925]
695—6-2

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } INTERNATIONAL
District de Roberval } HARVESTER COM-
No. 4426. } PANY OF CANADA,
corps politique et incorporé ayant sa place
d'affaires à Montréal, demanderesse; vs AR-
THUR MERCIER, de Saint-Méthode, dé-
fendeur.

A savoir:

Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros quarante-huit et quarante-neuf (Nos. 48 & 49), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Parent—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour de FEVRIER prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 13 janvier, 1925.
[Première publication, le 17 janvier, 1925]
333—3-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } JOSEPH VOISINE,
District of Chicoutimi. } son of Wenceslas
No. 8316. } farmer, of Hebert-
ville, plaintiff vs HILAIRE HUDON, JEAN-
BAPTISTE HUDON and CHARLES HUDON.
all three farmers, of Hebertville, defendants, to
wit:

1. The lot of land now known and designated under number one (No. 1) on the official cadastral plan and book of reference for the first west range of the township of Méty—with appurtenances and dependencies.

2. The east half of the lot of land now known and designated under number one (E. $\frac{1}{2}$ No. 1), on the official cadastral plan and book of reference for the first East range of Kénogami road, in the township of Labarre, containing about seventy-five acres in superficies—with appurtenances and dependencies.

3. The west half of the lot of land now known and designated under number ten (W. $\frac{1}{2}$ No. 10), on the official cadastral plan and book of reference for the third East range of the township of Méty—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. The lot of land now known and designated under number one-B (No. 1-B), on the official cadastral plan and book of reference for the second West Range of the township of Méty—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame d'Hébertville, on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of FEBRUARY next (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE
Sheriff's office. Sheriff.
Roberval, January 20, 1925.
[First publication, January 24, 1925]
696—6-2

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec } INTERNATIONAL
District of Roberval } HARVESTER COM-
No. 4426. } PANY OF CANADA a
body politic and corporate having its principal
place of business at Montreal, Plaintiff; vs
ARTHUR MERCIER, of Saint Methode,
defendant, to wit:

The lots of land now known and designated under the numbers forty eight and forty nine (Nos. 48 and 49), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth Range of the township of Parent—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Méthode, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office. Sheriff.
Roberval, January 13, 1925.
[First publication, January 17, 1925]
334—3-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **ERNEST DE LA-
District de Roberval. } DURANTAYE,**
No 4514. } de l'endroit appelé
L'Ange-Gardien, dans le comté de Rouville,
cultivateur, demandeur; vs **CHARLES FORTIN,**
de l'endroit appelé Normandin, district de
Roberval, défendeur, à savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, mesurant environ six arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du rang, pour partie, tel que ci-après, se composant du numéro vingt-sept et du tiers est du numéro vingt-huit (No 27 et $\frac{1}{3}$ est No 28), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le huitième rang du canton Normandin; bornée comme suit: au nord-est partie à la rivière Ticouabé et partie aux représentants de Narcisse Laurendeau, au sud-ouest au septième rang, tenant du côté nord-ouest à Aimé Gagnon ou représentants, et au sud-est à Hypolite Guimont ou représentants—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, MARDI le DIX-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 13 janvier 1925.

[Première publication, 17 janvier 1925]

335—3-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **ERNEST DE LA-
District of Roberval. } DURANTAYE,**
No. 4514. } of the place called
Ange Gardien, in the county of Rouville, farmer,
Plaintiff; vs **CHARLES FORTIN,** of the place
called Normandin, district of Roberval, defend-
ant, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Cyrille de Normandin, measuring about six arpents in front, more or less, by the depth of the range for one part, as hereafter described, composed of number twenty seven and of the east third part of number twenty eight (No. 27 and East $\frac{1}{3}$ No. 28), on the official cadastral plan and book of reference for the eighth range of the Township of Normandin; bounded as follows: to the north-east partly by the river Ticouabé and partly by the representatives of Narcisse Laurendeau, to the southwest by the seventh range, on the northwest side by Aimé Gagnon or representatives and to the southeast by Hypolite Guimont or representatives—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cyrille de Normandin, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office.

Roberval, January 13, 1925.

[First publication, January 17, 1925]

336—3-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } **DAME MARY LEVES-
No 3997. } QUE,** épouse commune
en biens de Augustin Savard, actuellement de
Notre-Dame-de-l'Île-Verte, demanderesse; contre
AUGUSTIN SAVARD, de Saint-Firmin, comté
de Saguenay, défendeur.

Les lots 20—avec bâtisses, 23 et 24 du 2ème rang, dans le canton Saguenay, et le lot H du rang 1, canton Saguenay.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de Saint-Firmin, le DIX-HUITIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

ELIE MALTAIS.

Malbaie, 7 janvier, 1925.

[Première publication, 17 janvier 1925]

339—3-2

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } **DAME MARY LEVES-
No. 3997. } QUE,** wife common as to
property of Augustin Savard, now of Notre
Dame de l'Île Verte, Plaintiff; against **AUGUS-
TIN SAVARD,** of Saint Firmin, county of
Saguenay, Defendant.

The lots 20—with buildings, 23 and 24 of the 2nd range in the township of Saguenay, and the lot H of range 1 of the township of Saguenay.

To be sold *en bloc* at the door of the church of Saint Firmin, the EIGHTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office.

Malbaie, January, 7, 1925.

[First publication, January 17, 1925]

340—3-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 145. } **BRYANT-J. SMITH** et
} **STEWART-C. SMITH,**
de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-
François, commerçants et co-associés, et y fai-
sant affaires comme tels en société sous la raison
sociale de "B.-J. Smith & Son", demandeurs;

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 145. } **BRYANT J. SMITH** and
} **STEWART C. SMITH,**
of the Town of Coaticook, in the district of Saint
Francis, traders and co-partners and as such
doing business there together in partnership under
the firm name of B. J. Smith and Son, plaintiffs;

contre GEORGE FOSTER, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:
Les trois-quarts indivis de tout ce certain morceau de terre situé dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite ville de Coaticook, comme étant le lot numéro 1382—avec les bâtisses érigées et les améliorations faites dessus.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond-de-Coaticook, MARDI, le DIXIEME jour du mois de MARS (1925), à TROIS heures de l'après-midi.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, le 4 février 1925. 725—6-2

[Première publication, le 7 février 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

No. 338. } NAPOLEON DESHARNAIS, de la ville de Victoriaville, rentier, demandeur; contre GODIAS FORTIER, de la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

1. Une terre étant la moitié sud-est du lot numéro cinq du huitième rang du canton de Wolfestown, contenant cinq arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Wolfestown sous le numéro cinq-B (5-B) du huitième rang, prenant du côté sud-est à Désiré Grenier et du côté nord-ouest à Ludger Leblanc, ou représentants—avec bâtisses dessus construites.

2. Une terre faisant partie du lot numéro sept du huitième rang du canton de Wolfestown, contenant cinq arpents de front, plus ou moins, par la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Wolfestown comme étant les numéros sept-D (7-D) et sept-C (7-C) et la partie sud-est du numéro sept-B (7-B) du huitième rang, prenant du côté nord-ouest à Désiré Grenier et du côté sud-est à Joseph Fortier—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de FEVRIER 1925, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le député-shérif,

J.-A. LAZURE.

Bureau du shérif,

Sherbrooke, 12 janvier 1925.

[Première publication, 17 janvier 1925]

341—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

No. 337. } CHARLES-ROBERT GARNEAU, de la ville d'Arthabaska, notaire, demandeur; contre EMILE FORTIER, de la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Une terre étant la moitié sud-est du lot numéro onze du neuvième rang du canton de Wolfestown, contenant cinq arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Wolfestown, sous le numéro onze-B (11-B) du neuvième rang; prenant d'un côté au sud-est à Wilfrid Boilard, ou

against GEORGE FOSTER, of the Town of Coaticook, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The undivided three fourths of all that certain lot of land situated in the Town of Coaticook, in the district of Saint Francis, and known on the official cadastral plan and book of reference of the said Town of Coaticook as lot number 1382—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Edmond de Coaticook, TUESDAY, the TENTH day of MARCH, (1925), at THREE o'clock in the afternoon.

The Deputy-Sheriff,

Sheriff's office, J. A. LAZURE.
Sherbrooke, February 4, 1925. 726—6-2

[First publication, February 7, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No. 338. } NAPOLEON DESHARNAIS, of the town of Victoriaville, annuitant, Plaintiff; against GODIAS FORTIER, of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, defendant.

Seized as belonging to said Defendant:

1. A farm being the southeast half of lot number five of the eighth range of Wolfestown, containing five arpents in front, more or less, by the depth of the lot, known and designated on the official cadastre of the township of Wolfestown under number five-B (5-B) of the eighth range, bounded on the southeast side by Désiré Grenier and on the northwest side by Ludger Leblanc or representatives—with the buildings thereon erected;

2. A farm forming part of lot number seven of the eighth Range of the township of Wolfestown, containing five arpents in front, more or less, by the depth of lot, known and designated on the official cadastre of the township of Wolfestown as being numbers seven-D (7-D) and seven-C (7-C) and the southeast part of number seven-B (7-B) of the eighth Range; bounded on the northwest side by Désiré Grenier and the southeast side by Joseph Fortier—with the building, thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next, 1925, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

J. A. LAZURE,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, January 12, 1925.

[First publication, January 17, 1925]

342—3-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No. 337. } CHARLES-ROBERT GARNEAU, of the town of Arthabaska, notary, Plaintiff; against EMILE FORTIER, of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, Defendant.

Seized as belonging to said Defendant:

A farm being the southeast half of lot number eleven of the ninth Range of the township of Wolfestown, containing five arpents in front, more or less, by the depth of the lot, known and designated on the official cadastre of the township of Wolfestown under eleven-B (11-B) of the ninth Range; bounded on one side to the south-

représentant, et de l'autre côté au nord-ouest à Napoléon Girard ou représentant — avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fortunat-de-Wolfestown. MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de FEVRIER, 1925, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
J.-A. LAZURE.

Bureau du shérif.
Sherbrooke, 12 janvier 1925.
[Première publication, 17 janvier 1925]
343—3-2

east by Wilfrid Boilard or representative and on the other side to the northwest by Napoléon Girard or representative—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, on THESDAY, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY, 1925, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. LAZURE,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.
Sherbrooke, January 12, 1925.
[First publication, January 17, 1925]
344—3-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois Rivières, à savoir : } DANS une cause
No 679. } dans laquelle:
Louis Flageole, était demandeur; vs La Corporation de la paroisse de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, corps doué de la personnalité civile et politique, ayant son bureau d'affaires en la municipalité de ladite corporation, était défenderesse; et ladite Corporation de la paroisse de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, défenderesse saisissante, vs Louis Flageole, défendeur saisi.

Comme appartenant audit défendeur saisi—Louis Flageole, savoir:

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marthe du Cap-de-la-Madeleine, dans le rang des Grandes-Prairies, connu et désigné sous le numéro cinq cent trente-cinq (No 535) au cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse du Cap-de-la-Madeleine—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le DIX-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.
Trois Rivières, 14 janvier 1925.
[Première publication, 17 janvier 1925]
353—3-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers to wit: } IN a cause wherein Louis
No. 679. } Flageole was plaintiff;
vs The Corporation of the Parish of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, a body politic and corporate having its head office in the municipality of said corporation, was defendant, and the said Corporation of the parish of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, seizing-Defendant; vs Louis Flageole, seized-Plaintiff.

As belonging to said seized-Plaintiff, Louis Flageole, to wit:

A lot of land situate in the parish of Sainte-Marthe du Cap de la Madeleine, in Range of Grandes Prairies, known and designated under number five hundred and thirty five (No. 535) of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Cap de la Madeleine—with the buildings thereon.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Marie Madeleine du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office.
Three Rivers, January 14, 1925.
[First publication, January 17, 1925]
354—3-2

Avis divers

EXTRAIT des minutes d'une assemblée spéciale du conseil d'administration de la compagnie dite "Quebec Aluminum Company, Limited", tenue au bureau de la compagnie, No. 511, cinquième avenue, cité de New York, E.U.A., Mercredi le 21ème jour de janvier 1925.

Attendu que la section 1 de l'article 1 et la section 3 de l'article 11 des Règlements généraux de cette compagnie, respectivement se lisent comme suit:

"Section 1. Le nombre des administrateurs de cette compagnie est fixé à trois."

"Section 3. A toute assemblée, deux administrateurs formeront quorum, mais moins qu'un quorum peut ajourner toute assemblée de temps à autre jusqu'à ce qu'il y ait quorum"; et

Miscellaneous Notices

EXTRACT from the minutes of a special meeting of the board of directors of Quebec Aluminum Company, Limited, held at the company's office, No. 511 Fifth Avenue, New York City, U.S.A., on Wednesday, the 21st day of January, 1925.

"Whereas section 1 of article 1 and section 3 of article 11 of the General By-Laws of this company, respectively, are as follows:

"Section 1. The number of the directors of this company is fixed at three."

"Section 3. At any meeting, two directors shall constitute a quorum, but less than a quorum may adjourn any meeting from time to time until a quorum shall be present"; and

Attendu que ce Conseil est d'avis qu'un Règlement (qui sera connu comme Règlement No 3) soit adopté pourvoyant à une augmentation dans le nombre des administrateurs de cette compagnie de trois à sept;

Il est, par les présentes:

Résolu que la section 1, de l'article 1 et la section 3 de l'article 11, des Règlements généraux de cette compagnie, respectivement, soient et elles sont par les présentes amendées comme suit, savoir:

Section 1. Le nombre des administrateurs de cette compagnie est fixé à sept.

Section 3. A toute assemblée quatre administrateurs formeront quorum, mais moins qu'un quorum peut ajourner toute assemblée de temps à autre jusqu'à ce qu'il y ait quorum.

Je, soussigné, R. C. Gaugler, certifie par les présentes que je suis un des sous-secrétaires de la compagnie dite "Quebec Aluminum Company, Limited", une corporation organisée existante en vertu des lois de la province de Québec, Canada, et que ce qui précède est une copie complète et exacte des préambules et des résolutions dûment adoptées à une assemblée dûment convoquée du conseil d'administration de la dite compagnie, tenue à son bureau No 511, 5ème avenue, cité de New York, E. U. A. mercredi, le 21 janvier 1925, telle qu'extraite par moi-même des minutes de ladite assemblée et comparée avec l'original des dits préambules et résolutions entrés dans lesdites minutes; et qu'à ladite assemblée les administrateurs présents formaient quorum.

Je certifie de plus que ledit règlement a été dûment approuvé et ratifié par les actionnaires de la compagnie détenant plus des deux tiers du capital-actions émis de la compagnie, à savoir: 999 actions sur un total de 1000 émises, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue le 26 janvier 1925, à son bureau No 112 rue Saint-Jacques, Montréal, Canada, spécialement convoquée aux fins de prendre en considération ledit règlement.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et fait apposer aux présentes le sceau corporatif de ladite compagnie "Quebec Aluminum Company, Limited", ce trentième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire,
R.-C. GAUGLER.

727

Whereas it is the opinion of this board that a By-Law (to be known as By-Law No. 3) be adopted providing for an increase in the number of directors of this company from three to seven;

Now, therefore:

Resolved, that Section 1 of article 1 and section 3 of article 11 of the general By-Laws of this company respectively, be, and the same hereby are, amended so as to read as follows:

'Section 1. The number of the directors of this company is fixed at seven.'

'Section 3. At any meeting four directors shall constitute a quorum, but less than a quorum may adjourn any meeting from time to time until a quorum shall be present.'

I, R. C. Gaugler, do hereby certify that I am an assistant secretary of Quebec Aluminum Company, Limited, a corporation organized and existing under the laws of the Province of Quebec, Canada, and that the foregoing is a full and true copy of the Preambles and Resolutions duly adopted at a duly convened meeting of the board of directors of said company, held at its office No. 511 Fifth Avenue, New York City, U.S.A., on Wednesday, the 21st day of January, 1925, as taken by me from the minutes of said meeting and compared with the original of said preambles and resolutions recorded in said minutes; and that at said meeting a quorum of the directors was present.

I do further certify that the said By-Law has been duly approved and ratified by the shareholders of the company holding over two-thirds of the issued capital stock of the company, to wit: 999 shares out of 1,000 issued, at a duly convened special general meeting of the shareholders of the company, held on the 26th day of January, 1925, at its office No. 112 Saint James Street, Montreal, Canada, specially called for the purpose of taking said by-law into consideration.

In witness whereof, I have hereunto set my hand and caused the corporate seal of the said Quebec Aluminum Company, Limited, to be hereunto affixed, this 30th day of January, 1925.

R. C. GAUGLER,
Assistant Secretary.

728

DANS LA COUR DU BANC DU ROI.

(Jurisdiction d'appel)

DANS L'AFFAIRE d'une référence par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, de certaines questions relatives au système éducationnel dans l'île de Montréal.

(Conformément à une ordonnance rendue dans l'affaire ci-dessus, le 4 février 1925, par les honorables juges Flynn, Allard, Tellier, Howard, Letourneau.)

Avis est par les présentes donné que, par arrêté ministériel en date du 3 février 1925, Son Honneur le lieutenant-gouverneur a référé à la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, pour audition et examen, conformément à l'article 579 des statuts refondus de Québec, 1909, les questions suivantes:

IN THE COURT OF KING'S BENCH

(Appeal Side)

IN THE MATTER of a reference by His Honour the Lieutenant Governor in Council to the Court of King's Bench, appeal side, of certain questions relative to the educational system in the Island of Montreal.

(Pursuant to an Order made in the above matter on the 4th day of February, 1925, by the Honourable Justices Flynn, Allard, Tellier, Howard, Letourneau.)

Notice is hereby given that by an Order in Council dated the 3rd February, 1925, His Honour the Lieutenant Governor referred to the Court of King's Bench, appeal side, for hearing and consideration, pursuant to article 579 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the following questions:

1. Le statut de Québec 1903, 3 Edouard VII, chapitre 16, est-il ultra-vires?

2. En vertu dudit statut:

(a) Des personnes de religion judaïque peuvent-elles être nommées membres du bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal?

(b) Le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal est-il tenu de nommer des professeurs juifs dans ses écoles si elles sont fréquentées par des enfants de croyance judaïque?

3. La législature provinciale a-t-elle le pouvoir de passer une loi pourvoyant à ce que des personnes professant la religion judaïque soient nommées:

(a) membres du bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, ou

(b) membres du comité protestant de l'instruction publique; ou

(c) membres consultants de ces deux corps.

4. La législature provinciale a-t-elle le pouvoir de passer une loi obligeant le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal à nommer des instituteurs professant la religion judaïque dans ses écoles, si elles sont fréquentées par des enfants professant cette religion?

5. La législature provinciale a-t-elle le pouvoir de passer une loi pourvoyant à la nomination des personnes professant la religion judaïque comme membres de la Commission financière métropolitaine suggérée dans le projet soumis par MM. Hirsch et Cohen?

6. La législature provinciale a-t-elle le pouvoir de passer une loi pour établir des écoles séparées pour les personnes qui ne sont ni de la croyance catholique romaine ni de la croyance protestante?

7. Si l'acte de 1903 est inconstitutionnel, les protestants ont-ils le droit, en vertu de la loi actuelle de Québec, de permettre aux enfants qui professent la religion judaïque de fréquenter leurs écoles?

(a) Comme faveur;

(b) En droit;

(c) La province peut-elle forcer les protestants à recevoir les enfants professant la religion judaïque, dans de telles conditions?

Daté ce sixième jour de février 1925.

L'Assistant procureur général, Québec,

729

CHARLES LANCTOT.

1. Is the Statute of Quebec, 1903, 3 Edward VII, chapter 16, ultra vires?

2. Under the said Statute:

(a) can persons of Jewish religion be appointed to the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal?

(b) is the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal obliged to appoint Jewish teachers in their schools should they be attended by children professing the Jewish religion?

3. Can the Provincial Legislature pass legislation providing that persons professing the Jewish religion be appointed?

(a) to the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal; or

(b) to the Protestant Committee of Public Instruction; or

(c) as Advisory members of these bodies.

4. Can the Provincial Legislature pass legislation obliging the Board of School Commissioners of the City of Montreal to appoint teachers professing the Jewish religion in their schools should they be attended by children professing that religion?

5. Can the Provincial Legislature pass legislation providing for the appointment of persons professing the Jewish religion on the Proposed Metropolitan Financial Commission outlined in the project submitted by Messrs. Hirsch and Cohen?

6. Can the Provincial Legislature pass legislation to establish separate schools for persons who are neither Catholics nor Protestants?

7. Assuming the Act of 1903 to be unconstitutional, have the Protestants the right, under the present state of the Quebec law, to allow children professing the Jewish religion to attend the schools?

(a) as a matter of grace;

(b) as of right;

(c) can the Province force the Protestants to accept children professing the Jewish religion under such conditions?

Dated this 6th day of February, 1925.

CHARLES LANCTOT,

730

Deputy Attorney General, Quebec.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 6

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Bouillon vs Tremblay.....	581
" Desrochers vs Rodrigue.....	581
" Fraser vs Charest.....	581
" Korber vs Olesker.....	581
" Lustgarten vs Haimovitch.....	581
" Marchand vs St-Onge.....	580

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dame Lafrenière vs Grenier.....	582
" Parent vs Bardier.....	582

Index of the Quebec Official Gazette, No 6

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bouillon vs Tremblay.....	581
" Desrochers vs Rodrigue.....	581
" Fraser vs Charest.....	581
" Korber vs Olesker.....	581
" Lustgarten vs Haimovitch.....	581
" Marchand vs St Onge.....	580

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—

Dame Lafrenière vs Grenier.....	582
" Parent vs Bardier.....	582

ANNONCEURS:—Avis aux:—	549	ADVERTISERS:—Notice to:—	519
AVIS DIVERS :—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Price Bros. & Co., Lt'd.....	582	Price Bros. & Co., Lt'd.....	582
Quebec Aluminum Company, Lt'd.....	606	Quebec Aluminum Company, Lt'd.....	606
Reference à la Cour du banc du roi <i>re</i>		Reference to Court of King's Bench <i>re</i>	
Ecoles Protestantes de Montréal.....	607	Montreal Protestant Schools.....	607
Ville de Jonquière.....	582	Town of Jonquière.....	582
BUREAU-CHEF :—		CHIEF-OFFICE :—	
Eug. Chartier, Itée.....	583	Eug. Chartier, Itée.....	583
The Huntingdon Gleaner Inc.....	583	The Huntingdon Gleaner Inc.....	583
Wright, Walker, Lt'd.....	583	Wright, Walker, Lt'd.....	583
CHARTRE—ABANDON DE :—		CHARTER—SURRENDER OF :—	
La Cie Electrique de St-Apollinaire.....	584	La Cie Electrique de St-Apollinaire.....	584
St. Lawrence Baking Co., Lt'd.....	583	St. Lawrence Baking Co., Lt'd.....	583
DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—		APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—	
Cité de Hull.....	578	City of Hull.....	578
Genest, Frank Devlin.....	578	Genest, Frank Devlin.....	578
La Communauté des Sœurs de charité de la Providence.....	577	La Communauté des Sœurs de charité de la Providence.....	577
Natural History Society of Montreal.....	578	Natural History Society of Montreal.....	579
St. Maurice Lumber Co.....	577	St. Maurice Lumber Co.....	577
Succession Chas. Wilson.....	577	Estate Chas. Wilson.....	577
Ville Montréal-Est.....	577	Town Montreal-East.....	577
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
Acadia Fire Ins. Co.....	579	Acadia Fire Ins. Co.....	579
Columbia Insurance Co.....	579	Columbia Insurance Co.....	579
Canadian Christmas Tree League.....	579	Canadian Christmas Tree League.....	579
Imperial Assurance Company.....	580	Imperial Assurance Company.....	580
Local Government Guarantee Society, Lt'd.....	580	Local Government Guarantee Society, Lt'd.....	580
Phoenix Assurance Co. Lt'd of London Eng.....	579	Phoenix Assurance Co. Lt'd of London, Eng.....	579
ERRATA :—		ERRATA :—	
Errata <i>re</i> avis vente pour taxe Lac Saint- Jean-Ouest.....	584	Errata <i>re</i> notice sale for taxes Lake Saint John West.....	584
Municipalité scolaire Sainte-Jeanne-d'Arc.....	584	School municipality Sainte Jeanne d'Arc.....	584
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
Auto Electric, Lt'd.....	551	Auto Electric, Lt'd.....	551
Buffalo Temple Inc.....	553	Buffalo Temple Inc.....	553
Builders Sales Service Co., Lt'd.....	555	Builders Sales Service Co., Lt'd.....	555
Cinema, Limitée.....	558	Cinema, Limitée.....	558
DeLille, Dion & Cie, Itée.....	560	DeLille, Dion & Cie, Itée.....	560
Electrical Equipment, Lt'd.....	560	Electrical Equipment, Lt'd.....	560
Gatineau River Power Co., Lt'd.....	562	Gatineau River Power Co., Lt'd.....	562
General Trucking Co., Lt'd.....	566	General Trucking Co., Lt'd.....	566
J.-G. Dolbec, Itée.....	570	J.-G. Dolbec, Itée.....	570
Joseph Gloux, Itée—Joseph Gloux, Lt'd..	569	Joseph Gloux, Itée—Joseph Gloux, Lt'd..	569
La Cie Bois Tranché, Itée.....	571	La Cie Bois Tranché, Itée.....	571
Power Engineering Co.....	571	Power Engineering Co.....	571
Quebec Gold Belt., Lt'd.....	574	Quebec Gold Belt., Lt'd.....	574
The Huntingdon Gleaner Inc.....	575	The Huntingdon Gleaner Inc.....	575
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—	
The Matane Lumber Dev. Co.....	576	The Matane Lumber Dev. Co.....	576
The Matane Lumber Dev. Co.....	576	The Matane Lumber Dev. Co.....	576
LIQUIDATION, AVIS DE :—		WINDING UP NOTICE :—	
Cie Industrielle A. Bernard.....	585	Cie Industrielle A. Bernard.....	585

NOMINATIONS :—

Commissaire pour recevoir affidavits....	551
Diverses.....	550

RATIFICATION DE TITRE :—

Morin, Elphège.....	585
---------------------	-----

SOUMISSIONS :—

Municipalité scolaire canton Bourget....	586
--	-----

VENTES, LOI DE FAILLITE :—

Canadian Wood Products, Lt'd.....	588
Gauthier, Léo.....	587
Laterreur & Martin.....	590
Legault, Edmond.....	590
Morissette, Geo.....	587
Touchette vs Dufresne.....	587

VENTE POUR TAXES :—

Gaspé, No 1, Municipalité du comté de—	592
Papineau, Municipalité du comté de—	592

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

BEAUCE :—

Gauthier vs Turcotte, ajouté.....	593
Nadeau vs Dostie.....	594
P.-T. Légaré, ltée vs Mathieu.....	593

BEAUHARNOIS :—

Cholette vs Dupuis <i>et al.</i>	595
Lefaiivre vs Haire.....	595

GAS*É :—

Myles <i>et al</i> vs St. Lawrence Pulp & Lum- ber Corporation.....	595
--	-----

KAMOURASKA :—

Théberge vs Caron.....	596
------------------------	-----

MONTCALM :—

Forget vs McGibbon.....	597
-------------------------	-----

MONTREAL :—

Banque de Montréal vs La Cie U. Pauzé & Fils.....	598
Bergeron vs Noury.....	599
Charbonneau vs Robert <i>et al.</i>	600
Favreau vs Séguin.....	599
Lortie vs Desjardins.....	600
Meloche vs Brownstein.....	598
Noiseux <i>et al</i> vs les héritiers de feu Raoul Leduc.....	597

NICOLET :—

Lavoie vs Proulx.....	601
Thibaudeau <i>et al</i> vs Baril.....	601

QUÉBEC :—

Syndics St-Antoine de Bienville vs Guay.	602
--	-----

RICHELIEU :—

Parenteau vs Pélissier.....	602
-----------------------------	-----

APPOINTMENTS :—

Commissioner to receive affidavits.....	551
Miscellaneous.....	550

CONFIRMATION OF TITLE :—

Morin, Elphège.....	585
---------------------	-----

TENDERS :—

School municipality township Bourget...	586
---	-----

SALE BANKRUPTCY ACT —

Canadian Wood Products, Lt'd.....	588
Gauthier, Léo.....	587
Laterreur & Martin.....	590
Legault, Edmond.....	590
Morissette, Geo.....	587
Touchette vs Dufresne.....	587

SALE FOR TAXES :—

Gaspé, No. 1. Municipality county of—	592
Papineau, Municipality county of—	592

SHERIFF'S SALES :—

BEAUCE :—

Gauthier vs Turcotte, ajouté.....	593
Nadeau vs Dostie.....	594
P. T. Légaré, Lt'd vs Mathieu.....	593

BEAUHARNOIS :—

Cholette vs Dupuis <i>et al.</i>	595
Lefaiivre vs Haire.....	595

GAS*É :—

Myles <i>et al</i> vs St. Lawrence Pulp & Lum- ber Corporation.....	595
--	-----

KAMOURASKA :—

Théberge vs Caron.....	596
------------------------	-----

MONTCALM :—

Forget vs McGibbon.....	597
-------------------------	-----

MONTREAL :—

Bank of Montreal vs La Cie U. Pauzé & Cie.....	598
Bergeron vs Noury.....	599
Charbonneau vs Robert <i>et al.</i>	600
Favreau vs Séguin.....	599
Lortie vs Desjardins.....	600
Meloche vs Brownstein.....	598
Noiseux <i>et al</i> vs the heirs of late Raoul Leduc.....	597

NICOLET :—

Lavoie vs Proulx.....	601
Thibaudeau <i>et al</i> vs Baril.....	601

QUÉBEC :—

Syndics St-Antoine de Bienville vs Guay.	602
--	-----

RICHELIEU :—

Parenteau vs Pélissier.....	602
-----------------------------	-----

ROBERVAL :—

International Harvester Co. vs Mercier..	603
La Durantaye vs Fortin.....	604
Voisine vs Hudon <i>et al.</i>	603

ROBERVAL :—

International Harvester Co. vs Mercier..	603
La Durantaye vs Fortin.....	604
Voisine vs Hudon <i>et al.</i>	603

SAGUENA :—

Lévesque vs Savard.....	604
-------------------------	-----

SAGUENAY :—

Lévesque vs Savard.....	604
-------------------------	-----

SAINT-FRANÇOIS :—

Desharnais vs Fortier.....	605
Garneau vs Fortin.....	605
Smith <i>et al</i> vs Foster.....	604

SAINT FRANCIS :—

Desharnais vs Fortier.....	605
Garneau vs Fortin.....	605
Smith <i>et al</i> vs Foster.....	604

TROIS-RIVIÈRES :—

Flagéole vs Corporation Sainte-Marthe- du-Cap-de-la-Madeleine.....	606
---	-----

THREE RIVERS :—

Flagéole vs Corporation Sainte-Marthe- du-Cap-de-la-Madeleine.....	606
---	-----

